



ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.

RAPPORT ANNUEL 2018



Table des matières

Nos réussites de l'année	2
Nos gens et sites	4
Faits saillants	5
Message du Fondateur et président exécutif du conseil	6
Message du Président et chef de la direction	7
Notre équipe	8
Croissance de l'entreprise	10
Nos catégories clés	14
Responsabilité sociale organisationnelle	20
Notre quatrième transformation	24
Un bel avenir devant nous	29
Rapport de gestion	30
Rapport de la direction	70
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	71
Rapport de l'auditeur indépendant	72
États financiers consolidés	74
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	79

Nos réussites de l'année

Boissons froides



« Dans l'Ouest canadien, le mot Froster^{MD} évoque les bonheurs de l'enfance, les gâteries estivales et les fêtes! L'ajout de la crème glacée transforme ce délice congelé en Froster Swirl. Nos clients l'adorent. »

Bonnie Biollo, Ouest canadien

La plus grande entreprise canadienne



« J'ai souvent dit à la blague que nous sommes la plus grande entreprise de 50 milliards \$* que personne ne connaît! Et cette année, nous sommes vraiment devenus la plus grande entreprise canadienne en termes de chiffre d'affaires. »

Brian Hannasch,
Alimentation Couche-Tard

Ravitailleur nos écoles



« Nous sommes reconnaissants de pouvoir desservir nos communautés par l'intermédiaire de ce programme. En 2017-2018, nous avons donné 730 000 \$ aux écoles dans nos communautés. Je suis immensément fier que Circle K continue de stimuler nos élèves, nos enseignants et nos écoles. »

Jeff Burrell, Carburants globaux

Acquisition



« CST convient merveilleusement bien à Couche-Tard! L'intégration de nos équipes, l'amélioration de la disposition des magasins et l'implantation de nos programmes clés ont été très réussies.

Les ventes de carburant et de marchandises se sont améliorées et nous avons revu à la hausse notre objectif de synergies annuelles, le faisant passer à 215 millions \$. »

Darrell Davis, Opérations

Ouragans au Texas



« Je suis profondément inspiré par nos gens des magasins et des bureaux au Texas. Je les remercie tous, surtout ceux qui ont contribué à nos efforts de collectes de fonds pour les employés touchés et la Croix-Rouge. Grâce à votre générosité, le Texas sera toujours fort. »

Paul Rodriguez, Texas

Acquisition



« Me joindre à Couche-Tard a été une aventure d'apprentissage stimulante. Je suis très fier de l'attitude positive de notre équipe. L'avenir est plein de possibilités. »

Rick Johnson,
Frontière nordique

Relier l'équipe au complet



« La région de la Côte des Carolines a eu le privilège de piloter le nouvel intranet global, une plateforme formidable pour renforcer l'engagement de nos gens à l'échelle de l'entreprise. »

Will Rice,
La Côte des Carolines

* Toutes les données financières sont libellées en dollars US.



Intelligence artificielle



« Notre stratégie mise sur l'IA et la robotique pour numériser les chaînes d'approvisionnement et d'autres secteurs de nos activités. Nous sommes emballés par la transformation qui découlera de la numérisation au sein des entreprises mondiales comme la nôtre. »

Janette Fjeldstad,
Stratégie globale de services partagés

Laboratoire norvégien



« La Norvège a une longueur d'avance sur le marché des VE : la moitié de toutes les voitures neuves vendues sont électriques ou hybrides. Nous en avons fait notre laboratoire pour le développement de nouveaux concepts et solutions en mobilité, ce qui nous place carrément en tête de peloton pour le développement de ce marché dans les années à venir—quelle belle opportunité pour Circle K. »

Christoffer Sundby,
Norvège

Alimentation



« Pour nos clients, manger un burger sur le pouce, c'est délicieux, mais salissant. Nous avons résolu ce défi pour eux en lançant le Wrapper, qui enveloppe le burger proprement. Nos clients l'adorent et c'est une grande réussite. »

Kai Realo, Estonie

Pâtisseries fraîches au Québec



« Le lancement des pâtisseries cuites en magasin a été un élément marquant au Québec cette année. Des produits de qualité, des équipes engagées, des clients satisfaits et fidèles—tout cela en a fait un véritable succès! Cela a entraîné une augmentation des ventes de breuvages...et ce n'est qu'un début. »

Sophie Provencher,
Ouest du Québec

Réduction des empreintes carboniques et énergétiques



« Nous prenons à cœur notre responsabilité envers l'environnement et les communautés que nous desservons. Parmi nos efforts pour offrir un milieu de magasinage plus sécuritaire pour nos clients, nous ajoutons des éclairages LED plus écoénergétiques et plus brillants. »

Geoffrey Haxel,
Opérations

Franchises internationales



« Dans la dernière année, nous avons ajouté 90 nouvelles franchises en Amérique du Nord, plus de 200 en Amérique Centrale, au Moyen-Orient et au Sud-est de l'Asie, ainsi que de nouveaux partenaires de développement en Arabie saoudite et au Cambodge. Formidable! »

Matt McCure,
Franchises internationales

Marques internationales



« Les grandes marques naissent de l'intérieur et nos employés sont extraordinaires! Leur énergie et leur engagement lors du lancement de la marque Circle K en Pologne ont fait vivre une expérience exceptionnelle aux clients d'ici. »

Michał Ciszek, Pologne

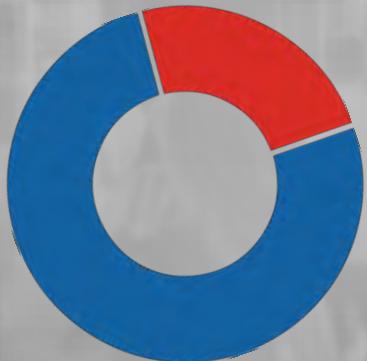
« La transition de la marque en Russie en mars-avril 2018 a été formidable, engageant les employés et suscitant beaucoup d'émotions positives chez les clients. »

Yuri Bryantsev, Russie

La carte indique des pays ayant des magasins corporatifs

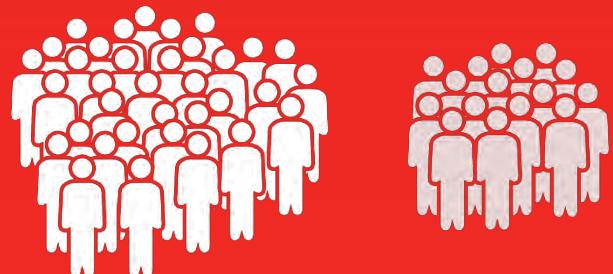
Nos gens 2018

~ 130 000



Europe

Amérique du Nord



Sites 2018

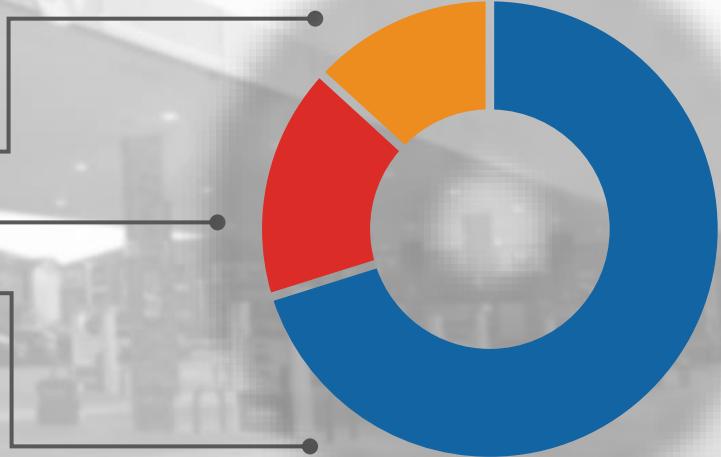
~ 16 000



International

Europe

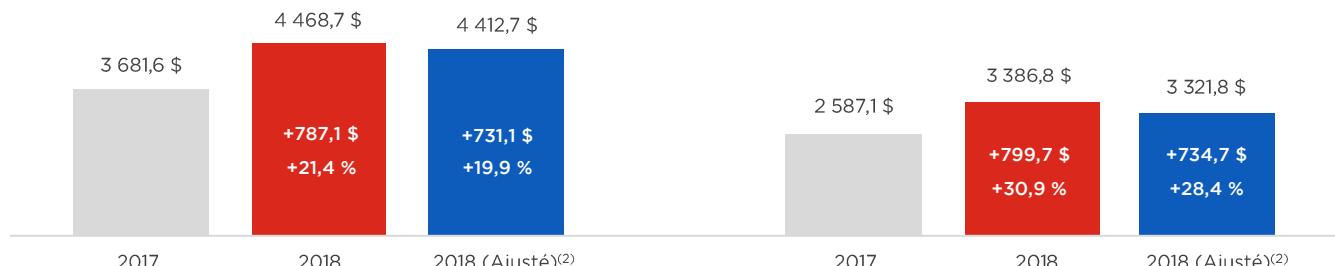
Amérique du Nord



Faits saillants

	2018
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽¹⁾	É.-U. EUROPE CANADA
Croissance du volume de carburant par magasin comparable ⁽¹⁾	É.-U. EUROPE CANADA
	0,8 % 2,7 % 0,4 %
	(0,4 %) 0,0 % (1,4 %)

Marge brute sur les marchandises et services



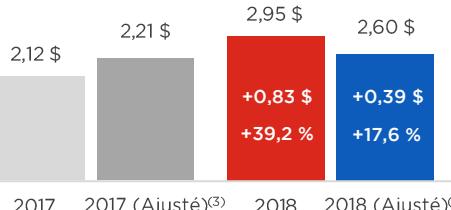
Marge brute sur le carburant pour transport routier



BAlIA et BAIIA ajusté⁽³⁾



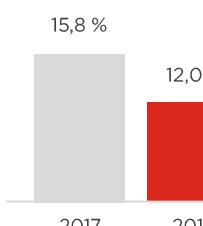
Bénéfice net par action sur une base diluée et bénéfice net ajusté par action sur une base diluée



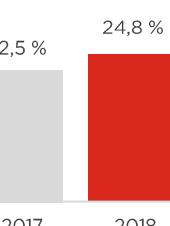
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société



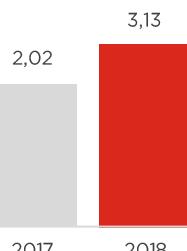
Rendement des capitaux investis⁽⁴⁾⁽⁵⁾



Rendement des capitaux propres⁽⁴⁾⁽⁶⁾



Ratio d'endettement ajusté⁽⁴⁾⁽⁷⁾



Flux de trésorerie disponibles ajustés⁽⁸⁾



Toutes les données financières sont en millions de dollars américains à l'exception des montants par action, qui sont en dollars américains.

(1) Présenté sur une base comparable de 52 semaines.

(2) Ajusté pour tenir compte de l'impact positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes.

(3) Pour plus d'information sur les mesures de performance non reconnues selon les IFRS, veuillez consulter les sections « Bénéfices avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (BAIIA) et BAIIAL ajusté » et « Bénéfice net et bénéfice net ajusté » de la section Rapport de gestion et analyse du présent rapport annuel.

(4) Au 29 avril 2018, ce ratio est présenté sur une base pro forma pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018 pour l'acquisition de CST et de Holiday. Les données des résultats et du bilan de CST et de Holiday ont été ajustées afin que leur présentation soit conforme aux politiques de gestion et analyse du présent rapport annuel.

(5) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice avant intérêts et intérêts divisé par les capitaux investis moyens de la période correspondante. Les capitaux investis représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes.

(6) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen de la période correspondante. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes.

(7) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêt plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et loyer) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, la dette à long terme de CAPL est exclue, car il s'agit d'une dette sans recours contre la Société.

(8) Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont présentés uniquement à titre d'information et excluent CrossAmerica Partners LP (« CAPL »). Ils représentent le calcul suivant : BAIIA ajusté (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur) moins CAPEX net, intérêts payés, impôts payés, dividendes versés; plus produits de disposition d'actifs, distributions reçues de CAPL et droits de distribution incitatifs reçus de CAPL. Ceci n'a pas de signification propre à la société selon les normes IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes.

ALAIN BOUCHARD

Fondateur et président exécutif du conseil



Quand j'ai ouvert mon premier dépanneur en 1980, j'envisageais l'avenir avec optimisme. Mais je n'aurais jamais pu imaginer l'envergure de Couche-Tard aujourd'hui! Enracinés dans une société bilingue et multiculturelle, nous avons pu créer un modèle d'affaires unique, dont les méthodes et les pratiques organisationnelles rigoureuses et disciplinées soutiennent une culture d'ouverture, de confiance et de respect, contribuant ainsi à l'épanouissement des opérations locales.

Couche-Tard a traversé trois transformations majeures dont nous sommes ressortis à chaque fois plus forts. D'abord une chaîne de magasins d'accommodation, ouverts de 7 h à 23 h, nous sommes devenus un réseau offrant du carburant, et nous avons innové en offrant nos services 24 h par jour, sept jours par semaine. Lorsque les règlements ont accordé aux épiceries le droit de prolonger leurs heures d'ouverture, Couche-Tard a opéré sa deuxième transformation en tant qu'entreprise de commodité qui vend du temps, avec des produits répondant aux besoins immédiats et grâce à une marque de plus en plus reconnue. Lors de notre troisième transformation, nous avons élargi notre réseau, d'abord au Canada, puis aux États-Unis et en Europe, basé sur le modèle d'affaires décentralisé qui, à ce jour, sous-tend notre réussite.

Avec chaque transformation, nous avons démontré nos forces compétitives, établissant nos magasins en tant que destinations par la commodité, la proximité et le temps que nous offrons à nos clients.

Au cours de la dernière année, l'évolution fulgurante des nouvelles technologies a donné le ton à notre quatrième transformation, amorcée par la mise en place de systèmes numériques qui intégreront les mégadonnées et l'intelligence artificielle. Quelle époque stimulante pour le commerce de détail!

Les milléniaux forment une cible démographique déterminante pour nous, tant chez nos clients que chez nos employés—une génération qui nous influence et qui nous oblige à évoluer comme jamais auparavant. Nous les écoutons; la connaissance des clients est le souffle qui nous propulse dans notre quête pour devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.

Notre offre alimentaire est en constante évolution afin de répondre aux goûts et aux besoins dans l'ensemble de notre réseau. Des idées locales peuvent devenir des succès mondiaux grâce aux commentaires de nos clients et aux échanges de connaissances à l'échelle de l'entreprise. Cette année, de nombreux exemples sont venus d'Europe, dont l'Irlande, et de nos acquisitions nord-américaines, CST et Holiday.

Nous apprenons constamment du comportement des consommateurs. Crétifs et agiles, nous offrons à ceux-ci de nouveaux choix et services dès qu'ils sont prêts à les adopter. Notre aptitude à cibler le point de bascule, le moment où nos innovations répondent au changement de comportement des consommateurs, est une des clés de notre réussite.

L'accélération du changement nous affecte tous. Des baby-boomers adeptes des médias sociaux aux vedettes adolescentes sur YouTube, l'ère numérique s'applique à tous et ouvre de toutes nouvelles possibilités de personnalisation et d'offres sur mesure, pour charmer et valoriser les individus. Nous explorerons toutes ces possibilités, entre autres par la robotique, l'intelligence artificielle et nos programmes de fidélisation.

Grâce à la force décuplée de nos équipes, de notre expertise, de notre culture et de notre envergure, nous sommes outillés pour transformer ces nouveaux défis en succès exemplaires de l'univers passionnant, et en constante évolution, du commerce de détail. Nous poursuivrons notre croissance, de façon organique et par le biais d'acquisitions, tout en exerçant la créativité et la discipline financière exceptionnelles qui ont permis à l'entreprise de tenir ses promesses au fil des décennies et des transformations. Autant d'atouts qui se traduisent par une valeur accrue pour nos actionnaires et de formidables nouvelles opportunités de croissance pour nos collaborateurs—de bonnes raisons d'être optimistes!

C'est du fond du cœur que je tiens à remercier nos clients, nos gens, nos fournisseurs et nos investisseurs. Tous les jours, c'est vous qui rendez possible ce cheminement extraordinaire.

Alain Bouchard

BRIAN HANNASCH

Président et chef de la direction



Cette année, pour la première fois, Couche-Tard est devenue la plus grande entreprise canadienne en termes de chiffre d'affaires. Ce succès découle de notre modèle d'exploitation unique et de notre grande discipline financière, optimisés par notre famille internationale de 130 000 personnes extraordinaires.

Nous opérons sur deux fréquences pour atteindre l'excellence—aujourd'hui, et pour l'avenir. Nous misons d'abord sur notre vision principale, devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde : la croissance de notre marque, l'amélioration constante de nos opérations, la croissance organique et l'apprentissage mutuel à mesure que nous acquérons de nouvelles entreprises et des équipes engagées et productives.

Dans un deuxième temps, une petite équipe dirigeante mise tout autant sur l'avenir du paysage commercial qui évolue rapidement. S'il est rassurant que 83 % des produits vendus soient consommés dans les 60 minutes suivant l'achat, nous savons aussi que les habitudes et les attentes des clients changent de plus en plus rapidement. Nous saisissons les occasions offertes par les plateformes numériques, l'intelligence artificielle, la robotique, le caractère évolutif du commerce de proximité, les véhicules électriques et les changements en matière de mobilité, toujours dans le même but : répondre aux besoins changeants de nos clients avec une offre plus personnalisée, que nous croyons essentielle au maintien de la croissance de l'entreprise pour nos actionnaires.

Notre modèle d'affaires, profondément ancré dans notre force financière, alimente notre croissance, à la fois de manière organique et par le biais d'acquisitions. Nous tirons profit des synergies organisationnelles à l'échelle de l'entreprise, tout en permettant à nos gens d'exploiter pleinement leur potentiel au niveau local. Cette année, les acquisitions de CST et Holiday, aux États-Unis et au Canada, ont favorisé des synergies et des apprentissages mutuels exceptionnels qui enrichissent l'ensemble de l'entreprise.

À l'interne, nous cherchons à éliminer les frictions et à réduire les coûts, que ce soit en magasin, aux lave-autos ou aux pompes de carburant. Nous comblons leurs besoins sur le dernier mile du trajet d'aller-retour à la maison – en plus de leur faire gagner du temps!

Au fur et à mesure que les goûts des clients et leurs habitudes d'achat évoluent, nous serons là pour eux.

Je suis convaincu que la force et l'originalité de notre culture sont les facteurs qui nous distinguent. Voilà pourquoi nous l'entretenons sans relâche. C'est ce qui guide notre parcours alors que nous créons une marque globale, que nous attirons de nouveaux clients dans nos magasins, que nous les comprenons et que nous personnalisons leur expérience locale chez nous. Nos gens sont au cœur de tout : leur énergie et leur engagement produisent d'excellentes relations avec la clientèle, des équipes motivées et un succès croissant sur tous les fronts. Ensemble, l'avenir est prometteur.

Brian Hannasch

Notre équipe

Nous savons que le renforcement de l'engagement améliore le service et la fidélité de la clientèle, tout en augmentant la satisfaction des employés. Nous avons mis en place plusieurs initiatives pour soutenir notre culture unique et nos gens.

maVOIX : Chacun a son mot à dire

Notre sondage annuel, maVOIX, appuie notre engagement envers nos gens. Chaque équipe crée son propre plan d'action pour accroître l'engagement des employés, augmenter la satisfaction de la clientèle et partager les pratiques exemplaires.

Lors de notre deuxième année de suivi de l'engagement des employés au moyen de maVOIX, nous avons dépassé les excellents résultats de la première année, avec un taux de participation impressionnant de 90,6 %! D'une année à l'autre, nous avons constaté une hausse de l'engagement des employés de 8 % et une volonté accrue de recommander l'entreprise comme milieu de travail. Ces résultats nous permettent de croire que nous avons une très bonne compréhension de notre réalité professionnelle et de solides assises pour déterminer les priorités sur lesquelles nos équipes devraient concentrer leurs efforts.



maVOIX est un processus évolutif qui favorise le perfectionnement continu dans notre cheminement pour devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et de carburant à travers le monde.

« Notre mur des déclarations est un témoignage important pour notre division irlandaise! Situé à l'entrée de nos bureaux, il fait la promotion de notre mission d'entreprise : "Simplifions-nous la vie". Nous sommes ravis qu'il soit devenu un tel sujet de conversation pour les visiteurs à la maison Circle K de Dublin! »

- Niall Anderton, Irlande



Intranet global

Reconnaissant l'importance des communications ultra rapides au sein de l'organisation, nous avons mis en place un intranet global au cours de la dernière année. Résultat : une plateforme fiable pour échanger des apprentissages à l'échelle de l'organisation, créant des synergies et des gains d'efficacité, tout en enrichissant notre culture d'entreprise.



« En tant que chef de projet entourée d'une forte équipe chargée de développer, de piloter et de lancer notre nouvel intranet global, CT360, j'ai pu constater son impact immédiat. Nos gens découvrent qu'ils peuvent participer directement et mettre leur créativité à l'œuvre dans la formation d'une entreprise forte et unique, avec une culture commune. La plateforme renforce notre capacité d'être super-local et super-global—un immense avantage concurrentiel. »

– Marie-Noëlle Cano, Chef de projet CT360

Nos gens : engagés, entreprenants, énergiques

Les ouragans de l'année dernière au Texas et en Floride ont causé bien des ravages, entraînant la fermeture de tous nos magasins en Floride, plus de 800, ainsi que celle de 120 de nos plus de 800 magasins au Texas. Nos gens ont travaillé sans relâche pour les remettre sur pied le plus rapidement possible. Les magasins de toute la région ont mis la main à la pâte, recueilli de l'argent, fait des dons et réalisé des exploits.

Les équipes du Texas et de la Floride ont travaillé avec acharnement pour rouvrir les magasins, acheminer du carburant aux pompes, de l'eau potable aux services sanitaires et alimentaires et pour réapprovisionner les étagères.

Presque tous nos magasins nord-américains ont aidé à recueillir des fonds pour la Croix-Rouge. Couche-Tard a fait un don de 250 000 \$ à la Croix-Rouge pour pallier aux besoins immédiats et pour démarrer un fond de soutien aux employés affectés. Nos gens et nos clients ont aussi donné généreusement. Heureusement, aucun membre de nos équipes n'a été blessé.



L'optimisme et l'engagement qui imprègnent l'organisation sont transformateurs pour notre marque globale et pour la qualité du service offert à nos clients. Nous concentrons nos efforts afin de retenir nos employés talentueux et de fournir des plateformes, telles que nos nouvelles globales sur l'intranet, pour qu'ils puissent partager leurs connaissances et leurs meilleures pratiques avec l'ensemble des unités d'affaires.

À mesure que nous développons et intégrons de nouvelles entreprises, nous cherchons toujours à identifier et à retenir les meilleurs talents pour combler les postes actuels et futurs, y compris pour rehausser nos équipes existantes. Cela se traduit par un enrichissement mutuel des meilleures idées et des pratiques exemplaires, et par des opportunités de croissance passionnantes pour nos collaborateurs. Un cercle vertueux!

Croissance de l'entreprise

Acquisitions et intégrations

Il y a vingt ans, nous exploitons 500 magasins au Québec. Aujourd'hui, nous en avons plus de 16 000 dans 25 pays et régions. Au cours des six dernières années, nous avons intégré de grands réseaux tels que Statoil Fuel & Retail (« SFR ») en Europe continentale et Topaz Energy Group Ltd. (« Topaz ») en Irlande; les magasins Imperial Oil (« Esso ») complémentaires à notre réseau canadien. Notre réseau américain s'est élargi avec les acquisitions de The Pantry Inc. (« The Pantry »); CrossAmerica Partners LP, société en commandite transigée en bourse (« CAPL »); CST Brands Inc. (« CST ») et Holiday Stationstores LLC (« Holiday »).



Nos acquisitions et notre croissance organique se renforcent mutuellement grâce à des synergies. Après chaque acquisition, nous exerçons une discipline rigoureuse pour réduire l'endettement afin de préparer la prochaine occasion. Nous centralisons les fonctions administratives, le développement de produits et l'approvisionnement, tout en cultivant les connaissances locales et l'énergie entrepreneuriale pour alimenter les meilleures interactions quotidiennes entre nos gens et nos clients. Voilà notre plus grand différentiateur compétitif.

UN RENOUVELLEMENT DE MARQUE RÉUSSI





Nous maintenons la marque **Couche-Tard^{MD}** affectionnée au Québec et la marque **INGO^{MD}** pour notre réseau de sites automatisés en Suède et au Danemark. Ailleurs dans le monde, nous adoptons une seule bannière forte : **Circle K^{MD}**. Depuis 2016, nous avons rebaptisé approximativement 5 000 magasins : plus de 1 650 en Europe et plus de 3 350 en Amérique du Nord. Nous avons lancé la marque au Canada et nous continuerons de convertir des sites aux États-Unis, prévoyant d'en ajouter près de 2 000 cette année.

Statoil, la marque européenne la plus respectée, forte d'une histoire de 65 ans, a été l'une des premières entreprises occidentales à entrer dans le marché de l'ex-Union soviétique, personnifiant la commodité pour les clients. Pourtant, le renouvellement de la marque a été profitable, grâce à une poussée formidable de notre équipe. Circle K jouit maintenant de l'une des plus grandes fidélités de marque en Scandinavie et dans les pays baltes. Les enseignements tirés de ces expériences soutiendront la nouvelle marque en Irlande, amorcée en avril 2018.

CST : DE FORTES SYNERGIES

CST et CAPL

Nous avons accueilli nos nouveaux collègues de CST et CAPL au début de l'été 2017. Leurs opérations très bien gérées ont densifié notre présence aux États-Unis et au Canada, y compris dans certains marchés à forte croissance au Texas. Cette densité nous permettra de communiquer plus efficacement et d'accroître l'efficience et la notoriété de la marque Circle K au fur et à mesure que nous l'introduisons. En quelques mois de travail avec l'équipe de CST, nous avons déjà dégagé 153 millions de dollars en synergies, par rapport à notre objectif de 215 millions de dollars.



UN FOISONNEMENT DE PRATIQUES EXEMPLAIRES

Holiday

Notre toute dernière acquisition, Holiday Stationstores (la région de la Frontière nordique) nous a permis de compléter notre réseau dans plusieurs États du nord de la région du Centre ouest des États-Unis. La base immobilière robuste de Holiday, qui compte plus de 200 sites dans la région croissante de Minneapolis-St. Paul, est une force clé.

Holiday nous a apporté une capacité d'exécution exemplaire en alimentation, avec une large gamme de produits maisons conçus par l'équipe interne. L'agencement de ses magasins priorise la présentation de l'offre alimentaire et appuie les efforts de l'équipe locale afin d'offrir une offre alimentaire de grande qualité et des options de goûter toute la journée—le tout conçu sur mesure pour les consommateurs dans son marché et soutenu par deux installations de préparation alimentaire.

En moyenne, les ventes de ces nouveaux magasins en services alimentaires sont cinq fois plus élevées que celles de notre réseau de magasins existants en Amérique du Nord. Holiday contribue par plusieurs

éléments complémentaires à notre propre stratégie et culture : une croissance solide et constante attribuable à des investissements disciplinés; une grande capacité d'exploitation et de commercialisation; une catégorie de lave-autos forte et un terminal de carburant.

Les pratiques, les connaissances et les outils existants de Holiday sont d'une grande valeur pour l'ensemble de l'entreprise. Par exemple, nous avons été si impressionnés par l'expérience client en magasin, par ses solides compétences en alimentation et par ses programmes de fidélisation que, pour la première fois de notre histoire, nous avons confié à un haut dirigeant l'identification et la mise en œuvre de synergies inversées et de pratiques exemplaires dans l'ensemble de l'organisation.

Rick Johnson, qui détient 30 ans d'expérience, et qui a dirigé le groupe des opérations de Holiday pendant plus d'une décennie, prend la barre de notre nouvelle unité d'affaires Frontière nordique, où il travaillera en étroite collaboration avec le dirigeant des synergies inversées.

Ensemble, ils aideront l'entreprise à optimiser le parcours du client, développer la marque privée et la pénétration des produits à emporter à domicile, et exploiter des données et analyses pour améliorer la gestion des catégories et des prix ainsi que les activités promotionnelles.



Magasin #3514, Coon Rapids, MN



« L'intégration de Holiday s'est très bien passée. Ce fut formidable d'apprendre et d'échanger avec les équipes de Circle K. Nous avons passé beaucoup de temps à bien comprendre les activités de développement, les finances, l'alignement de la comptabilité, l'approvisionnement, la structure des divisions mondiales et les meilleures pratiques d'évaluation. Tout au long, la continuité des affaires n'a jamais souffert et le moral demeure très positif, surtout dans les opérations de terrain. Nous sommes vraiment emballés par les perspectives d'avenir. »

Rick Johnson
Frontière nordique



DES NOUVEAUTÉS EMBALLANTES

Opportunités de croissance

Au cours de l'exercice 2018, des ententes cadres au Cambodge, en Arabie Saoudite et en Mongolie se sont ajoutées à notre programme de licences en croissance rapide. Nous atteindrons le cap du millier de sites au Mexique cette année. Bien que nous continuons à développer notre réseau existant, la croissance du PIB mondial et de la population se produit surtout hors de nos marchés traditionnels. Nous avons cerné l'Asie comme un marché potentiel clé pour la poursuite de notre croissance et de notre succès.

Catégories clés

Détaillant d'envergure mondiale, nous disposons d'une large gamme de ressources et sommes en mesure d'essayer de nouvelles idées. Notre portefeuille de produits exclusifs est issu d'un processus continu de recherche et d'innovation. L'exclusivité de nos produits alimentaires favorise la fidélité, et chacune de nos catégories de produits contribue à notre succès. En Europe, ce processus progresse très rapidement.

Alimentation

À la fin de l'exercice 2017, plus de 4 500 de nos magasins nord-américains et 2 000 de nos magasins européens offraient pâtisseries, beignes, muffins, croissants et biscuits livrés le jour même—voire cuits sur place—créant une nouvelle expérience sur mesure dans chaque marché local. Lors de l'année fiscale 2018, nous avons lancé des pilotes de pâtisseries cuites sur place au Québec. Toute la journée, une grande variété de pâtisseries sortent du four, attirant les clients avec leur odeur alléchante. Ces pâtisseries fraîches s'agencent très bien avec notre programme **Café tout simplement bon**. Dans ces magasins pilotes, la catégorie des pâtisseries a connu une



Notre objectif : devenir un guichet unique pour un service rapide et chaleureux et pour des produits de qualité pour les clients pressés



croissance de 80 % par rapport à l'année précédente. Nous prévoyons ajouter 500 comptoirs de pâtisseries au Canada et commencer la livraison quotidienne dans plusieurs magasins dans les régions du Sud-est des États-Unis et du Golfe.

En nous appuyant sur le meilleur de nos connaissances, nous créons des plateformes et des occasions évolutives fondées sur les données et les analyses de la clientèle. Là où nous offrons des pâtisseries, les ventes de café augmentent, et vice versa. Nos données nous permettent de concevoir des promotions croisées inédites, par exemple en combinant les boissons **Polar Pop^{MD}** et les eaux vitaminées avec nos pâtisseries.

L'alimentation constitue une compétence de base pour nous, et une source de croissance continue. Nous appliquons nos enseignements à travers le monde. Certains magasins ressemblent plus à de beaux marchés alimentaires qu'à des magasins traditionnels. Notre offre évolue rapidement, étant d'une immense diversité et différentiation. Nous entamons l'implantation de ces nouveaux concepts emballants en Amérique du Nord.



Alimentation super-locale, super-globale :

- Les mets mexicains et de délicatessen
- Le petit pain bretzel avec saucisse, bacon, jalapeno et cheddar de Holiday
- Les incroyables beignes au chocolat noir d'Estonie
- Le gâteau traditionnel du roi du Mardi gras de la Nouvelle-Orléans

LANCÉMENT RÉUSSI D'UNE NOUVELLE OFFRE VÉGÉTARIENNE EN SUÈDE

La réussite du Vego-Vägar

La demande croissante pour des produits végétariens a inspiré la création d'un nouveau concept alimentaire en Suède pour faciliter un accès rapide à des repas végétariens, végétaliens et lacto-ovo-végétariens. Les repas froids sont disposés sur une nouvelle tablette verte en magasin, tandis que les repas chauds sont offerts à la caisse. On y trouve maintenant un vaste choix alimentaire. La nouvelle offre a augmenté l'achalandage ainsi que les ventes de produits non-végétariens.

Hot dogs

Partout, les gens adorent les hot dogs! Nous devenons une véritable destination mondiale, offrant aux gens des produits de grande qualité qu'ils désirent. Nous avons déployé une marque et créé une expérience en magasin cohérente pour **le vrai HOT DOG**, tout en conservant une tournure locale pour répondre aux goûts de chacun de nos marchés. Ces synergies créatrices entre le super-global et le super-local ont pris naissance en Europe et ont été implantées par la suite dans l'Ouest canadien; nous avons ajouté des idées d'Europe, où nous avons revitalisé notre programme de mets grillés : des saucisses de grande qualité et une gamme unique de petits pains, assemblés avec un grand choix de condiments, dont des moutardes haut de gamme. De notre unité d'affaires du Heartland : des garnitures comme les oignons croustillants au gouda, le macaroni au fromage ou les oignons caramélisés. Nos clients peuvent maintenant personnaliser leur **vrai HOT DOG**. Macaroni au fromage sur un petit pain bretzel ? Pourquoi pas!



Boissons chaudes

Notre programme de **Café tout simplement bon^{MC}**, maintenant offert dans plus de 2 700 magasins, connaît une croissance solide : le café noir de grande qualité, les expressos, les cafés au lait, les cappuccinos et les riches chocolats chauds. Notre plateforme commune repose sur notre expertise, nos fournisseurs et nos connaissances des équipements. Et pourtant, un **Café tout simplement bon** sera ajusté au goût local, que ce soit au Québec, en Caroline du Sud ou en Lettonie : en offrant divers mélanges et moutures, plus de cappuccinos ici ou de cafés au lait là, du café noir, tandis qu'ailleurs, quelqu'un se décide à essayer le café glacé ou infusé à froid : une parfaite combinaison super-globale/super-locale.



Boissons froides

Polar Pop et **Froster**^{MD} forment la base de notre programme de boissons froides et conquièrent beaucoup d'amateurs fidèles. L'année dernière, nous avons installé de nouveaux équipements et élargi notre portefeuille dans 750 magasins de notre réseau. Au cours de l'année à venir, nous investirons des capitaux dans 2 000 magasins, en ajoutant le thé fraîchement infusé, les stations d'hydratation et des fontaines et distributrices améliorées pour solidifier notre position en tant que destination préférée pour les consommateurs à la recherche de boissons froides.

Nous augmentons les ventes et fidélisons les clients en nous différenciant de nos concurrents de manière originale et emballante.



Les verres **Polar Pop** et breuvages **Froster** vendus en 2018 rempliraient plus de 185 piscines olympiques. Nous avons étendu l'offre à plus de 1 200 nouveaux magasins.

Lave-auto

Nos lave-autos, présents sur plus de 2 600 de nos sites, constituent pour nous une activité importante à l'échelle mondiale. Nous faisons appel à nos partenaires fournisseurs internationaux pour les produits chimiques, la signalisation et le positionnement qui nous permettent d'atteindre l'envergure et la capacité dont nous avons besoin. En parlant avec nos clients, nous avons appris comment améliorer leur expérience et leur compréhension du fonctionnement des appareils—quand entrer, arrêter ou redémarrer la voiture, par exemple.

Nous sommes fiers de notre lave-auto saisonnier qui s'adapte pour nettoyer la saleté locale particulière : tempêtes de poussière, pollen, terre et crasse, neige et sel, ou pour appliquer un protecteur UV. Nous simplifions la vie de nos clients en leur assurant une expérience fiable : une voiture propre, sèche et étincelante.

Notre minuterie standardisée de lave-auto Circle K qui affiche clairement le progrès du lavage, l'écran numérique en magasin et la facilité d'utilisation et de paiement, tous sont disponibles sur plus de 500 sites partout au monde, dont certains endroits dans les régions du Heartland, de la Côte ouest des États-Unis, des Montagnes Rocheuses, du Sud-est des États-Unis ainsi qu'au Danemark, en Suède et en Norvège. En particulier, les régions de la Côte ouest,



des Montagnes Rocheuses et du Heartland ont connu une croissance à deux chiffres. Les lave-autos dans trois de nos quatre régions canadiennes ont augmenté leurs ventes à partir d'excellents volumes existants.

Nos acquisitions Esso et Holiday ont grandement étendu nos activités en matière de lave-autos—à plus de 1 500 emplacements en Amérique du Nord. Plus de 1 100 stations de lavage dans neuf pays européens ont donné un très bon rendement au cours de l'année dernière, dont les lave-autos libre-service dans les sites automatisés de carburant **INGO**. Nous sommes maintenant le chef de file dans huit de nos neuf divisions européennes. Les sites Topaz en Irlande, en voie de devenir des Circle K, ont connu une croissance à deux chiffres l'année dernière suivant une importante transformation et modernisation des équipements de lave-auto avec le remplacement des équipements dans plus de la moitié de nos lave-autos, établissant ainsi une nouvelle norme dans ce marché.





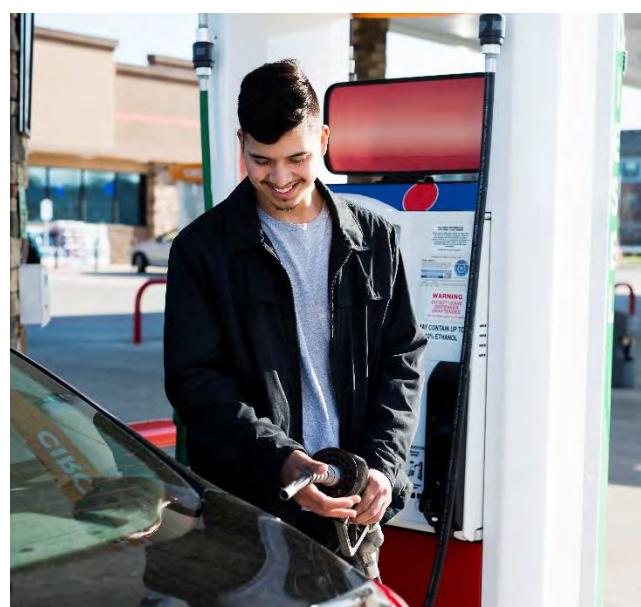
Carburant

S'appuyant sur notre pouvoir d'achat en tant que l'un des plus importants acheteurs de carburant au monde, nous développons l'une des chaînes d'approvisionnement les plus efficaces de l'industrie, ce qui permet à nos équipes locales d'offrir une valeur constante à nos clients. Notre équipe carburant axe ses efforts sur la création de la chaîne logistique la plus efficace du secteur, tout en laissant la gestion des prix et de l'exploitation entre les mains des unités d'affaires locales. La Société est également grossiste en carburants de transport routier, et exploite une grande entreprise de carburants commerciaux, dont des terminaux et des dépôts.

Ces cinq dernières années, nos volumes de carburant ont augmenté de 21 %, les ventes totales s'établissant à plus de 37 milliards de dollars. Nous avons enregistré nos plus grands volumes dans les régions de la Floride, du Golfe et de la Côte ouest des États-Unis.

Nous desservons les clients dans nos magasins propres, bien éclairés et bien entretenus, où ils trouvent des produits différents et une offre croissante de carburants de qualité supérieure. Nos additifs exclusifs **miles^{MD}** et **milesPLUS^{MD}** ont remporté un vif succès en Europe, grâce à la meilleure autonomie de carburant offerte.

Nous avons aussi rehaussé les normes régissant nos opérations pétrolières, visant le sommet de notre secteur en matière de qualité du service et d'apparence. À l'aide d'un nouveau programme de client mystère, nous évaluons l'exécution, les exigences des clients et leurs réactions afin de soutenir nos investissements et la croissance de la marque de carburant Circle K et afin d'améliorer la qualité de nos produits.



Responsabilité sociale

Développement durable

Nous avons à cœur notre responsabilité envers l'environnement et les communautés que nous desservons. Nous nous adaptons aux normes plus élevées et au code d'éthique en matière d'environnement et d'approvisionnement, et nous observons des pratiques sécuritaires et environnementales responsables dans tous nos secteurs d'activités.

En Europe, nous avons adopté la plateforme EcoVadis afin de nous assurer que tous nos fournisseurs se conforment aux normes internationales de responsabilité sociale des sociétés, grâce à des évaluations et des analyses vérifiées indépendamment. La première vague d'évaluation de nos fournisseurs a débuté à la fin de l'exercice 2018.

Nous gérons activement notre consommation d'énergie et d'eau en déployant des technologies et pratiques de conservation efficaces. Par exemple, l'éclairage DEL réduit la consommation électrique de 90 % par rapport à l'éclairage conventionnel. Nous recyclons et réutilisons nos eaux usées dans plus de 2 400 de nos lave-autos, sans compromettre la qualité du lavage.



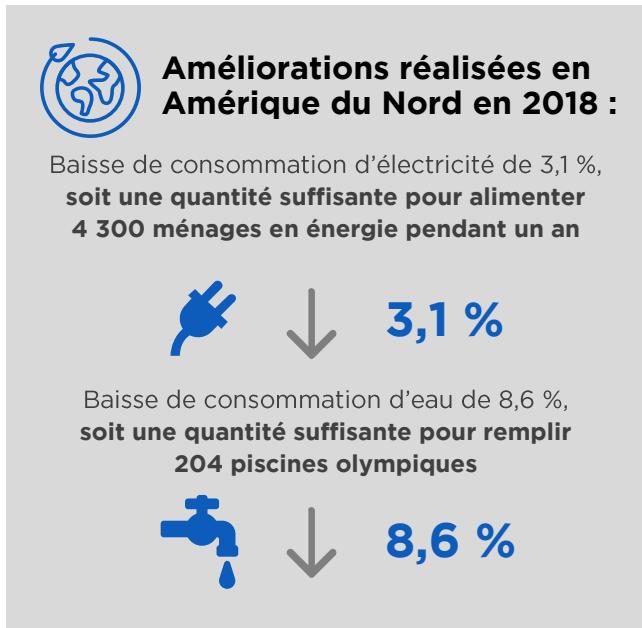
Le remplacement des équipements sans contact par des brosses réduit la consommation d'eau de près de la moitié. Nous installons des systèmes de récupération d'eau, utilisons des détersifs et des produits chimiques certifiés conformes aux normes environnementales Nordic Ecolabel ou Swan, et offrons aux automobilistes suédois le HVO100, une solution de recharge au diesel fossile intelligente sur le plan climatique. Le HVO100 réduit les émissions de dioxyde de carbone jusqu'à 90 % comparativement au diesel conventionnel.



À la fin de 2017, Circle K Norvège est devenu le premier détaillant de carburant et de marchandises au pays à utiliser l'énergie solaire.



L'utilisation d'un éclairage DEL plus éco-énergétique et plus vif à l'intérieur et à l'extérieur de nos magasins constitue un moyen d'offrir un cadre sécuritaire à nos clients tout en réduisant notre empreinte carbone.



Sécurité des sites

Au cours de l'exercice 2018, Circle K Europe a implanté un nouveau processus de contrôle de conformité à la politique anti-vol. Cette approche proactive mise sur toute la gamme d'éléments que l'on trouve sur tous nos sites, dont la signalisation, la formation, les alarmes portatives et le soutien professionnel.



Sécurité alimentaire

Tous nos sites respectent les normes de santé publique en matière de sécurité alimentaire, mais nous avons introduit nos propres normes, beaucoup plus exigeantes. En 2016, 68 % de nos sites se conformaient à ces normes rehaussées; à la fin de l'exercice 2018, plus de 90 % des sites avaient été audités et approuvés.

La stratégie de sécurité alimentaire de Circle K Europe forme la base d'une politique de gestion de la sécurité à l'échelle continentale, et comprend notamment la documentation, le matériel de formation pour l'apprentissage en ligne et en classe, la politique d'hygiène, les listes de contrôle d'audits avec de nouvelles limites d'approbation, deux contrôles d'audits surprises par magasin par année, les tournées des sites pour vérifier la sécurité alimentaire, l'intégration dans les systèmes de rémunération et les procédures standardisées pour les incidents alimentaires, les rappels et les températures de livraison.



Biocarburant

Les ventes de Circle K Europe s'élèvent à 11,7 milliards de litres de carburant pour le transport routier en 2018, dont 9 % de biocarburants, ce qui contribue à baisser les émissions de dioxyde de carbone de 1,4 million de tonnes par année. L'Union européenne imposera un volume de 10 % de carburants renouvelables d'ici 2020. Nous utilisons une combinaison de mélanges légers et plus forts de biodiesel auprès de certains clients dans des marchés précis, et de mélange léger de bioéthanol dans l'essence afin de respecter ces exigences.



Étapes marquantes de 2018

- Jusqu'à 15 % de contenu renouvelable, le carburant de Circle K Suède permet de réduire les émissions de CO₂ de 12,3 % par année
- Les carburants de marque **miles** ont été lancés en Irlande
- Les carburants renouvelables sont maintenant offerts dans tous les marchés (sauf en Russie)
- **milesBIO^{MD}** HVO100 réduit les émissions de CO₂ de 90 %
- **milesPLUS** augmente l'efficience éco-énergétique



Écoboissons

En Suède et au Danemark, nous offrons depuis longtemps un café certifié à l’égard des droits de la personne et du respect de l’environnement. Au cours de l’exercice 2018, Circle K a commencé à généraliser l’utilisation du café certifié par Rainforest Alliance (RA) à l’échelle du continent européen. Notre thé fraîchement infusé est aussi certifié RA.

Notre solution tactile « Water Your Way » offre une personnalisation de produits (plusieurs saveurs, vitamines, boissons énergisantes, plates et gazeuses), des produits plus sains et nutritifs, et une solution plus écologique. Notre bouteille intelligente réutilisable réduit le volume des déchets.



Diversité

La Société reconnaît et accepte les avantages d’un conseil d’administration et d’une équipe de direction diversifiés et considère cela comme un avantage concurrentiel pour desservir une clientèle diversifiée. Nous avons institué une politique de diversité détaillée afin d’atteindre et de maintenir la diversité (y compris la diversité des genres) pour les postes d’administrateurs et de cadres supérieurs. Cette politique énonce les lignes directrices selon lesquelles la Société s’efforcera de promouvoir la diversité et l’inclusion dans l’ensemble de l’organisation.

UN TISSU DE GÉNÉROSITÉ

PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET DONS

Chaque jour, nos gens desservent neuf millions de clients partout au monde. Cela représente près de 3,3 milliards d’interactions par année, dans toute leur richesse et diversité! Forts de ces contacts constants, nos gens sont profondément ancrés dans leur communauté. Voilà pourquoi les cadres et employés locaux prennent la majorité des décisions quant aux engagements et aux formes de soutien communautaire sur le terrain, y compris leur propre bénévolat—and ils font vraiment une différence, dans l’ensemble de nos réseaux.

Si la Société fait des dons directs dans certains cas, nos magasins et nos unités d’affaires régionaux commanditent également des équipes de baseball, hockey, soccer, patinage, basketball, football et crosse; des tournois de golf; des collectes de fonds pour des organismes caritatifs venant en aide aux enfants, tels que les clubs de petits-déjeuners, la Fondation « Fais-Un-Vœu^{MD} », ou les collectes de jouets des pompiers; des organismes de la santé tels que les hôpitaux et la Croix-Rouge, la recherche sur le cancer, la Fondation des maladies du cœur, la santé mentale, la lutte contre la violence conjugale et l’ivresse au volant, l’aide au relèvement en cas de désastre, les musées, Habitat pour l’humanité, les Olympiques spéciaux, Centraide, la Marche des dix sous, entre autres.

Presque 400 magasins Circle K et Mac’s en Amérique du Nord participent à notre programme de dons « Ravitailler nos écoles »—une collecte de fonds permanente visant à aider les écoles à acheter ce dont elles ont le plus besoin, de la technologie aux outils pédagogiques—qui a permis d’amasser un montant total de 730 000 \$ cette année. Une fois par année, dans le cadre de la soirée « Faire le plein », nous décuplons nos dons pour la journée, tout en faisant la fête dans nos communautés.

Notre quatrième transformation

Notre quatrième transformation vise à accélérer l'innovation et à intégrer les technologies numériques partout où elles créeront de la valeur, le tout dans l'esprit de faciliter la vie de nos clients.

Laboratoire norvégien

Avec sa population peu nombreuse, son niveau de vie élevé et son climat d'affaires propice aux démarques d'entreprises, la Norvège fournit le milieu idéal pour l'incubation de notre avenir. Le pays affiche le taux de véhicules électriques par habitant le plus élevé au monde et son réseau de bornes de recharge a déjà besoin de prendre de l'expansion—une occasion commerciale en or.



Partenariat IONITY

Nous nous sommes alliés à IONITY, une coentreprise de constructeurs automobiles, afin d'installer et d'exploiter un réseau super-performant de recharge en courant continu pour les véhicules électriques à batterie sur les grandes autoroutes européennes. Le projet prévoit la création d'un réseau d'environ 400 stations de recharge super-performantes (jusqu'à 350kW chacune), offrant une importante réduction du temps de recharge et favorisant ainsi une véritable mobilité électrique. Nos stations Circle K

en Norvège, en Suède, au Danemark, en Irlande, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie feront partie du réseau, avec environ 70 sites dans un premier temps, chacun avec en moyenne six bornes super-performantes. Nous menons également un projet pilote sur les bornes de recharge pour les maisons, les appartements, les lieux de travail et les destinations commerciales afin de mieux comprendre comment bien desservir ce nouveau marché.

Nombre de sites de recharge super-rapide de Circle K en collaboration avec des partenaires :



Norvège : 56

40 détenus et exploités par Grønn Kontakt, 16 par Circle K et 4 par Tesla



Suède : 37

détenus et exploités par Clever



Danemark : 17

détenus par Clever et E.ON



Irlande : 18

détenus par ESB





Nouveaux concepts alimentaires

Notre offre alimentaire, en évolution constante grâce à l'enrichissement des idées partagées, est une force de différentiation concurrentielle importante pour nous.

Nos magasins Circle K européens ont déployé un nouveau concept alimentaire comportant une plus grande variété d'aliments frais, davantage de produits sur-commande et de produits exclusifs, un concept prêt-à-cuisiner rapide et commode, et une chaîne de valeur transparente qui démontre à nos clients nos normes de santé, de développement durable et de qualité. Lancé en Norvège en mai 2017, le nouveau concept a été mis en œuvre dans trois magasins au Danemark et 14 en Norvège, dont une nouvelle offre de nourriture mexicaine (créé en Irlande), un nouveau concept de grill proposant hot dogs et hamburgers, une nouvelle offre de sandwichs et de collations sur le pouce, dont l'implantation est prévue d'ici 2019.

Nous prévoyons ouvrir 15 magasins supplémentaires en Norvège et mener des projets pilotes en Suède, au Danemark et en Lituanie. Le nouveau concept et la convivialité seront aussi lancés dans les

nouvelles installations et lors de rénovations importantes aux magasins existants.

Nous créons aussi des visites et destinations attrayantes, avec une logistique et des explications simples, des activités, des places assises et des forfaits, notamment pendant que les véhicules électriques rechargent.

Aux États-Unis, où nous avons implanté notre nouveau concept de magasins d'accommmodation alimentaire, les ventes moyennes par site sont en hausse de 25 %. Ces magasins préparent maintenant les sandwiches, paninis, burritos de petit déjeuner, wraps et salades fraîches devant le client.

Le programme a pris de l'expansion passant de neuf magasins au cours de l'année fiscale 2017 à 13 magasins au cours de l'année fiscale 2018. Suivront des raffinements qui optimiseront les processus de travail, bonifieront les produits et les communications avec nos consommateurs.



Sur le pouce

La région du Sud-est des États-Unis a fait des analyses individuelles de chaque site pour identifier le type et l'envergure de l'offre alimentaire qui conviendrait le mieux et offrirait le meilleur potentiel à chacun. Elle a développé des produits et des emballages faciles à comprendre, à acheter et à consommer sur le pouce. Les premiers résultats de ces efforts sont des plus encourageants.

La compréhension des consommateurs et des fringales

À mesure que les données analytiques nous donnent une confiance grandissante en notre compréhension de nos consommateurs, nous sommes de mieux en mieux placés pour satisfaire leurs fringales—ce qui augmente la fréquence de leurs visites et les sommes dépensées à chaque visite.

CIRCLE K ØKERN : PRIX DE LA MEILLEURE ET LA PLUS SAINTE ALIMENTATION RAPIDE

« Je suis si fier! Notre équipe a établi une nouvelle norme de qualité pour l'alimentation offerte dans une station-service! »

- Christoffer Sundby, Norvège

Le magasin Circle K d'Økern a été le premier à offrir le nouveau menu. Le 22 septembre, le plus grand festival national de l'alimentation lui accordait le prix de la meilleure et la plus saine alimentation rapide de Norvège. Le jury a souligné la capacité de Circle K Økern à faciliter le choix d'aliments rapides sains et délicieux pour ses clients. Økern a doublé ses ventes de produits alimentaires depuis le lancement.

« C'est formidable. Nous avons travaillé très fort pour réaliser tout ça. »

- Trine Isaksen, gérante adjointe chez Circle K Økern





Programmes de fidélisation

Notre portefeuille de programmes de fidélisation évolue constamment. En Europe, les membres du Circle K Extra Club de sept pays peuvent suivre leur consommation de carburant, leurs achats de nourriture, de café et de boissons froides sur leur application, et recevoir des offres personnalisées de bonus et de promotions lors d'occasions spéciales comme leur anniversaire. En mai 2018, nous avons lancé un projet pilote sur une application, qui permet aux clients danois de payer leur carburant et le lavage de leur voiture directement à la pompe.

Les clients utilisent notre application Circle K pour réserver un lave-auto, trouver des offres EXTRA Club personnalisées et des coupons, et vérifier leur statut auprès du programme de fidélité. Nous facilitons leurs visites par des outils automatisés, des plateformes et des produits qui soutiennent notre capacité de desservir le client partout et en tout temps.

Nous savons que 80 % des milléniaux utilisent leur téléphone intelligent en magasin et que 74 % d'entre eux sont très contents de recevoir une annonce de notre part pendant qu'ils s'y trouvent—un renseignement du plus grand intérêt pour nous.

Nos programmes de fidélisation nord-américains offrent des récompenses et des escomptes sur le carburant et d'autres achats précis par le truchement de Easy Rewards, Circle K Mobile App, Easy Pay, Miles Cash et autres. Le nombre d'usagers actifs a dépassé le million par mois cette année.

Nous cherchons constamment à apprendre des expériences nouvelles. Notre modèle « lancer, apprendre, échouer ou déployer » nous permet de profiter de nos réseaux mondiaux pour analyser les modèles les plus avancés et les meilleures pratiques d'affaires sur chaque continent afin de les intégrer à notre offre. Les idées peuvent provenir de notre incubateur norvégien ou de partout ailleurs dans notre système. Par exemple, Holiday a apporté un système d'abonnement au lave-auto basé sur l'identification par radiofréquences (RFID), une synergie inversée intéressante pour nos activités mondiales.

APPROFONDIR NOTRE ENGAGEMENT NUMÉRIQUE

Intelligence artificielle

Nous sommes emballés d'être l'un des 120 partenaires industriels et institutionnels de recherche de calibre mondial de la supergrappe d'intelligence artificielle (IA) du Canada, [SCALE AI](#)*, vouée à bâtir la prochaine génération de chaînes d'approvisionnement et à propulser la performance industrielle des industries du détail, de la fabrication et de l'infrastructure grâce à des projets collaboratifs et transformateurs.

Les chercheurs en technologies de pointe de Gartner prévoient que, d'ici 2020, nous parlerons davantage avec des robots qu'avec nos conjoints et que 100 000 consommateurs feront leurs emplettes à l'aide des technologies de réalité augmentée. Les attentes des consommateurs et, de plus en plus, celles des employés, se transforment, tout comme les façons par lesquelles ils s'attendent à transiger avec les marques—à leur façon, comme ils le veulent, quand et où ils le veulent. Nous comprenons bien cette réalité.

Chez Couche-Tard, nous visons à introduire des technologies numériques dans tout ce que nous faisons—pour éliminer la friction de l'expérience client; pour stimuler l'achalandage; pour automatiser les tâches et simplifier la vie à nos gens en rendant tout ce dont ils ont besoin accessible à partir de leurs téléphones intelligents; pour maintenir notre tradition de stricte discipline quant aux coûts et pour rechercher un avantage concurrentiel par la prévision. Notre ambition, inspirée par notre connaissance de nos clients, est d'imprégnier leurs expériences de surprises et de plaisir, et de rentabiliser davantage les transactions—tout en offrant plus de temps à nos gens pour mieux servir nos clients.



Un brillant avenir nous attend

Tout au long de son histoire, Couche-Tard a toujours été une entreprise extrêmement agile, souple, et peuplée de gens travaillants et profondément engagés. Maintenant, nous accélérerons le rythme de cette adaptation, à l'aide de prévisions stratégiques face à l'accélération du changement et soutenue par des plateformes et outils numériques des plus puissants.

Nous croyons que notre structure globale présente d'excellentes possibilités d'offrir une valeur concurrentielle supplémentaire.

Nous resterons vigilants pour demeurer l'employeur et la destination de choix pour les milléniaux et pour exécuter des processus d'intégration sans heurts.

Nous demeurerons prudents et assurerons la santé de notre bilan financier en préparant le terrain pour des acquisitions futures, tout en misant aussi sur la croissance organique.



Dans un secteur en pleine transformation, nous disposons de plusieurs avantages concurrentiels : la taille, le talent et nos emplacements sur « le dernier mile » du chemin vers la maison. Nous sommes en position unique pour redéfinir le concept d'accommodation et la signification de « simplifier la vie » pour nos clients et pour nos employés.

Partout chez Couche-Tard, nos équipes ont une soif insatiable d'apprendre et de se développer, alimentée par une attitude gagnante contagieuse. Effectivement, nous avons un brillant avenir!



Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice terminé le 29 avril 2018. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Lorsque de telles mesures sont présentées, elles sont définies et le lecteur en est avisé. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2018. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site SEDAR à <http://www.sedar.com> ainsi que sur notre site web à <http://corpo.couche-tard.com/>.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre », « estimer », « présumer » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 9 juillet 2018 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des anticipations que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses inter-reliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous nions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2018, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes le plus important exploitant indépendant de magasins d'accommodation en fonction du nombre de magasins exploités par la société. En Europe, nous sommes un chef de file du commerce de l'accommodation et du carburant pour le transport routier dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) de même qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne.

Au 29 avril 2018, notre réseau comptait 10 015 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 8 705 offraient du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 19 unités d'affaires, dont 15 aux États-Unis, couvrant 48 États, et 4 au Canada, qui couvrent les 10 provinces. Environ 105 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et de nos centres de services en Amérique du Nord. De plus, par l'entremise de CrossAmerica Partners LP, nous fournissons du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne, dans les pays baltes et en Russie par le biais de dix unités d'affaires. Au 29 avril 2018, notre réseau comptait 2 725 magasins, dont la majorité offre du carburant pour le transport routier et des produits d'accompagnement alors que d'autres sont des stations de carburant automatisées sans employés, n'offrant que du carburant. Nous offrons aussi d'autres produits tels que de l'énergie stationnaire, ainsi que du carburant pour le secteur maritime et pour le secteur de l'aviation. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés arborant nos marques, quelque 25 000 personnes travaillent dans notre réseau de détail, nos terminaux et nos centres de services en Europe.

De plus, en vertu des contrats de licence, plus de 2 000 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 14 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Chine, Costa Rica, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Macao, Malaisie, Mexique, Philippines et Vietnam), ce qui porte à plus de 16 000 le nombre de magasins dans notre réseau global.

Notre mission est d'offrir à nos clients un service rapide et chaleureux en développant avec eux une relation personnalisée et complice tout en les surprenant de façon agréable au quotidien. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous offrons aux consommateurs des produits alimentaires frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto, du carburant pour le transport routier et d'autres produits et services de haute qualité visant à répondre et même surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre positionnement dans notre secteur d'activité provient principalement de la réussite de notre modèle d'affaires, qui s'appuie sur une gestion décentralisée, une comparaison continue des meilleures pratiques et une expertise opérationnelle bénéficiant des expériences vécues dans les différentes régions de notre réseau. Notre positionnement provient également de l'importance que nous accordons aux marchandises en magasin ainsi que de nos investissements continus dans notre personnel et nos magasins.

Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accompagnement est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et de l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accompagnement est souvent dominé par quelques joueurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Certaines de ces dernières sont en voie de vendre ou comptent mettre en vente leurs actifs de commerce de détail. Nous comptions étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous par l'entremise de ce processus.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions raisonnables afin de permettre de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Par conséquent, nous ne préconisons pas nécessairement l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, notons que la croissance organique a aussi joué un rôle important dans la récente augmentation de notre bénéfice net. Nous nous démarquons par les améliorations constantes que nous apportons à notre offre, dont les produits frais, à nos conditions d'approvisionnement ainsi qu'à notre efficacité. Ainsi, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptions continuer dans cette direction.

Données sur le taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Le tableau suivant présente des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars US par unité monétaire comparative :

Moyenne pour la période ⁽¹⁾	Période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 13 semaines terminée le 30 avril 2017	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017	Périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2016
Dollar canadien	0,7840	0,7518	0,7826	0,7598	0,7607
Couronne norvégienne	0,1280	0,1181	0,1241	0,1194	0,1203
Couronne suédoise	0,1212	0,1121	0,1205	0,1144	0,1188
Couronne danoise	0,1654	0,1436	0,1587	0,1468	0,1486
Zloty	0,2940	0,2495	0,2800	0,2512	0,2606
Euro	1,2319	1,0681	1,1810	1,0920	1,1085
Rouble	0,0171	0,0173	0,0172	0,0161	0,0153

	Au 29 avril 2018	Au 30 avril 2017
Fin de la période		
Dollar canadien	0,7763	0,7329
Couronne norvégienne	0,1250	0,1172
Couronne suédoise	0,1148	0,1135
Couronne danoise	0,1620	0,1469
Zloty	0,2863	0,2589
Euro	1,2070	1,0930
Rouble	0,0160	0,0176

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations canadiennes, européennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et des devises européennes dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes, européennes et corporatives.

Aperçu de l'exercice 2018

Résultats financiers

Le bénéfice net de l'exercice 2018 s'est chiffré à 1,7 milliard \$ comparativement à 1,2 milliard \$ pour l'exercice 2017. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,95 \$, contre 2,12 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2018 ont été affectés par une réduction d'impôts nette de 288,3 millions \$, dont 18,2 millions \$ sont attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, à la suite de l'adoption de la nouvelle législation sur l'impôt fédéral des États-Unis (« U.S. Tax Cuts and Jobs Act »), des frais de restructuration de 56,9 millions \$ avant impôts, dont 5,2 millions \$ sont attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, une perte de change nette de 48,4 millions \$ avant impôts, une dépense d'amortissement accéléré de 19,0 millions \$ avant impôts ainsi que des frais supplémentaires de 3,0 millions \$ avant impôts, tous deux en lien avec le projet de déploiement de notre marque globale, un avantage fiscal découlant d'une réorganisation interne de 13,4 millions \$, des frais d'acquisition de 11,8 millions \$ avant impôts, un gain de 11,5 millions \$ avant impôts sur la disposition d'un terminal, un gain de 8,8 millions \$ avant impôts sur notre participation dans CST, des frais supplémentaires liés aux ouragans totalisant 6,6 millions \$ avant impôts et un goodwill négatif de 2,8 millions \$ avant impôts.

En plus d'inclure exceptionnellement 53 semaines, les résultats de l'exercice 2017 incluent une dépense d'amortissement accéléré de 27,1 millions \$ avant impôts en lien avec le déploiement de notre nouvelle marque globale, des frais d'acquisition de 21,0 millions \$ avant impôts, une perte de change nette de 9,6 millions \$ avant impôts, des frais de restructuration de 8,1 millions \$ avant impôts ainsi qu'un gain de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies d'un montant de 3,9 millions \$ avant impôts.

En excluant ces éléments des résultats des deux exercices, le bénéfice net de l'exercice 2018 aurait été d'approximativement 1,5 milliard \$ (2,60 \$ par action sur une base diluée), contre 1,3 milliard \$ (2,21 \$ par action sur une base diluée) pour l'exercice 2017, une augmentation de 219,0 millions \$, soit 17,4 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution de nos acquisitions, à notre croissance organique continue, à des marges sur le carburant plus élevées, ainsi qu'à l'impact d'un taux d'impôt moins élevé, partiellement contrebalancés par une augmentation des frais de financements suite à nos acquisitions et l'effet d'une semaine de moins dans l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017.

Croissance du réseau

*Acquisitions multisites*¹

CST Brands Inc.

Le 28 juin 2017, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de CST Brands Inc. (« CST ») dans le cadre d'une transaction en espèces évaluée à 48,53 \$ par action, représentant une valeur d'entreprise totale approximative de 4,4 milliards \$, incluant la dette nette prise en charge. CST est basée à San Antonio, au Texas, et, avant la clôture de l'acquisition,

¹Le terme « acquisitions multisites » désigne l'achat de sept magasins ou plus.

employait plus de 14 000 personnes dans plus de 2 000 emplacements dans le sud-ouest des États-Unis, dont une présence importante au Texas, dans le sud-est des États-Unis, dans l'État de New York et dans l'est du Canada.

Le même jour, nous avons vendu à Parkland Fuel Corporation une large portion des actifs canadiens de CST pour un montant d'environ 986,0 millions \$ CA (752,5 millions \$). Les actifs cédés se composaient principalement du réseau de détaillants indépendants et d'agents à commission de CST, de ses activités de vente de mazout, de 159 sites corporatifs ainsi que de son siège social montréalais. Conséquemment, nous avons conservé 157 sites corporatifs de CST au Canada. De plus, le 6 septembre 2017, conformément aux exigences de la Federal Trade Commission des États-Unis, nous avons vendu 70 sites corporatifs de CST U.S. à Empire Petroleum Partners, LLC (« Empire ») pour une contrepartie totale de 143,0 millions \$. Aucun gain ou perte n'a été comptabilisé à l'égard de ces transactions de ventes. Les actifs cédés et les passifs associés sont présentés comme détenus en vue de la vente dans la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et ils sont comptabilisés à leur juste valeur respective diminuée des frais de vente.

En tenant compte des transactions connexes réalisées après l'acquisition de CST, nous avons ajouté, sur une base nette, 1 263 sites à notre réseau nord-américain pour une valeur nette approximative de 3,7 milliards \$.

CrossAmerica Partners LP

Par l'entremise de l'acquisition de CST, nous avons aussi acquis le commandité de CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), possédons 100 % des droits de distribution incitatifs de CAPL et au 29 avril 2018, nous détenions 21,4 % de son capital (20,5 % au 28 juin 2017). CAPL fournit du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis. L'addition du réseau de distribution de carburant de CAPL à notre réseau actuel de plus de 700 sites fait de nous un des plus importants distributeurs de carburant pour le transport routier aux États-Unis.

Suite à l'évaluation de notre relation avec CAPL, nous avons conclu que nous contrôlons les opérations et les activités de la société en commandite, même si nous ne détenons pas la majorité des parts ordinaires en circulation de CAPL. Par conséquent, nous consolidons pleinement CAPL dans nos états financiers consolidés.

Toutes les transactions entre Couche-Tard et CAPL sont éliminées de nos états financiers consolidés. Ces transactions comprennent l'achat et la vente de carburant entre nous et CAPL, la charge de loyer qui nous est facturée par CAPL, les bénéfices découlant de la participation de CAPL au capital-actions de CST Fuel Supply, une filiale nous appartenant, notre quote-part dans les distributions de parts communes de CAPL et notre quote-part des revenus des droits de distribution incitatifs de CAPL. De plus, nous fournissons à CAPL des services de gestion et des services de support corporatifs et facturons à CAPL des frais de gestion conformément aux modalités de l'« Amended and Restated Omnibus Agreement », en plus d'une allocation de certains éléments de rémunération incitative.

CAPL est une société en commandite du Delaware cotée en bourse et ses parts ordinaires sont inscrites à la Bourse de New York sous le symbole « CAPL ». Par conséquent, CAPL doit déposer ses rapports auprès de la « Securities and Exchange Commission » (« SEC ») des États-Unis, où l'on peut trouver des renseignements supplémentaires sur ses résultats d'exploitation.

Financement

Afin de financer l'acquisition de CST, ainsi que le remboursement de ses dettes, nous avons conclu une nouvelle entente de crédit nous donnant accès à une facilité de crédit non renouvelable non garantie d'acquisition d'un montant total maximal de 4,3 milliards \$, laquelle était disponible uniquement pour financer directement ou indirectement l'acquisition de CST et le remboursement de toute dette de CST et de ses filiales (« facilité d'acquisition »). Au 29 avril 2018, un montant total de 412,1 millions \$ était en circulation sur cette facilité d'acquisition et le taux d'intérêt effectif était de 3,358 %.

Le 28 juin 2017, nous avons remboursé la totalité des emprunts de CST en vertu de ses facilités de crédit renouvelables pour un montant de 498,8 million \$ et, le 28 juillet 2017, nous avons remboursé la totalité des billets de premier rang en circulation de CST pour un montant de 577,1 millions \$ au moyen de montants empruntés sur notre facilité d'acquisition.

Participation initiale dans CST

À la date d'acquisition, nous détenions une participation dans CST, que nous avons cédée dans le cadre de la clôture de la transaction. Par conséquent, pour l'exercice 2018, nous avons constaté, à l'état des résultats, un gain de 8,8 millions \$ avant impôts.

Intégration de CST

Nous prévoyons que le montant des synergies liées à l'acquisition de CST sera de l'ordre de 215,0 millions \$¹ au cours des trois années suivant la transaction. Les synergies devraient principalement découler de la diminution des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux ainsi que de l'amélioration des coûts de distribution et d'approvisionnement des marchandises et de carburant pour le transport routier. Au 29 avril 2018, le montant annualisé des synergies réalisées pour l'acquisition de CST s'établissait à environ 153,0 millions \$.

Les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de CST sont inclus dans nos états financiers consolidés à partir du 28 juin 2018.

Les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de CAPL sont aussi entièrement consolidés dans nos états financiers; cependant, les périodes comptables de CAPL ne coïncident pas avec les nôtres. Les états des résultats consolidés, du résultat global consolidés, de la variation des capitaux propres consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice 2018 comprennent ceux de CAPL pour la période du 28 juin 2017 au 31 mars 2018, ajustés pour tenir compte des transactions importantes, le cas échéant. Le bilan consolidé au 29 avril 2018 comprend le bilan de CAPL au 31 mars 2018, ajusté pour tenir compte des transactions importantes, le cas échéant.

Environ 78,3 % des résultats d'exploitation de CAPL sont attribuables aux autres détenteurs de parts et sont présentés à titre de bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice 2018. Par conséquent, une partie importante des résultats d'exploitation de CAPL ne revient pas à nos actionnaires.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, nous avons ajusté et finalisé notre évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill lié à la transaction. Les ajustements effectués ont impacté notre bénéfice net publié antérieurement, tels que présentés ci-bas:

Période de 12 semaines terminées le			Période de 24 semaines terminées le		
15 octobre 2017			15 octobre 2017		
	Présentées	Ajustements		Présentées	Ajustements
Chiffre d'affaires	12 140,6	-	12 140,6	21 987,8	-
Coût des ventes	10 096,9	-	10 096,9	18 205,3	-
Marge brut	2 043,7	-	2 043,7	3 782,5	-
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	1 198,2	-	1 198,2	2 229,5	-
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	205,0	4,3	209,3	375,3	4,3
Bénéfice d'exploitation	641,3	(4,3)	637,0	1 152,1	(4,3)
Frais financiers nets	89,6	-	89,6	148,8	-
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	560,0	(4,3)	555,7	1 020,2	(4,3)
Impôts sur les bénéfices	123,7	(1,5)	122,2	224,4	(1,5)
Bénéfice net	436,3	(2,8)	433,5	795,8	(2,8)
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(1,0)	-	(1,0)	4,2	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	435,3	(2,8)	432,5	800,0	(2,8)
Période de 16 semaines terminées le			Période de 40 semaines terminées le		
4 février 2017			4 février 2017		
	Présentées	Ajustements		Présentées	Ajustements
Chiffre d'affaires	15 791,8	-	15 791,8	37 779,6	-
Coût des ventes	13 473,8	-	13 473,8	31 679,1	-
Marge brut	2 318,0	-	2 318,0	6 100,5	-
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	1 593,0	-	1 593,0	3 822,5	-
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	282,9	5,7	288,6	658,2	10,0
Bénéfice d'exploitation	432,0	(5,7)	426,3	1 584,1	(10,0)
Frais financiers nets	110,9	-	110,9	259,7	-
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	330,3	(5,7)	324,6	1 350,5	(10,0)
Impôts sur les bénéfices	(140,5)	(25,4)	(165,9)	83,9	(26,9)
Bénéfice net	470,8	19,7	490,5	1 266,6	16,9
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(6,9)	-	(6,9)	(2,7)	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	463,9	19,7	483,6	1 263,9	16,9

¹ Puisque l'objectif cité représente une déclaration prospective, nous devons, selon les lois sur les valeurs mobilières, préciser que notre estimation des synergies repose sur un certain nombre de facteurs et hypothèses importants. Entre autres, notre objectif de synergies se base sur notre analyse comparative des structures organisationnelles en place et des niveaux actuels des dépenses à travers notre réseau ainsi que sur notre capacité à combler une partie des écarts constatés, lorsque pertinent. Notre objectif de synergies se base aussi sur notre évaluation des contrats présentement en vigueur et sur le fait que nous croyons être en mesure de renégocier ces contrats afin de profiter de notre pouvoir d'achat accru. De plus, notre objectif de synergies prend pour hypothèse que nous serons en mesure d'instaurer et de maintenir un processus efficace de partage des meilleures pratiques à travers notre réseau. Enfin, notre objectif s'appuie aussi sur notre capacité à intégrer les systèmes des compagnies qu'on a acquis au notre. Un changement important dans ces facteurs et hypothèses pourrait faire varier de façon importante notre estimation des synergies ainsi que le délai d'implantation de nos diverses initiatives.

Holiday Stationstores, LLC

Le 22 décembre 2017, nous avons acquis la totalité de la participation de Holiday Stationstores, LLC et de certaines sociétés affiliées (« Holiday ») pour une contrepartie en espèces totale de 1,6 milliard \$. Holiday est un important joueur dans l'industrie de l'accès et du carburant dans la région du Midwest américain. À la clôture de la transaction, le réseau de Holiday comptait 516 magasins, dont 373 étaient exploités par Holiday et 143 étaient exploités par des franchisés, en plus de 27 contrats d'approvisionnement. Holiday exploite également un solide réseau de lave-autos avec 234 sites à la date d'acquisition, 2 installations de préparation alimentaire et un terminal de carburant situé à Newport, au Minnesota. Les magasins sont situés au Minnesota, au Wisconsin, dans l'État de Washington, en Idaho, au Montana, au Wyoming, au Dakota du Nord, au Dakota du Sud, au Michigan et en Alaska. Nous avons financé cette acquisition à même nos liquidités disponibles et nos facilités de crédit existantes. Depuis le 22 décembre 2017, les résultats, le bilan et les flux de trésorerie de Holiday sont inclus dans nos états financiers consolidés.

Nous prévoyons que les synergies découlant de l'acquisition de Holiday seront de l'ordre de 50,0 millions \$ à 60,0 millions \$¹ au cours des trois à quatre premières années suivant la clôture de la transaction. Ces synergies devraient principalement découler de la diminution des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, de l'amélioration des coûts de distribution et d'approvisionnement des marchandises et de carburant pour le transport routier ainsi que de l'optimisation des prix de vente.

Autres transactions

Le 30 mai 2017, nous avons acquis 53 sites corporatifs situés en Louisiane, aux États-Unis, auprès d'American General Investments, LLC et de North American Financial Group, LLC. Ces magasins sont présentement exploités sous la bannière *Cracker Barrel*. Nous sommes propriétaires du terrain et de la bâtisse pour 47 sites et assumons les baux pour les 6 autres sites. À la même date, nous avons fermé sept de ces sites.

Le 7 juillet 2017, nous avons acquis, auprès d'Empire, 53 contrats d'approvisionnement en carburant avec des exploitants indépendants situés dans la région métropolitaine d'Atlanta en Géorgie. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également acquis les biens immobiliers pour deux sites.

Le 28 novembre 2017, nous avons procédé à l'acquisition de certains actifs de Jet Pep, Inc., y compris un terminal de carburant, l'équipement de camionnage connexe ainsi que 18 magasins corporatifs situés en Alabama. De plus, dans le cadre d'une transaction distincte, CAPL a acheté d'autres actifs de Jet Pep, Inc., soit 101 sites exploités à commission, y compris 92 sites détenus, 5 sites loués et 4 comptes indépendants à commission.

Acquisitions de sites individuels

Au cours de l'exercice 2018, nous avons fait l'acquisition de 11 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. Ces acquisitions ont été effectuées en utilisant la trésorerie disponible.

Construction de magasins

Nous avons complété la construction, la relocalisation ou la reconstruction de 88 magasins au cours de l'exercice 2018.

Au 29 avril 2018, 29 magasins étaient en construction et devraient ouvrir dans les prochains trimestres.

Sommaire du mouvement de nos magasins pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018 et l'exercice 2018

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours de la période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018⁽¹⁾ :

Types de magasins	Période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018			
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾
Nombre de magasins au début de la période	9 723	715	1 058	1 254
Acquisitions	4	-	-	-
Ouvertures / constructions / ajouts	21	1	6	25
Fermetures / dispositions / retraits	(33)	(4)	(10)	(20)
Conversion de magasins	3	10	(3)	(10)
Nombre de magasins à la fin de la période	9 718	722	1 051	1 249
Réseau de CAPL				1 346
Magasins Circle K exploités sous licence				2 022
Nombre total de magasins dans le réseau				16 108
Nombre de stations de carburant automatisées incluses dans le solde de fin de période ⁽⁶⁾	972	-	6	-
				978

¹ Puisque l'objectif cité représente une déclaration prospective, nous devons, selon les lois sur les valeurs mobilières, préciser que notre estimation des synergies repose sur un certain nombre de facteurs et hypothèses importants. Entre autres, notre objectif de synergies se base sur notre analyse comparative des structures organisationnelles en place et des niveaux actuels des dépenses à travers notre réseau ainsi que sur notre capacité à combler une partie des écarts constatés, lorsque pertinent. Notre objectif de synergies se base aussi sur notre évaluation des contrats présentement en vigueur et sur le fait que nous croyons être en mesure de renégocier ces contrats afin de profiter de notre pouvoir d'achat accru. De plus, notre objectif de synergies prend pour hypothèse que nous serons en mesure d'instaurer et de maintenir un processus efficace de partage des meilleures pratiques à travers notre réseau. Enfin, notre objectif s'appuie aussi sur notre capacité à intégrer les systèmes des compagnies qu'on a acquis au notre. Un changement important dans ces facteurs et hypothèses pourrait faire varier de façon importante notre estimation des synergies ainsi que le délai d'implantation de nos diverses initiatives.

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours de la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018⁽¹⁾ :

Types de magasins	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018			
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾
Nombre de magasins au début de la période	8 011	756	1 010	1 092
Acquisitions ⁽⁷⁾	1 711	6	74	143
Ouvertures / constructions / ajouts	86	3	36	107
Fermetures / dispositions / retraits	(124)	(10)	(77)	(84)
Conversion de magasins	34	(33)	8	(9)
Nombre de magasins à la fin de la période	9 718	722	1 051	1 249
Réseau de CAPL				1 346
Magasins Circle K exploités sous licence				2 022
Nombre total de magasins dans le réseau				16 108

(1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.

(2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission.

(3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.

(4) Sites contrôlés et exploités par des opérateurs indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.

(5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchise, de licence ou similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.

(6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

(7) Exclut les magasins CST vendus à Parkland Fuel Corporation et à Empire ainsi que les magasins de Cracker Barrel fermés le jour de l'acquisition.

Transactions en cours

Le 27 novembre 2017, nous avons conclu une entente pour la vente de 100 % de nos actions de Statoil Fuel & Retail Marine AS à St1 Norge AS. La transaction est assujettie aux approbations réglementaires et aux conditions de clôture usuelles et devrait se clôturer au cours de l'année civile 2018.

Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens et en dollars américains

Le 26 juillet 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, totalisant 700,0 millions \$ CA (environ 558,0 millions \$) ainsi que des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 2,5 milliards \$, répartis comme suit :

	Montant nominal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 29 avril 2018
Tranche 6	1 000,0 millions \$	26 juillet 2022	2,700 %	2,819 %
Tranche 7	700,0 millions \$ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %
Tranche 8	1 000,0 millions \$	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %
Tranche 9	500,0 millions \$	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %

L'intérêt est payable semestriellement les 26 janvier et 26 juillet de chaque année.

Le produit net de ces émissions, qui a totalisé environ 3,0 milliards \$, a principalement été utilisé pour rembourser une partie de notre facilité d'acquisition et de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti.

Accords de fixation de taux d'intérêt

Au cours de l'exercice 2018, nous avons prolongé nos accords de fixation de taux d'intérêt en vigueur au 30 avril 2017 et conclu de nouveaux accords de fixation de taux d'intérêt, selon les modalités suivantes :

Montant nominal	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
250,0 millions \$	5 ans	De 1,951 % à 1,955 %	28 juillet 2017
250,0 millions \$	10 ans	De 2,392 % à 2,393 %	28 juillet 2017

Le 20 juillet 2017, avant leur échéance, nous avons réglé l'ensemble des accords de fixation de taux d'intérêt. À la même date, le montant cumulatif total des pertes depuis que nous avons initialement conclu des accords de fixation de taux d'intérêt était de 14,7 millions \$. Cette perte a été comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat global et sera amortie sur la durée des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains correspondants émis le 26 juillet 2017. L'amortissement sera comptabilisé dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers et ajustera l'intérêt effectif des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 26 juillet 2017.

Swaps de taux d'intérêt multidevises

Le 20 juillet 2017, nous avons conclu une entente de swap de taux d'intérêt multidevises nous permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains nos nouveaux billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens. Cette entente est entrée en vigueur le 26 juillet 2017.

Reçoit – Nominal	Reçoit – Taux	Paie – Nominal	Paie – Taux	Échéance
700,0 millions \$ CA	3,056 %	577,4 millions \$ US	De 3,226 % à 3,334 %	26 juillet 2024

Cette entente est désignée à titre d'instrument de couverture du risque de change lié à notre investissement net dans nos opérations aux États-Unis.

Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains

Le 14 décembre 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 900,0 millions \$, répartis comme suit :

	Montant nominal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 29 avril 2018
Tranche 10	600,0 millions \$	13 décembre 2019	2,350 %	2,557 %
Tranche 11	300,0 millions \$	13 décembre 2019	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,500 %	2,791 %

Le produit net de ces émissions, qui a totalisé 893,8 millions \$, a principalement été utilisé pour rembourser une partie de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie et de notre facilité d'acquisition.

Swaps de taux d'intérêt

Le 7 décembre 2017, nous avons conclu des ententes de swap de taux d'intérêt fixe-à-variable nous permettant de synthétiquement convertir nos nouveaux billets de premier rang non garantis à taux d'intérêt fixe libellés en dollars américains en billets de premier rang non garantis à taux d'intérêt variable libellés en dollars américains. Ces ententes sont entrées en vigueur le 14 décembre 2017 et elles viennent toutes à échéance le 13 décembre 2019.

	Montant nominal	Taux
Tranche 1	150,0 millions \$	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,353 %
Tranche 2	150,0 millions \$	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,355 %
Tranche 3	150,0 millions \$	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,350 %
Tranche 4	150,0 millions \$	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,350 %

Ces ententes ont été désignées à titre d'instrument de couverture de la juste valeur de nos billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 14 décembre 2017.

« U.S. Tax Cuts and Jobs Act »

Au cours de l'exercice 2018, à la suite de l'adoption du « U.S. Tax Cuts and Jobs Act », nous avons comptabilisé une réduction d'impôts nette de 288,3 millions \$, dont 18,2 millions \$ sont attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Ces réductions d'impôts nettes découlent principalement de la réévaluation de nos soldes d'impôts différés résultant du nouveau taux d'imposition statutaire fédéral américain, qui est passé de 35,0 % à 21,0 %, en partie compensée par la « Deemed Repatriation Transition Tax » (« impôt de transition »).

Vente d'un terminal

Au cours de l'exercice 2018, nous avons disposé de notre part de 50 % dans un terminal de carburant en Irlande, pour une contrepartie en espèces totale de 18,1 millions \$ et avons comptabilisé un gain aux résultats de 11,5 millions \$.

Restructuration

Au cours de l'exercice 2018, dans le cadre de notre programme de réduction de coûts, de la recherche de synergies visant à améliorer notre efficacité ainsi qu'en lien avec l'intégration de CST, nous avons décidé de procéder à la restructuration de certaines de nos opérations en Europe et aux États-Unis. À ce titre, des frais de restructuration de 56,9 millions \$, dont 5,2 millions \$ sont attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, ont été comptabilisés au cours de l'exercice.

Événements hors du cours normal des affaires

Au cours de l'exercice, notre réseau de magasins a été touché par deux ouragans majeurs : Harvey, au Texas, et Irma, en Floride. Nos magasins ont été affectés principalement en ce qui a trait à la perte de revenus, à des ruptures d'approvisionnement en carburant ainsi qu'à des dépenses supplémentaires, incluant des dommages aux propriétés, des pertes d'inventaire et des coûts de nettoyage. Au total, 1 300 de nos magasins ont été affectés à différents niveaux et nous avons perdu environ 3 000 jours-magasin en ventes de marchandises et services et environ 5 700 jours-magasin en ventes de carburant. Les frais supplémentaires ont totalisé environ 6,6 millions \$ au cours de l'exercice 2018.

Marque mondiale Circle K

Le 22 septembre 2015, nous avons annoncé la création de la nouvelle marque mondiale Circle K. Cette dernière remplace nos marques de commerce existantes Circle K, Statoil, Mac's, Kangaroo Express, Cornerstore, On the Run et Topaz des magasins et stations-service au Canada (à l'exception du Québec), aux États-Unis, ainsi qu'en Europe.

Dans le cadre de ce projet, nous avons engagé des dépenses en immobilisations et d'autres dépenses afin de remplacer ou de moderniser divers actifs existants. En raison de notre plan de remplacement et de modernisation des actifs existants, nous avons accéléré l'amortissement de ces actifs, y compris mais sans s'y limiter, l'affichage en magasins ainsi que la marque de commerce Statoil et, plus récemment, l'affichage en magasins des sites Topaz en Irlande. Par conséquent, une dépense d'amortissement accéléré ainsi que des frais supplémentaires en lien avec le projet de notre marque globale de 19,0 millions \$ et 3,0 millions \$, respectivement, ont été enregistrés aux résultats pour l'exercice 2018.

Au 29 avril 2018, plus de 3 350 magasins en Amérique du Nord et près de 1 650 magasins en Europe arboraient notre nouvelle marque globale Circle K.

Rachat et conversion d'actions

Le 11 octobre 2017, nous avons conclu un accord en vue de procéder au rachat de 4 372 923 actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues par Les Placements Metro Canada inc., une filiale à part entière de Metro inc., pour un montant net de 193,1 millions \$. Les actions de catégorie A détenues par Les Placements Metro Canada inc. ont été converties en un nombre équivalent d'actions de catégorie B préalablement au rachat. La transaction a été conclue le 17 octobre 2017 et toutes les actions rachetées ont été annulées à cette même date. Le dividende réputé avoir été payé à Les Placements Metro Canada inc. suite à ce rachat est un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada* ainsi que de la *Loi sur les impôts du Québec*.

De plus, le 11 octobre 2017, 11 369 599 actions de catégorie A ont été converties en actions de catégorie B.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 6 juillet 2018, 132 023 873 actions à vote multiple de catégorie A et 432 198 664 actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 1 721 382 options d'achat d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard en circulation.

Dividendes

Lors de sa réunion du 9 juillet 2018, le conseil d'administration de la société (le « conseil ») a approuvé une augmentation du dividende trimestriel de 1,0 ¢ CA par action à 10,0 ¢ CA par action, une augmentation de 11,1 %.

Au cours de cette même réunion, le conseil a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 10,0 ¢ CA par action aux actionnaires inscrits le 18 juillet 2018 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, payable le 1 août 2018. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Au cours de l'exercice 2018, le conseil a déclaré des dividendes totalisant 37,0 ¢ CA par action.

Catégories de l'état des résultats

Ventes provenant des marchandises et des services. Les ventes de marchandises en magasin découlent principalement de la vente de produits du tabac, des produits frais y compris des produits de la restauration rapide, de bières et vins, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines et de boissons diverses. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les ventes provenant des services comprennent les frais attribuables aux guichets automatiques bancaires, les ventes de cartes d'appel et de cartes-cadeaux, les revenus tirés des lave-autos, les commissions sur l'émission de billets de loterie et de mandats, les frais d'encaissements de chèques ainsi que les ventes de timbres postaux et de billets d'autobus.

Les ventes provenant des services comprennent aussi les frais de franchise, les redevances de certains affiliés, les royaumes provenant des franchisés et les commissions des agents.

Ventes provenant du carburant pour le transport routier. Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes incluses lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Aux États-Unis et en Europe, dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

Autres revenus. Les autres revenus comprennent les ventes d'énergie stationnaire, de carburant pour le secteur maritime, de carburant pour l'aviation, de lubrifiants (jusqu'au 30 septembre 2015) et de produits chimiques. Les autres revenus comprennent également les redevances de loyers tirés des contrats de location-exploitation pour certains terrains et bâtisses dont nous sommes propriétaires ainsi que les revenus de la location de voitures.

Marge brute. La marge brute se compose principalement des ventes moins les coûts des produits vendus. Le principal élément inclus dans le coût des produits vendus est le coût spécifique des marchandises et du carburant vendus, incluant les frais de transport, déduction faite des rabais fournisseurs. Pour les marchandises en magasin, le coût des stocks se calcule généralement selon la méthode de l'inventaire au prix de détail (prix de détail moins une marge normale) et, pour le carburant pour le transport routier, il est généralement déterminé à l'aide de la méthode du coût moyen. La marge brute provenant du carburant pour les magasins où nous touchons une commission correspond à la commission découlant de la vente.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux. Les frais d'exploitation, de vente et d'administration et les frais généraux se composent principalement de la main-d'œuvre, des frais d'occupation nets, des frais liés aux modes de paiements électroniques, des commissions aux exploitants et aux agents et des frais généraux.

Les indicateurs de performance clés employés par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2018 – Autres données d'exploitation », sont la marge brute sur les marchandises et services, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable, la marge brute sur le carburant, la croissance du volume de carburant par magasin comparable, le rendement des capitaux propres et le rendement des capitaux investis.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour la période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018 et la période de 13 semaines terminée le 30 avril 2017.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 13 semaines terminée le 30 avril 2017	Variation %
Chiffre d'affaires	13 614,8	9 622,6	41,5
Bénéfice d'exploitation	467,0	360,0	29,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	392,7	277,6	41,5
Autres données d'exploitation – excluant CAPL :			
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
Consolidée	34,9 %	34,7 %	0,2
États-Unis	33,6 %	33,3 %	0,3
Europe	44,0 %	44,0 %	-
Canada	34,4 %	34,7 %	(0,3)
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis ⁽³⁾	1,8 %	1,6 %	
Europe	4,3 %	2,7 %	
Canada ⁽³⁾	3,6 %	(0,9 %)	
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) ⁽³⁾	17,29	15,47	11,8
Europe (cents par litre)	8,72	7,83	11,4
Canada (cents CA par litre) ⁽³⁾	9,44	8,05	17,3
Croissance (diminution) du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁴⁾ :			
États-Unis ⁽³⁾	(0,1 %)	1,7 %	
Europe	0,1 %	0,7 %	
Canada ⁽³⁾	(2,9 %)	(0,2 %)	

(1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe est calculée en devises locales.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Présenté sur une base comparative de 12 semaines.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 13,6 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2018, une hausse de 4,0 milliards \$, ou 41,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2017, essentiellement en raison de la contribution des acquisitions, du prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier, de la croissance organique, ainsi que de l'incidence positive nette de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, partiellement contrebalancée par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017.

Plus spécifiquement, les revenus totaux tirés des marchandises et services se sont élevés à 3,2 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2018, une augmentation de 648,8 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2017. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 572,0 millions \$, ou 22,1 %. Cette hausse est attribuable à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 676,0 millions \$, ainsi qu'à la croissance organique, en partie contrebalancée par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Aux États-Unis, les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 1,8 %, une nette amélioration par rapport à la tendance des derniers trimestres. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 1,6 % dans notre réseau américain de magasins CST, grâce aux efforts continus de nos équipes qui poursuivent le déploiement de nos programmes clés et le partage des meilleures pratiques. En Europe, les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 4,3 %, grâce au succès de nos activités de changement de marque ainsi qu'au déploiement et à l'amélioration de notre offre de produits alimentaires frais. Au Canada, les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 3,6 %, une forte amélioration par rapport à la tendance des derniers trimestres, attribuable à nos stratégies visant à accroître l'achalandage, à la hausse des taxes sur les produits du tabac ainsi qu'à l'amélioration de la performance de nos magasins CST au Canada, pour lesquels les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 2,9 %.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 10,0 milliards \$, une augmentation de 3,3 milliards \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2017. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet net positif de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté d'environ 2,6 milliards \$, ou 38,8 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution des acquisitions qui s'est élevée à approximativement 2,0 milliards \$ et à l'impact positif du prix de vente moyen du carburant plus élevé, qui s'est élevé à approximativement 752,0 millions \$, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 0,1 % aux États-Unis. Au sein de notre réseau américain de CST, les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont diminué de seulement 0,6 %, poursuivant la tendance d'amélioration des derniers trimestres. En Europe, les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont augmenté de 0,1 % et au Canada, ils ont diminué de 2,9 %, en raison de la poursuite de la stratégie visant à accroître notre rentabilité globale.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier dans nos différents marchés, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 30 avril 2017 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,21	2,47	2,30	2,51	2,37
Europe (cents US par litre)	61,39	68,23	71,19	78,32	70,52
Canada (cents CA par litre)	99,81	101,46	108,11	110,39	102,85
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,20	2,10	2,18	2,25	2,18
Europe (cents US par litre)	58,65	58,01	61,87	62,46	60,40
Canada (cents CA par litre)	92,66	90,36	94,67	97,20	94,35

Le total des autres revenus au quatrième trimestre a été de 367,9 millions \$. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL, les autres revenus ont augmenté de 82,0 millions \$. L'incidence des acquisitions sur le quatrième trimestre a été d'approximativement 5,0 millions \$.

Marge brute

Notre marge brute a atteint 2,0 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2018, une hausse de 474,6 millions \$, ou 30,9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2017, en raison essentiellement de la contribution des acquisitions, de marges brutes sur le carburant pour le transport routier plus élevées, de la croissance organique, de l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes et de la contribution de CAPL, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 226,6 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur les marchandises et services a augmenté d'environ 200,0 millions \$, ou 22,2 %. Cette hausse est attribuable à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 224,0 millions \$, ainsi qu'à la croissance organique, en partie contrebalancée par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Notre marge brute a augmenté de 0,3 % aux États-Unis pour s'établir à 33,6 %. Excluant nos réseaux de magasins CST et Holiday, dont la composition des revenus et la structure de coûts sont différentes, notre marge brute sur les marchandises et services aux États-Unis s'est établie à 33,8 %, une hausse de 0,5 %. Notre marge brute en Europe est demeurée stable à 44,0 %, tandis que notre marge brute au Canada a diminué de 0,3 % pour s'établir à 34,4 %, en raison principalement de la conversion de certains sites Esso en magasins corporatifs.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 818,8 millions \$, soit une augmentation de 236,9 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute sur le carburant pour le transport routier du quatrième trimestre de l'exercice 2018 a augmenté d'environ 187,0 millions \$, ou 32,1 %. Notre marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 17,29 ¢ par gallon aux États-Unis, en hausse de 1,82 ¢ par gallon. En Europe, la marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 8,72 ¢ US par litre, en hausse de 0,89 ¢ US par litre, alimentée par la vente d'inventaire détenu dans le cadre du « *Compulsory Stocks Obligation* » en Suède. Au Canada, la marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est élevée à 9,44 ¢ CA par litre, une augmentation de 1,39 ¢ CA par litre, toujours attribuable à l'intégration des magasins CST à notre réseau et à des stratégies de prix différentes.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier dégagées par nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 30 avril 2017 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,75	24,70	15,66	17,29	19,39
Frais liés aux modes de paiement électronique	3,79	4,21	3,73	3,62	3,82
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,96	20,49	11,92	13,67	15,57
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,86	19,87	18,33	15,47	18,56
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,08	3,99	3,99	4,12	4,04
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,78	15,88	14,34	11,35	14,52

Tel qu'il est démontré par le tableau ci-dessus, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais ont tendance à se stabiliser sur des périodes plus longues. Au Canada et en Europe, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, notre marge brute sur les autres revenus a été de 65,1 millions \$, soit une augmentation de 11,1 millions \$ par rapport au périodes correspondante de l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL, notre marge brute sur les autres revenus a augmenté de 2,0 millions \$.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)

Pour le quatrième trimestre de 2018, les coûts d'exploitation sont en hausse de 29,9 % comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017, mais sont demeurés stables si l'on exclut certains éléments, tels que présentés dans le tableau suivant :

	Période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018
Variation totale, telle que publiée	29,9 %
Ajustements :	
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(24,8 %)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(3,2 %)
Coûts d'exploitation de CAPL pour l'exercice 2018	(2,3 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2017	0,6 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2018	(0,1 %)
Augmentation générée par l'augmentation des frais liés aux modes de paiement électronique, excluant les acquisitions	(0,1 %)
Variation restante	0,0 %

Les coûts d'exploitation ont été impactés par la hausse des salaires minimums dans certaines régions, l'inflation normale, des dépenses de publicité et de marketing plus élevées découlant de notre projet de changement de marque globale, la hausse de nos dépenses afin de supporter notre croissance organique, la conversion de magasins CODO en magasins corporatifs ainsi que par le niveau de dépenses proportionnellement plus important des magasins récemment construits, ces derniers ayant généralement des ventes et une superficie plus grandes que la moyenne de notre réseau existant, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté

Le BAIIA du quatrième trimestre de l'exercice 2018 est passé de 521,6 millions \$ à 711,1 millions \$. En excluant du BAIIA du quatrième trimestre de l'exercice 2018 et de celui de l'exercice 2017 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2018 a augmenté de 173,9 millions \$, ou 32,9 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la contribution des acquisitions, des marges plus élevées sur le carburant, de la croissance organique et de l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Au quatrième trimestre de l'exercice 2018, les acquisitions ont contribué pour environ 119,0 millions \$ au BAIIA ajusté, tandis que la variation du taux de change a eu un impact net positif d'approximativement 22,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes :

(en millions de dollars américains)	Période de 12 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 13 semaines terminée le 30 avril 2017
Bénéfice net, tel que publié	396,9	277,6
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	0,3	43,6
Frais financiers nets	75,7	46,0
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	238,2	154,4
BAlIA	711,1	521,6
Ajustements :		
BAlIA attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(15,5)	-
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société (incluant 1,3 million \$ pour notre participation dans CAPL, pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018)	6,9	2,1
Frais d'acquisition	0,9	6,4
Gain de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies	(0,6)	(1,2)
BAlIA ajusté	702,8	528,9

Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, la dépense d'amortissement et de perte de valeur a augmenté de 83,8 millions \$. En excluant CAPL, la dépense d'amortissement a augmenté de 67,5 millions \$ en raison principalement des investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, du remplacement d'équipement, de l'ajout de nouveaux magasins et de l'amélioration continue de notre réseau. Les dépenses d'amortissement du quatrième trimestre incluent une charge de 4,5 millions \$ relative à l'amortissement accéléré de certains actifs en lien avec notre projet de changement de marque globale.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2018 ont totalisé 75,7 millions \$, une augmentation de 29,7 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Abstraction faite des pertes de change nettes de 1,0 million \$ et de 15,1 millions \$ enregistrées dans les quatrièmes trimestres des exercices 2018 et 2017, respectivement, et des frais financiers de CAPL de 5,5 millions \$, l'augmentation des frais financiers nets est de 38,3 millions \$. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse de notre dette à long terme moyenne attribuable aux acquisitions récentes, contrebalancée en partie par les remboursements effectués ainsi que par la semaine de moins du quatrième trimestre de l'exercice 2018 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2017. La perte de change nette de 1,0 million \$ du quatrième trimestre de l'exercice 2018 est en grande partie attribuable à l'incidence des variations de change sur certains soldes bancaires et éléments du fonds de roulement.

Impôts sur les bénéfices

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, à la suite la finalisation de l'évaluation des incidences du « U.S. Tax Cuts and Jobs Act », nous avons enregistré une réduction d'impôts nette additionnelle de 69,7 millions \$, dont 4,1 millions \$ sont attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle. Cette réduction d'impôts nette découle principalement de la réévaluation de la « Deemed Repatriation Transition Tax » (« impôt de transition »), ainsi qu'une réévaluation de nos soldes d'impôts différés résultant du nouveau taux d'imposition statutaire fédéral américain, qui est passé de 35,0% à 21,0%.

Excluant cet ajustement, la dépense d'impôt sur les bénéfices du quatrième trimestre de l'exercice 2018 aurait été d'approximativement 70,0 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition de 17,6 % comparativement à un taux d'imposition de 13,6 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017 qui découle d'une répartition différente de nos bénéfices dans divers pays.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net »)

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2018 s'est chiffré à 392,7 millions \$, comparativement à 277,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, une augmentation de 115,1 millions \$, ou 41,5 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,70 \$, contre 0,49 \$ pour l'exercice précédent.

En excluant du bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2018 et de celui de l'exercice 2017 les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2018 aurait été d'approximativement 336,0 millions \$, comparativement à 298,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017, une augmentation de

38,0 millions \$, ou 12,8 %. Les résultats ajustés par action sur une base diluée auraient été de 0,59 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, comparativement à 0,52 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2017, une augmentation de 13,5 %. L'effet net positif découlant de la conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 10,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

(en millions de dollars américains)	Période de 12 semaines terminée le	Période de 13 semaines terminée le
	29 avril 2018	30 avril 2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	392,7	277,6
Ajustements :		
Recouvrement d'impôts net découlant du « U.S Tax Cuts and Jobs Act » – attribuable aux actionnaires de la société	(65,6)	-
Frais de restructuration – attribuables aux actionnaires de la société	6,9	2,1
Dépense d'amortissement accéléré	4,5	5,3
Perte de change nette	1,0	15,1
Frais d'acquisition	0,9	6,4
Gain de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies	(0,6)	(1,2)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(3,8)	(7,3)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	336,0	298,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2018

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018, la période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017 et la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016.

	Période de 52 semaines 2018	Période de 53 semaines 2017	Période de 52 semaines 2016
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>			
Données sur les résultats d'exploitation :			
Revenus tirés des marchandises et services ⁽¹⁾ :			
États-Unis	9 432,0	7 669,8	7 366,5
Europe	1 413,9	1 205,8	933,8
Canada	2 053,5	1 848,5	1 771,6
CAPL	76,6	-	-
Total des revenus tirés des marchandises et services	12 976,0	10 724,1	10 071,9
Ventes de carburant pour le transport routier :			
États-Unis	23 327,3	16 492,0	15 864,1
Europe	7 684,1	6 473,4	5 422,3
Canada	4 819,9	3 089,0	2 019,8
CAPL	1 547,6	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(262,4)	-	-
Total des ventes de carburant pour le transport routier	37 116,5	26 054,4	23 306,2
Autres revenus ⁽²⁾ :			
États-Unis	25,1	14,0	14,9
Europe	1 217,7	1 098,4	751,1
Canada	27,6	13,6	0,5
CAPL	47,6	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(16,1)	-	-
Total des autres revenus	1 301,9	1 126,0	766,5
Total des ventes	51 394,4	37 904,5	34 144,6
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
États-Unis	3 140,1	2 545,0	2 452,3
Europe	602,3	511,4	397,0
Canada	707,7	625,2	581,4
CAPL	18,6	-	-
Marge brute totale sur les marchandises et services	4 468,7	3 681,6	3 430,7
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis	1 868,1	1 407,6	1 479,4
Europe	1 024,2	917,5	811,5
Canada	424,9	262,0	148,9
CAPL	69,6	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	-	-	-
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	3 386,8	2 587,1	2 439,8
Marge brute sur les autres revenus ⁽²⁾ :			
États-Unis	23,2	14,0	14,9
Europe	173,7	185,5	195,6
Canada	27,6	13,6	0,5
CAPL	47,6	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(16,1)	-	-
Marge brute totale sur les autres revenus	256,0	213,1	211,0
Marge brute totale	8 111,5	6 481,8	6 081,5
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux			
Excluant CAPL	5 070,1	4 100,5	3 836,5
CAPL	67,8	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(12,5)	-	-
Total des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 125,4	4 100,5	3 836,5
Frais de restructuration (incluant 5,2 millions \$ pour CAPL, pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018)	56,9	8,1	-
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(17,7)	11,8	18,8
Gain de compression sur l'obligation au titre de la régime de retraite à prestations définies	(0,6)	(3,9)	(27,2)
Gain sur la cession des activités de vente de lubrifiants	-	-	(47,4)
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs			
Excluant CAPL	845,3	667,6	633,1
CAPL	61,1	-	-
Total de l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	906,4	667,6	633,1
Bénéfice d'exploitation			
Excluant CAPL	2 045,1	1 697,7	1 667,7
CAPL	(0,4)	-	-
<i>Élimination des transactions intersociétés avec CAPL</i>	(3,6)	-	-
Bénéfice d'exploitation total	2 041,1	1 697,7	1 667,7
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	1 680,5	1 208,9	1 191,4
(Bénéfice) net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(6,9)	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	1 673,6	1 208,9	1 191,4
Données par action :			
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	2,96	2,13	2,10
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	2,95	2,12	2,09
Bénéfice net ajusté et dilué par action (dollars par action)	2,60	2,21	2,08
Dividende versé par action (cents CA par action)	37,00	34,75	26,75

	Période de 52 semaines	Période de 53 semaines	Période de 52 semaines
	2018	2017	2016
<i>(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)</i>			
Autres données d'exploitation – excluant CAPL :			
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :			
Consolidée	34,5 %	34,3 %	34,1 %
États-Unis	33,3 %	33,2 %	33,3 %
Europe	42,6 %	42,4 %	42,5 %
Canada	34,5 %	33,8 %	32,8 %
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ^{(3) (12)} :			
États-Unis ⁽⁴⁾	0,8 %	2,0 %	4,6 %
Europe	2,7 %	3,5 %	2,8 %
Canada ⁽⁴⁾	0,4 %	0,1 %	2,9 %
Marge brute sur le carburant pour le transport routier :			
États-Unis (cents par gallon) ⁽⁴⁾	19,39	18,56	20,15
Europe (cents par litre)	8,72	8,22	8,82
Canada (cents CA par litre) ⁽⁴⁾	8,84	7,66	6,41
Volume total de carburant pour le transport routier vendu :			
États-Unis (millions de gallons)	9 794,1	7 643,1	7 260,2
Europe (millions de litres)	11 747,6	11 160,2	9 200,8
Canada (millions de litres)	6 161,4	4 550,1	3 072,3
Croissance (diminution) du volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽¹²⁾ :			
États-Unis ⁽⁴⁾	(0,4 %)	2,6 %	6,6 %
Europe	-	1,0 %	2,6 %
Canada ⁽⁴⁾	(1,4 %)	(0,3 %)	0,9 %

	29 avril 2018	30 avril 2017	24 avril 2016
Données tirées du bilan :			
Actif total (excluant 1,3 milliards \$ pour CAPL)			
21 846,6	14 185,6	12 264,8	
Dettes portant intérêts (excluant 536,8 millions \$ pour CAPL)	8 350,1	3 354,9	2 838,1
7 563,4	6 009,6	5 041,1	
Ratios d'endettement⁽⁵⁾ :			
Dette nette portant intérêts / capitalisation totale ⁽⁶⁾	0,50 : 1	0,31 : 1	0,31 : 1
Ratio d'endettement ⁽⁷⁾⁽¹¹⁾	2,46 : 1	1,09 : 1	0,95 : 1
Ratio d'endettement ajusté ⁽⁸⁾⁽¹¹⁾	3,13 : 1	2,02 : 1	1,93 : 1
Rentabilité⁽⁵⁾ :			
Rendement des capitaux propres ⁽⁹⁾⁽¹¹⁾	24,8 %	22,5 %	27,0 %
Rendement des capitaux investis ⁽¹⁰⁾⁽¹¹⁾	12,0 %	15,8 %	19,2 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royaumes et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs, de la vente de carburant pour l'aviation et pour le secteur maritime, de mazout, de kérosène et de produits chimiques.
- (3) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits aux notes 1 et 2 ci-dessus). La croissance au Canada et en Europe est calculée en devises locales.
- (4) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (5) Ces mesures sont présentées comme si notre participation dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car nous croyons qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent de la société.
- (6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, la dette à long terme de CAPL est exclue, car il s'agit d'une dette sans recours contre la société. Nous croyons que ce ratio est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (7) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, la dette à long terme de CAPL est exclue, car il s'agit d'une dette sans recours contre la société. Nous croyons que ce ratio est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (8) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIAL (bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et loyer) ajusté pour tenir compte d'éléments spécifiques. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Aux fins de ce calcul, la dette à long terme de CAPL est exclue, car il s'agit d'une dette sans recours contre la société. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (9) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen de la période correspondante. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (10) Cette mesure est présentée à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Elle représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôts et intérêts divisé par les capitaux employés moyens de la période correspondante. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Nous croyons que cette mesure est utile aux investisseurs et aux analystes.
- (11) Au 29 avril 2018, ce ratio est présenté sur une base pro forma pour la période de 52 semaines terminée 29 avril 2018 pour l'acquisition de CST et de Holiday. Les données des résultats et du bilan de CST et de Holiday ont été modifiées afin de rendre leur présentation conforme aux politiques de Couche-Tard. Au 30 avril 2017, cette mesure est présentée sur une base pro forma pour la période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017 pour le réseau de magasins acquis d'Imperial Oil. Au 24 avril 2016, cette mesure est présentée sur une base pro forma pour la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016 pour le réseau de magasins acquis de Topaz.
- (12) Présenté sur une base comparable de 52 semaines.

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2018, notre chiffre d'affaires a augmenté de 13,5 milliards \$, soit 35,6 % comparativement à l'exercice 2017 essentiellement en raison de la contribution des acquisitions, du prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier, de la croissance organique, ainsi que de l'incidence positive nette de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, partiellement contrebalancée par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017.

Plus spécifiquement, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 2,3 milliards \$. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet net positif de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté d'environ 2,0 milliards \$, ou 18,9 %. Cette hausse est attribuable à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 2,1 milliards \$, ainsi qu'à la croissance organique, en partie contrebalancée par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 0,8 % aux États-Unis, négativement impactée par la morosité générale du commerce de détail ainsi que par les événements climatiques importants du milieu de l'année. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 2,7 % en Europe, un grand succès compte tenu du remplacement de la marque bien connue Statoil par notre marque mondiale Circle K. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 0,4 % au Canada.

Les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 11,1 milliards \$. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL et l'effet net positif de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 9,2 milliards \$, ou 35,3 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution des acquisitions qui s'est élevée à approximativement 6,6 milliards \$ et à l'impact du prix de vente moyen du carburant plus élevé, qui s'est élevé à approximativement 2,6 milliards \$, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017. Le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 0,4 % aux États-Unis et de 1,4 % au Canada, tandis qu'il est demeuré stable en Europe.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier dans nos différents marchés, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 30 avril 2017 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,21	2,47	2,30	2,51	2,37
Europe (cents US par litre)	61,39	68,23	71,19	78,32	70,52
Canada (cents CA par litre)	99,81	101,46	108,11	110,39	102,85
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017					
États-Unis (dollars US par gallon) – excluant CAPL	2,20	2,10	2,18	2,25	2,18
Europe (cents US par litre)	58,65	58,01	61,87	62,46	60,40
Canada (cents CA par litre)	92,66	90,36	94,67	97,20	94,35

Le total des autres revenus pour l'exercice 2018 a été de 1,3 milliard \$. Excluant le chiffre d'affaires de CAPL, les autres revenus ont augmenté de 144,4 millions \$. L'incidence des acquisitions sur l'exercice 2018 a été d'approximativement 24,0 millions \$.

Marge brute

Notre marge brute a atteint 8,1 milliards \$ pour l'exercice 2018, une hausse de 1,6 milliards \$, ou 25,1 %, par rapport à l'exercice 2017, en raison essentiellement de la contribution des acquisitions, de marges brutes sur le carburant pour le transport routier plus élevées, de la croissance organique, de l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes et de la contribution de CAPL, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017.

Au cours de l'exercice 2018, notre marge brute consolidée sur les marchandises et services s'est établie à 4,5 milliards \$, soit une hausse de 787,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté d'environ 713,0 millions \$, ou 19,4 %. Cette hausse est attribuable à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 683,0 millions \$, ainsi qu'à la croissance organique, en partie contrebalancée par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017. La marge brute aux États-Unis s'est établie à 33,3 %, soit une augmentation de 0,1 %, à 42,6 % en Europe, soit une hausse de 0,2 % et elle s'est établie à 34,5 % au Canada, soit une augmentation de 0,7 %, en raison principalement de la conversion de certains sites Esso en magasins corporatifs.

Notre marge brute consolidée sur le carburant pour le transport routier a été de 3,4 milliards \$, soit une augmentation de 799,7 millions \$ par rapport à la période comparable de l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL ainsi que l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, la marge brute consolidée sur le carburant pour le transport routier a augmenté d'environ 665,0 millions \$, ou 25,7 %. La marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 19,39 ¢ par gallon aux États-Unis, en hausse de 0,83 ¢ par gallon, ou 4,5 %,

comparativement à l'exercice 2017. La marge sur le carburant s'est établie à 8,84 ¢ CA le litre au Canada, une hausse de 1,18 ¢ CA le litre et s'est établie à 8,72 ¢ US le litre en Europe, une augmentation de 0,50 ¢ US le litre.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier dégagées par nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 30 avril 2017 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,75	24,70	15,66	17,29	19,39
Frais liés aux modes de paiement électronique	3,79	4,21	3,73	3,62	3,82
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,96	20,49	11,92	13,67	15,57
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,86	19,87	18,33	15,47	18,56
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,08	3,99	3,99	4,12	4,04
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,78	15,88	14,34	11,35	14,52

Tel qu'il est démontré par le tableau ci-dessus, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais ont tendance à se stabiliser sur des périodes plus longues. Au Canada et en Europe, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

Pour l'exercice 2018, notre marge brute sur les autres revenus a été de 256,0 millions \$, soit une augmentation de 42,9 millions \$ par rapport à l'exercice 2017. Excluant la marge brute de CAPL, notre marge brute sur les autres revenus a augmenté de 11,4 millions \$.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)

Pour l'exercice 2018, les coûts d'exploitation sont en hausse de 25,0 % comparativement à l'exercice 2017, mais ont augmenté de seulement 2,0 % si l'on exclut certains éléments, tels que présentés dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018
Variation totale, telle que publiée	25,0 %
Ajustements :	
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(18,7 %)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(1,9 %)
Coûts d'exploitation de CAPL pour l'exercice 2018	(1,7 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2017	0,5 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2018	(0,3 %)
Augmentation générée par l'augmentation des frais liés aux modes de paiement électronique, excluant les acquisitions	(0,7 %)
Frais supplémentaires engagés à la suite des ouragans Harvey et Irma	(0,2 %)
Coûts supplémentaires provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale	(0,1 %)
Goodwill négatif constaté dans les résultats de l'exercice 2018	0,1 %
Variation restante	2,0 %

L'augmentation restante est dérivée de la hausse des salaires minimums dans certaines régions, l'inflation normale, des dépenses de publicité et de marketing plus élevées découlant de notre projet de changement de marque globale, la hausse de nos dépenses afin de supporter notre croissance organique, la conversion de magasins CODO en magasins corporatifs ainsi que par le niveau de dépenses proportionnellement plus important des magasins récemment construits, ces derniers ayant généralement des ventes et une superficie plus grandes que la moyenne de notre réseau existant, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté

Le BAIIA de l'exercice 2018 est passé de 2,4 milliards \$ à 3,0 milliards \$. En excluant du BAIIA les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté de l'exercice 2018 a augmenté de 558,5 millions \$, ou 23,1 % comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement de la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 478,0 millions \$, des marges plus élevées sur le carburant, de la croissance organique et de l'effet net positif de la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes et européennes, d'approximativement 53,0 millions \$, contrebalancée, en partie, par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes :

(en millions de dollars américains)	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017
Bénéfice net, tel que publié	1 680,5	1 208,9
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	57,3	383,2
Frais financiers nets	335,3	136,0
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	906,4	667,6
BAlIA	2 979,5	2 395,7
Ajustements :		
BAlIA attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(49,5)	-
Frais de restructuration attribuables aux actionnaires de la société (incluant 1,3 million \$ pour notre participation dans CAPL, pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018)	51,7	8,1
Frais d'acquisition	11,8	21,0
Gain sur la disposition d'un terminal	(11,5)	-
Gain sur la participation dans CST	(8,8)	-
Frais additionnels liés aux ouragans	6,6	-
Coûts supplémentaires provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale	3,0	-
Goodwill négatif	(2,8)	-
Gain de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies	(0,6)	(3,9)
BAlIA ajusté	2 979,4	2 420,9

Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs (« amortissement »)

Pour l'exercice 2018, la dépense d'amortissement et de perte de valeur a augmenté de 238,8 millions \$. En excluant CAPL, la dépense d'amortissement a augmenté de 177,7 millions \$ pour l'exercice 2018, en raison principalement des investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, du remplacement d'équipement, de l'ajout de nouveaux magasins et de l'amélioration continue de notre réseau. Les dépenses d'amortissement de l'exercice 2018 incluent une charge respective de 19,0 millions \$ relative à l'amortissement accéléré de certains actifs en lien avec notre projet de changement de marque globale.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2018 ont totalisé 335,3 millions \$, une augmentation de 199,3 millions \$ comparativement à l'exercice 2017. Abstraction faite des pertes de change nettes de 48,4 millions \$ et de 9,6 millions \$ enregistrées dans les exercices 2018 et 2017, respectivement, et des frais financiers de CAPL de 19,4 millions \$, l'augmentation des frais financiers nets est de 141,1 millions \$. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse de notre dette à long terme moyenne attribuable aux acquisitions récentes, contrebalancée en partie par les remboursements effectués ainsi que par la semaine de moins de l'exercice 2018 comparativement à l'exercice 2017. La perte de change nette de 48,4 millions \$ de l'exercice 2018 est en grande partie attribuable à l'incidence des variations de change sur certains soldes bancaires et éléments du fonds de roulement.

Impôts sur les bénéfices

Au cours de l'exercice 2018, à la suite de l'adoption du « U.S. Tax Cuts and Jobs Act », nous avons enregistré une réduction d'impôts nette additionnelle de 288,3 millions \$, dont 18,2 millions \$ sont attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle. Cette réduction d'impôts nette découle principalement de la réévaluation de nos soldes d'impôts différés résultant du nouveau taux d'imposition statutaire fédéral américain, qui est passé de 35,0 % à 21,0 %, en partie compensée par la « Deemed Repatriation Transition Tax » (« impôt de transition »).

Excluant ces ajustements, ainsi qu'un ajustement pour un avantage fiscal découlant d'une réorganisation interne, la dépense d'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2018 aurait été d'approximativement 346,0 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition de 20,6 %, comparativement à un taux d'imposition de 24,1 % pour l'exercice 2017. La réduction de notre taux d'imposition découle principalement de la diminution de notre taux d'imposition fédéral prévu par la loi américaine en vigueur depuis le 1er janvier 2018.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net »)

Le bénéfice net de l'exercice 2018 s'est chiffré à 1,7 milliard \$, comparativement à 1,2 milliard \$ pour l'exercice 2017, une augmentation de 464,7 millions \$, ou 38,4 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,95 \$, contre 2,12 \$ pour l'exercice précédent.

En excluant du bénéfice net de l'exercice 2018 et de celui de l'exercice 2017 les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, le bénéfice net de l'exercice 2018 aurait été d'approximativement 1,5 milliard \$, contre 1,3 milliard \$ pour l'exercice 2017, une hausse de 219,0 millions \$, ou 17,4 %. Le bénéfice net ajusté et dilué par action aurait été d'environ 2,60 \$ pour l'exercice 2018, comparativement à 2,21 \$ pour l'exercice 2017, en augmentation de 17,6 %. L'effet net positif découlant de la conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 26,0 millions \$ pour l'exercice 2018.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

(en millions de dollars américains)	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	1 673,6	1 208,9
Ajustements :		
Recouvrement d'impôts net découlant du « U.S. Tax Cuts and Jobs Act » attribuable aux actionnaires de la société	(270,1)	-
Frais de restructuration– attribuables aux actionnaires de la société	51,7	8,1
Dépense d'amortissement accéléré	19,0	27,1
Perte de change nette	48,4	9,6
Frais d'acquisition	11,8	21,0
Gain de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies	(0,6)	(3,9)
Avantage fiscal découlant d'une réorganisation interne	(13,4)	-
Gain sur la disposition d'un terminal	(11,5)	-
Gain sur la participation dans CST	(8,8)	-
Frais additionnels liés aux ouragans	6,6	-
Coûts supplémentaires provenant des initiatives liées à notre nouvelle marque globale	3,0	-
Goodwill négatif	(2,8)	-
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(31,9)	(14,8)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	1 475,0	1 256,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

Situation financière au 29 avril 2018

Tels que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2018 » ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 23,1 milliards \$ au 29 avril 2018, une augmentation de 8,9 milliards \$ par rapport au solde en date du 30 avril 2017. Cette augmentation découle principalement de l'acquisition de CST, qui comprend CAPL, et de Holiday, ainsi que de l'effet positif de la variation des taux de change. Il importe de souligner que nous avons ajusté notre bilan consolidé au 30 avril 2017 afin de refléter les ajustements finaux que nous avons effectués durant l'exercice 2018 à la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill de l'acquisition de Dansk Fuel A/S.

Au cours de la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis de 12,0 %.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 512,2 millions \$, passant de 1,5 milliard \$ au 30 avril 2017 à 2,0 milliards \$ au 29 avril 2018. L'augmentation découle principalement de l'incidence des acquisitions de CST et de Holiday, des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier et de l'impact positif net d'environ 92,0 millions \$ lié aux variations de taux de change en date du bilan.

Stocks

Les stocks ont augmenté de 504,0 millions \$, passant de 865,0 millions \$ au 30 avril 2017 à 1,4 milliard \$ au 29 avril 2018. L'augmentation découle principalement de l'incidence des acquisitions de CST et de Holiday, des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier et de l'impact positif net d'environ 23,0 millions \$ lié aux variations de taux de change en date du bilan.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 3,6 milliards \$, passant de 7,5 milliards \$ au 30 avril 2017 à 11,1 milliards \$ au 29 avril 2018, en raison principalement des acquisitions de CST et de Holiday, des investissements effectués dans notre réseau, de l'impact positif net d'environ 232,0 millions \$ lié aux variations de taux de change en date du bilan contrebancé en partie par la dépense d'amortissement et de perte de valeur.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 3,7 milliards \$, passant de 2,4 milliards \$ au 30 avril 2017 à 6,1 milliards \$ au 29 avril 2018, principalement en raison des acquisitions de CST et de Holiday, et de l'impact positif net d'environ 76,0 millions \$ lié aux variations de taux de change en date du bilan.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 364,2 millions \$, passant de 670,1 millions \$ au 30 avril 2017 à 1,0 milliard \$ au 29 avril 2018, principalement en raison des acquisitions de CST et de Holiday et de l'impact positif net d'environ 31,0 millions \$ lié aux variations de taux de change en date du bilan.

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 1,1 milliard \$, passant de 2,7 milliards \$ au 30 avril 2017 à 3,8 milliards \$ au 29 avril 2018. L'augmentation découle principalement de l'incidence des acquisitions de CST et Holiday et des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier. Le renforcement des devises locales par rapport au dollar américain a entraîné une augmentation négative d'environ 137,0 millions \$.

Dette à long terme et portion à court terme de la dette à long terme

La dette à long terme et la portion à court terme de la dette à long terme ont augmenté de 5,5 milliards \$, passant de 3,4 milliards \$ au 30 avril 2017 à 8,9 milliards \$ au 29 avril 2018, principalement en raison des acquisitions de CST et de Holiday, en plus de l'impact du raffermissement du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar américain, qui a eu un effet d'environ 143,0 millions \$, contrebalancées en partie par les remboursements effectués.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société se sont établis à 7,6 milliards \$ au 29 avril 2018, une augmentation de 1,6 milliard \$ par rapport au 30 avril 2017, en grande partie attribuable à une augmentation du bénéfice net et le cumul des autres éléments du résultat global de l'exercice 2018 contrebalancée, en partie, par les dividendes déclarés. Pour la période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres de 24,8 %.

Au 29 avril 2018, les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 327,0 millions \$ (néant au 30 avril 2017), compte tenu principalement de l'acquisition du contrôle de CAPL, contrebalancée en partie par les distributions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de nos crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, verser des dividendes et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables non garanties couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible.

Crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, échéant en décembre 2022 (« crédit d'exploitation D »)

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 millions \$. En date du 29 avril 2018, notre crédit d'exploitation D était utilisé à hauteur de 1,4 milliard \$. À cette même date, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 3,236 % et des lettres de garantie de 16,1 millions \$ étaient en circulation.

Le 24 novembre 2017, nous avons amendé notre crédit d'exploitation D pour en prolonger l'échéance jusqu'en décembre 2022. Par ailleurs, à la même date, nous avons amendé les frais d'attente appliqués à la partie inutilisée de la facilité de crédit, lesquels varient désormais selon notre cote de crédit. De plus, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont maintenant établis en fonction de notre cote de crédit également.

Crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, échéant en janvier 2020 (« crédit d'exploitation F »)

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 25,0 millions € venant à échéance le 30 janvier 2020. La facilité de crédit est disponible sous la forme d'un crédit d'exploitation renouvelable non garanti, disponible en euros. Les sommes empruntées portent intérêts à des taux variables fondés sur le coût des fonds ou le taux EURIBOR plus une marge fixe de 1,5 %. Au 29 avril 2018, le crédit d'exploitation F était inutilisé.

Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains de CAPL, sans recours contre la société, échéant en avril 2020

Au 29 avril 2018, CAPL avait une convention de crédit sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains d'un montant maximal de 650,0 millions \$ venant à échéance le 25 avril 2020 en vertu de laquelle des crédits de sécurité pouvaient faire l'objet de prélèvements pouvant atteindre 25,0 millions \$ et des lettres de garantie pouvaient être émises jusqu'à un montant total de 45,0 millions \$. Cette facilité est sans recours contre la société.

En date du 29 avril 2018, la facilité de crédit renouvelable de CAPL était utilisée à hauteur de 509,5 millions \$. À pareille date, le taux d'intérêt effectif était de 4,740 % et CAPL était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Situation de trésorerie

Au 29 avril 2018, excluant la facilité de crédit renouvelable de CAPL, un montant approximatif de 1,1 milliard \$ était disponible compte tenu de nos facilités de crédit d'exploitation renouvelables non garanties et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par les conventions de crédit. À pareille date, excluant la facilité de crédit renouvelable de CAPL, nous avions donc accès à environ 1,8 milliard \$ en vertu de notre encaisse et de nos facilités de crédit d'exploitation renouvelables non garanties disponibles.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars américains)	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017	Variation
Activités d'exploitation			
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	2 163,1	1 925,5	237,6
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	(5 380,9)	(1 331,6)	(4 049,3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 169,3)	(994,1)	(175,2)
Produits tirés de la cession d'actifs de CST détenus en vue de la vente	895,5	-	895,5
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	132,1	95,0	37,1
Produits tirés de la vente d'un placement disponible à la vente	91,6	-	91,6
Trésorerie soumise à restrictions	(13,5)	(4,4)	(9,1)
Dépôt pour acquisition d'entreprise	-	18,6	(18,6)
Produits tirés de la vente et réduction de capital reçue d'une entreprise associée disponible à la vente	-	137,7	(137,1)
Investissement dans une entreprise associée disponible à la vente	-	(308,1)	308,1
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(5 444,5)	(2 387,5)	(3 057,0)
Activités de financement			
Émission de billets de premier rang non garantis, déduction faite des frais de financement	3 935,9	851,8	3 084,1
Remboursements d'emprunt pris en charge à l'acquisition de CST	(1 075,9)	-	(1 075,9)
Augmentation (diminution) nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti	702,9	(176,6)	879,5
Augmentation (diminution) nette de la facilité d'acquisition, déduction faite des frais de financement	412,1	(3,0)	415,1
Remboursement de billets de premier rang non garantis	(232,5)	-	(232,5)
Rachat d'actions	(193,1)	-	(193,1)
Dividendes versés en trésorerie	(162,4)	(145,3)	(17,1)
Règlement d'instruments financiers dérivés	(81,3)	(5,8)	(75,5)
Diminution nette des autres dettes	(42,9)	(26,0)	(16,9)
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL	64,5	-	64,5
Distributions de CAPL aux participations ne donnant pas le contrôle	(50,5)	-	(50,5)
Levée d'options d'achat d'actions	0,2	3,3	(3,1)
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement	3 277,0	498,4	2 778,6
Cotes de crédit			
S&P Global Ratings – Cote de crédit corporative	BBB	BBB	
Moody's – Cote de crédit pour les billets de premier rang non garantis	Baa2	Baa2	

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2018, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 2,2 milliards \$, une augmentation de 237,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2017, en raison du bénéfice net plus élevé.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2018, les activités d'investissement ont été principalement liées à l'acquisition de CST pour un montant de 3,5 milliards \$, à celle de Holiday pour un montant de 1,6 milliard \$ et à d'autres acquisitions pour un montant de 287,5 millions \$ (dont 75,6 millions \$ par l'entremise de CAPL). Les dépenses nettes en immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs ont totalisé 1,2 milliard \$. Les montants tirés de la cession d'actifs de CST comprennent la vente des magasins de CST détenus en vue de la vente à Empire pour un montant de 143,0 millions \$ et la cession de certains actifs canadiens de CST à Parkland Fuel Corporation pour un montant de 752,5 millions \$. En plus, les entrées de fonds liées à la disposition de notre investissement initial dans CST était pour un montant de 91,6 millions \$.

Nos dépenses nettes en immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de notre projet de changement de marque, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que de nos investissements pour les technologies de l'information.

Activités de financement

Au cours de l'exercice 2018, nous avons émis des billets de premier rang non garantis en dollars canadiens et en dollars américains pour un montant net de 3,9 milliards \$. Nous avons également remboursé la dette résultant de l'acquisition de CST pour un montant de 1,1 milliard \$ et remboursé un montant de 232,5 millions \$ sur nos billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens. Nous avons aussi prélevé un montant net de 702,9 millions \$ sur notre crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti et un montant net sur notre facilité d'acquisition pour l'acquisition de CST de 412,1 millions \$. Nous avons également racheté 4 372 923 actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues par Les Placements Metro Canada inc. pour un montant net de 193,1 millions \$ et avons versé un montant de 162,4 millions \$ en dividendes.

Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 29 avril 2018⁽¹⁾ :

	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite	Total
(en millions de dollars américains)							
Dette à long terme ⁽²⁾⁽³⁾	-	1 760,3	646,4	1 397,4	1 194,1	3 576,4	8 574,6
Obligations en vertu de contrats de location-financement et autres dettes	67,4	82,5	55,6	48,6	40,2	217,4	511,7
Contrats de location simple	464,2	417,2	355,0	297,1	209,4	826,2	2 569,1
Total	531,6	2 260,0	1 057,0	1 743,1	1 443,7	4 620,0	11 655,4

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

(2) N'inclut pas les paiements d'intérêts futurs.

(3) Comprend la dette sans recours de CAPL de 509,5 millions \$ venant à échéance en avril 2020.

	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite	Total
Obligations au titre des achats de carburant							
États-Unis (en millions de gallons)	2 869,6	2 685,1	2 583,6	1 945,5	1 750,5	4 107,4	15 941,7
Europe (en millions de litres)	3 638,7	-	-	-	-	-	3 638,7
Canada (en millions de litres)	3 229,7	3 462,7	3 797,7	3 249,1	3 229,7	32 668,1	49 637,0
CAPL (en millions de gallons)	365,1	137,2	10,2	6,8	4,5	-	523,8

Dette à long terme. Au 29 avril 2018, notre dette à long terme totalisant 8,9 milliards \$ se détaille comme suit :

- i. Emprunts de 412,1 milliards \$ sur notre facilité d'acquisition non renouvelable non garantie, venant à échéance le 27 juin 2020. Au 29 avril 2018, le taux d'intérêt effectif était de 3,358 %.
- ii. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens totalisant 1,9 milliard \$ (2,4 milliards \$ CA) et billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 3,4 milliards \$, répartis comme suit:
 - a. Tranche 2 d'un montant nominal de 450,0 millions \$ CA venant à échéance le 1^{er} novembre 2019 portant intérêt au taux de 3,319 %.
 - b. Tranche 3 d'un montant nominal de 250,0 millions \$ CA venant à échéance le 1^{er} novembre 2022 portant intérêt au taux de 3,899 %.
 - c. Tranche 4 d'un montant nominal de 300,0 millions \$ CA venant à échéance le 21 août 2020 portant intérêt au taux de 4,214 %.
 - d. Tranche 5 d'un montant nominal de 700,0 millions \$ CA venant à échéance le 2 juin 2025 portant intérêt au taux de 3,600 %.
 - e. Tranche 7 d'un montant nominal de 700,0 millions \$ CA venant à échéance le 26 juillet 2024 portant intérêt au taux de 3,056 %.
 - f. Tranche 6 d'un montant nominal de 1,0 milliard \$ venant à échéance le 26 juillet 2022 portant intérêt au taux de 2,700 %.
 - g. Tranche 8 d'un montant nominal de 1,0 milliard \$ venant à échéance le 26 juillet 2027 portant intérêt au taux de 3,550 %.
 - h. Tranche 9 d'un montant nominal de 500,0 millions \$ venant à échéance le 26 juillet 2047 portant intérêt au taux de 4,500 %.
 - i. Tranche 10 d'un montant nominal de 600,0 millions \$ venant à échéance le 13 décembre 2019 portant intérêt au taux de 2,350 %.
 - j. Tranche 11 d'un montant nominal de 300,0 millions \$ venant à échéance le 13 décembre 2019 portant intérêt au taux LIBOR à trois mois plus 0,500 %.
- iii. Emprunts de 1,4 milliard \$ en vertu des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis libellés en dollars US et canadiens, venant à échéance en décembre 2022. En date du 29 avril 2018, le taux d'intérêt effectif était de 3,236 %.
- iv. Billets de premier rang non garantis libellés en euros d'un montant total de 900,7 millions \$, d'un montant nominal de 750,0 millions € venant à échéance le 6 mai 2026 portant intérêt au taux de 1,875 % et le taux d'intérêt effectif est de 1,944 %.
- v. Emprunts de 509,5 millions \$ en vertu de la convention de crédit de CAPL sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains venant à échéance le 25 avril 2020. En date du 29 avril 2018, le taux d'intérêt effectif était de 4,740 %.
- vi. Billets de premier rang non garantis libellés en NOK d'un montant total de 83,9 millions \$, d'un montant nominal de 675,0 millions NOK venant à échéance le 18 février 2026 portant intérêt au taux de 3,850 % et le taux d'intérêt effectif est de 3,927 %.
- vii. Autres dettes à long terme de 352,4 millions \$, incluant certaines obligations relatives à des immeubles et des équipements loués en vertu de contrats de location-financement.

Contrats de location-financement et contrats de location simple. Nous louons une portion importante de nos actifs par le biais de contrats de location-financement et de contrats de location simple standards, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et comportent habituellement des options de renouvellement. En Europe, la durée des baux varie de contrats à court terme à des contrats dont l'échéance peut aller jusqu'à plus de 100 ans; la plupart de ces contrats de location sont renouvelables à leur échéance, au prix du marché. Lorsque les contrats de location sont considérés comme des contrats de location simple, les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes ne sont pas inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal. Lorsque les contrats de location sont considérés comme des contrats de location-financement, les obligations relatives à ces contrats ainsi que les actifs connexes sont inclus dans nos bilans consolidés.

Éventualités. Dans le cours normal de notre exploitation et par le biais d'acquisitions, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'auto-assurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Cautionnements. Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, nous conservons la responsabilité finale, envers le propriétaire, du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 29 avril 2018, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 5,3 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Jusqu'ici, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de telles indemnisations. Nous avons aussi émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximums futurs non actualisés totalisant 15,1 millions \$. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées à des lave-autos, aux inventaires en magasin, en plus des garanties offertes aux fournisseurs d'électricité et de chauffage. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan au 29 avril 2018 étaient négligeables.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins pour nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôt, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

Autres engagements. Nous nous sommes engagés par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises et de carburant. Dans le passé, nous avons généralement excédé ces exigences minimales et prévoyons faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus.

Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous finançons certaines de nos activités hors bilans au moyen de contrats de location simple de certaines propriétés où nous menons des activités de vente au détail. Les engagements futurs sont compris dans l'élément « Contrats de location simple » du tableau ci-dessus.

Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2017 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)	Période de 52 semaines terminée le 29 avril 2018					Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017				
	4 ^e 12 sem.	3 ^e 16 sem.	2 ^e 12 sem.	1 ^{er} 12 sem.	4 ^e 13 sem.	3 ^e 16 sem.	2 ^e 12 sem.	1 ^{er} 12 sem.		
	13 614,8	15 791,8	12 140,6	9 847,2	9 622,6	11 415,8	8 445,5	8 420,6		
Chiffre d'affaires										
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	705,2	714,9	84630	681,1	514,4	628,7	617,0	605,2		
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	238,2	288,6	209,3	170,3	154,4	210,1	156,7	146,4		
Bénéfice d'exploitation	467,0	426,3	637,0	510,8	360,0	418,6	460,3	458,8		
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	5,9	9,2	8,3	8,6	7,2	8,4	5,3	9,5		
Frais financiers nets	75,6	110,9	89,6	59,2	46,0	43,3	21,9	24,8		
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	396,9	490,5	433,5	359,6	277,6	287,0	321,5	322,8		
(Bénéfice) perte net(te) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(4,2)	(6,9)	(1,0)	5,2	-	-	-	-		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	392,7	483,6	432,5	364,8	277,6	287,0	321,5	322,8		
Bénéfice net par action										
De base	0,70 \$	0,86 \$	0,76 \$	0,64 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,57 \$	0,56 \$		
Dilué	0,70 \$	0,86 \$	0,76 \$	0,63 \$	0,49 \$	0,50 \$	0,57 \$	0,56 \$		

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 30 avril 2017

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2017, notre chiffre d'affaires a atteint 37,9 milliards \$, une augmentation de 3,8 milliards \$, ou 11,0 %, comparativement à l'exercice 2016. Cette augmentation est principalement attribuable à la contribution des acquisitions, à la croissance continue des ventes de marchandises et des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable, au prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier ainsi qu'à l'incidence de la 53^{ème} semaine de l'exercice 2017. Ces éléments, qui ont contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires, ont été contrebalancés en partie par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos activités canadiennes et européennes ainsi que par l'incidence de la cession de nos activités de vente de lubrifiants au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016.

Plus spécifiquement, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté de 652,2 millions \$ au cours de l'exercice 2017. Excluant l'effet net négatif de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes et canadiennes, les revenus tirés des marchandises et services ont augmenté de 681,7 millions \$, ou 6,8 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution des acquisitions multisites pour un montant d'approximativement 328,0 millions \$, à l'incidence de la 53^{ème} semaine de l'exercice 2017 ainsi qu'à la croissance organique. Sur une base comparable de 52 semaines, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 2,0 % aux États-Unis, malgré le ralentissement général de l'industrie du commerce de détail. En Europe, sur une base comparable de 52 semaines, les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 3,5 %, grâce au succès de nos activités de changement de marque ainsi qu'au déploiement et à l'amélioration de notre offre de produits alimentaires frais. Au Canada, nos ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 0,1 % sur une base comparable de 52 semaines.

Pour l'exercice 2017, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 2,7 milliards \$. Excluant l'effet net négatif de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 2,9 milliards \$, ou 12,4 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution des acquisitions multisites, pour un montant d'approximativement 2,0 milliards \$, à l'incidence de la 53^{ème} semaine de l'exercice 2017, au prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier, qui a généré une hausse des ventes d'environ 38,0 millions \$, ainsi qu'à la croissance organique. Sur une base comparable de 52 semaines, le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a augmenté de 2,6 % aux États-Unis et de 1,0 % en Europe grâce, entre autres, à la réponse positive de notre clientèle face à nos projets de changement de marque de carburant, à nos stratégies de prix de micromarchés ainsi qu'à l'apport grandissant des carburants de qualité supérieure. Dans le sud-est des États-Unis, les volumes de carburant sont encore affectés négativement par les perturbations causées par nos activités de changement de marque de carburant. Au Canada, le volume de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 0,3 % sur une base comparable de 52 semaines, principalement en raison de l'économie fragile dans l'Ouest canadien.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier dans nos différents marchés, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2016 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,20	2,10	2,18	2,25	2,18
Europe (cents US par litre)	58,65	58,01	61,87	62,46	60,40
Canada (cents CA par litre)	92,66	90,36	94,67	97,20	94,35
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,64	2,36	1,99	1,86	2,20
Europe (cents US par litre)	72,16	66,12	57,04	51,59	60,92
Canada (cents CA par litre)	103,17	97,79	88,41	82,28	92,86

Les autres revenus ont augmenté de 359,5 millions \$ pour l'exercice 2017. L'augmentation pour l'exercice 2017 s'explique essentiellement par la contribution des acquisitions multisites, qui se chiffre à environ 451,0 millions \$, partiellement contrebalancée par l'effet de la cession de nos activités de vente de lubrifiants au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, qui a eu une incidence d'approximativement 72,0 millions \$.

Marge brute

Pour l'exercice 2017, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a été de 3,7 milliards \$, soit une hausse de 250,9 millions \$ par rapport à l'exercice 2016. Excluant l'effet net négatif de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes et canadiennes, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté de 262,9 millions \$, ou 7,7 %. Cette augmentation est attribuable à la contribution des acquisitions multisites pour un montant d'approximativement 136,0 millions \$, à l'incidence de la 53^{ème} semaine de l'exercice 2017 ainsi qu'à la croissance organique. La marge brute s'est établie à 33,2 % aux États-Unis, soit une baisse de 0,1 %, en raison d'un changement à notre mix de produits en faveur de catégories ayant des marges moins élevées, et de l'intensification des activités promotionnelles par rapport à l'exercice précédent.

La marge a été de 42,4 % en Europe, soit un recul de 0,1 % et à 33,8 % au Canada, soit une augmentation de 1,0 %, ce qui est attribuable au mix de revenus différent du réseau de magasins d'IOL, récemment acquis.

Pour l'exercice 2017, la marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est chiffrée à 18,56 ¢ par gallon aux États-Unis, une baisse de 1,59 ¢ par gallon principalement imputable à la volatilité engendrée par l'augmentation du prix du pétrole brut. En Europe, la marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 8,22 ¢ par litre, une baisse de 0,60 ¢ par litre imputable principalement à l'incidence des marges plus basses en Irlande qu'en Europe continentale. Au Canada, la marge brute sur le carburant pour le transport routier s'est fixée à 7,66 ¢ CA par litre, en hausse de 1,25 ¢ CA par litre.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant pour le transport routier dégagées par nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres, en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2016 :

(en cents US par gallon)

Trimestre		1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017						
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	20,86	19,87	18,33	15,47	18,56	
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,08	3,99	3,99	4,12	4,04	
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	16,78	15,88	14,34	11,35	14,52	
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016						
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	18,34	25,66	19,90	16,78	20,15	
Frais liés aux modes de paiement électronique	4,37	4,19	3,84	3,74	4,02	
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	13,97	21,47	16,06	13,04	16,13	

Tel qu'il est démontré par le tableau ci-dessus, les marges sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, mais ont tendance à se stabiliser à plus long terme. Au Canada et en Europe, la volatilité des marges et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi importantes.

La marge brute sur les autres revenus a augmenté de 2,1 millions \$ pour l'exercice 2017, attribuable à la contribution des acquisitions multisites, qui se chiffre à environ 35,0 millions \$, partiellement contrebalancée par l'effet de la cession de nos activités de vente de lubrifiants au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, qui a eu une incidence d'approximativement 21,0 millions \$, et par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« coûts d'exploitation »)

Pour l'exercice 2017, les coûts d'exploitation ont augmenté de 6,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, mais ont progressé de seulement 2,1 % si l'on exclut certains éléments, tels que présentés dans le tableau suivant :

	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017
Variation totale, telle que publiée	6,9 %
Ajustements :	
Augmentation provenant des coûts d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(5,7 %)
Augmentation générée par l'augmentation des frais liés aux modes de paiement électronique, excluant les acquisitions	(0,5 %)
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2017	(0,5 %)
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	0,5 %
Frais de résiliation anticipée de contrats d'approvisionnement en carburant constatés dans les résultats de l'exercice 2016	0,3 %
Frais d'acquisition constatés dans les résultats de l'exercice 2016	0,2 %
Diminution provenant de la cession des activités de vente de lubrifiants	0,7 %
Charges d'intégration liées au projet de déploiement de notre marque globale constatées dans les résultats de l'exercice 2016	0,2 %
Variation restante	2,1 %

La variation restante s'explique par la 53^{ème} semaine, par l'inflation normale, par des dépenses de publicité et de marketing plus élevées découlant de notre projet de changement de marque, par la hausse de nos coûts d'exploitation afin de supporter notre croissance interne, par le nombre moyen plus élevé de magasins ainsi que par le niveau de coûts d'exploitation proportionnellement plus important des magasins récemment construits, ces derniers ayant généralement une plus grande superficie que la moyenne de notre réseau existant. Nous continuons de favoriser un contrôle strict des coûts dans l'ensemble de notre organisation, tout en maintenant la qualité du service que nous offrons à nos clients.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (BAIIA) et BAIIA ajusté

Au cours de l'exercice 2017, le BAIIA est passé de 2 330,8 millions \$ à 2 395,7 millions \$, une augmentation de 2,8 % comparativement à l'exercice 2016.

En excluant du BAIIA de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 les éléments spécifiques présentés dans le tableau ci-dessous, le BAIIA ajusté de l'exercice 2017 a augmenté de 127,1 millions \$, ou 5,5 %, comparativement à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la contribution des acquisitions, par l'incidence de la 53^{ème} semaine de l'exercice 2017 et par la croissance organique, qui ont été contrebalancées en partie par les marges brutes sur le carburant pour le transport routier moins élevées aux États-Unis. Les acquisitions multisites ont contribué pour approximativement 140,0 millions \$ au BAIIA ajusté, tandis que la variation du taux de change a eu une incidence nette négative d'environ 15,0 millions \$.

Il est à noter que le BAIIA et le BAIIA ajusté ne constituent pas des mesures de la performance reconnues selon les IFRS, mais nous, ainsi que les investisseurs et les analystes, considérons que ces mesures de la performance facilitent l'évaluation de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes :

(en millions de dollars américains)	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016
Bénéfice net, tel que publié	1 208,9	1 191,4
Ajouter :		
Impôts sur les bénéfices	383,2	398,3
Frais financiers nets	136,0	108,0
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	667,6	633,1
BAIIA	2 395,7	2 330,8
Ajustements :		
Frais d'acquisition	21,0	6,2
Frais de restructuration	8,1	-
Gains de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite	(3,9)	(27,2)
Frais de résiliation anticipée de contrats d'approvisionnement en carburant	-	12,4
Gain net sur la cession des activités de vente de lubrifiant	-	(47,4)
Radiation d'équipement lié au changement de marque de carburant	-	10,4
Charges d'intégration liées à l'implantation de notre nouvelle marque globale	-	8,6
BAIIA ajusté	2 420,9	2 293,8

Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs

Pour l'exercice 2017, la dépense d'amortissement et de la perte de valeur a augmenté de 34,5 millions \$, principalement en raison des investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, du remplacement d'équipement, de l'ajout de nouveaux magasins et de l'amélioration continue de notre réseau. Ces éléments, qui ont contribué à l'augmentation de la dépense d'amortissement et de perte de valeur, ont été contrebalancés, en partie, par l'effet net de la conversion en dollars américains de nos opérations européennes et canadiennes. La dépense d'amortissement et de la perte de valeur pour l'exercice 2017 comporte une charge relative à l'amortissement accéléré de certains actifs relativement à notre projet de changement de marque globale, s'élevant à 27,1 millions \$.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2017 se sont chiffrés à 136,0 millions \$, une augmentation de 28,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2016. En excluant les pertes de change nettes de 9,6 millions \$ et de 5,0 millions \$ constatées dans les résultats des exercices 2017 et 2016, respectivement, l'augmentation des frais financiers nets est de 23,4 millions \$. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse de notre dette à long terme moyenne attribuable aux acquisitions récentes, contrebalancée en partie par les remboursements effectués. La perte de change nette de 9,6 millions \$ provient essentiellement de l'incidence des variations de change sur certains soldes bancaires et éléments du fonds de roulement.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2017, le taux d'imposition s'est chiffré à 24,1 %, comparativement à un taux d'imposition de 25,1 % pour l'exercice 2016. La diminution du taux d'imposition découle d'une proportion moins importante de nos bénéfices provenant des États-Unis, où notre taux d'imposition statutaire est le plus élevé de même que de l'incidence de la répartition différente de nos bénéfices dans les divers états.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté

L'exercice 2017 affiche un bénéfice net de 1 208,9 millions \$, comparativement à 1 191,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 17,5 millions \$ ou 1,5 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,12 \$, contre 2,09 \$ pour l'exercice précédent. L'effet net négatif découlant de la conversion en dollars américains des revenus et des dépenses de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 16,0 millions \$ pour l'exercice 2017.

En excluant du bénéfice net de l'exercice 2017 et de celui de l'exercice 2016 les éléments présentés dans le tableau ci-dessous, il aurait été d'approximativement 1 256,0 millions \$, contre 1 186,0 millions \$ pour l'exercice 2016, une hausse de 70,0 millions \$, ou 5,9 %. Le bénéfice net ajusté par action sur une base diluée aurait été d'environ 2,21 \$ pour l'exercice 2017, comparativement à 2,08 \$ pour l'exercice 2016, une hausse de 6,2 %.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté :

(en millions de dollars américains)	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2017	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2016
Bénéfice net, tel que publié	1 208,9	1 191,4
Ajustements :		
Perte de change nette	9,6	5,0
Frais d'acquisition	21,0	6,2
Dépense d'amortissement accéléré	27,1	17,8
Frais de restructuration	8,1	-
Gains de compression sur l'obligation au titre des régimes de retraite	(3,9)	(27,2)
Frais de résiliation anticipée de contrats d'approvisionnement en carburant	-	12,4
Gain net sur la cession des activités de vente de lubrifiant	-	(47,4)
Charge d'impôt découlant d'une réorganisation interne	-	22,9
Radiation d'équipement lié au changement de marque de carburant	-	10,4
Charges d'intégration liées à l'implantation de notre nouvelle marque globale	-	8,6
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(14,8)	(14,1)
Bénéfice net ajusté	1 256,0	1 186,0

Il est à noter que le bénéfice net ajusté ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais nous l'utilisons, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable. Notons que notre méthode de calcul peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés ouvertes.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication d'information conçu pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication d'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit accumulée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date au 29 avril 2018, à l'exception de l'exclusion des contrôles internes de Holiday décrite plus bas, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures sur la communication.

Nous évaluons continuellement l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. Au 29 avril 2018, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Nous excluons de notre évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière les contrôles internes de Holiday. Ceci est en raison de la taille de la transaction et de la date à laquelle elle a eu lieu, soit le 22 décembre 2017. La contrainte est principalement due au temps requis afin d'évaluer les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Holiday et de s'assurer qu'ils sont cohérents avec les nôtres, tel que permis par le règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, pour une période de 365 jours suivant une acquisition. Nous nous attendons à finaliser notre évaluation au cours de l'exercice 2019.

Les résultats de Holiday depuis la date d'acquisition sont inclus dans nos états financiers consolidés et représentent environ 8,3 % du total des actifs consolidés au 29 avril 2018, environ 2,4 % du chiffre d'affaires consolidé et 1,7 % du bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires pour la période de 52 semaines terminée à cette date.

Principes et estimations comptables essentiels

Estimations. Le présent rapport de gestion repose sur nos états financiers consolidés, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que nous fassions certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. Nous analysons de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que nous avons établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les contrats de location, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur et les regroupements d'entreprises.

Stocks. Nos stocks se composent principalement de produits destinés à la revente, notamment de produits du tabac, de produits frais, de bières et vin, d'articles d'épicerie, de friandises, de grignotines, de boissons diverses et de carburant pour le transport routier. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks de marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen. Certains jugements et certaines estimations de la direction servant à déterminer les marges brutes pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks de clôture et les résultats d'exploitation.

Perte de valeur d'actifs à long terme. Les immobilisations sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, cette dernière correspondant au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cas où la valeur comptable des actifs à long terme excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. Nous nous basons sur les conditions du marché et sur notre performance opérationnelle pour évaluer s'il existe des indices de perte de valeur. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient nous inciter à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

Goodwill et immobilisations incorporelles. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexacts, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Notre test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs de carburant pour le transport routier souterrains. Elles sont fondées sur notre expérience antérieure dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant pour le transport routier souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Questions environnementales. Nous constatons une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour nos sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur notre expérience antérieure en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation.

Dans chacun des États américains où nous exerçons nos activités, à l'exception de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, du Texas, de Washington et de la Virginie-Occidentale, un fonds en fiducie est disponible pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. Nous payons les frais d'enregistrement annuel et remettons les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance et les franchises des fonds en fiducie varient selon les États.

Impôts sur le résultat. La charge d'impôts comptabilisée aux résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

Nous utilisons l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si nous sommes capables de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si nous avons un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et que nous avons l'intention de régler simultanément le montant net de nos actifs et passifs d'impôts exigibles.

Nous sommes assujettis à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. Nous comptabilisons un passif pour des questions d'audits fiscaux lorsque nous estimons que des impôts supplémentaires seront dus. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Assurances et indemnités pour accidents de travail. Aux États-Unis et en Irlande, nous avons recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base de nos données historiques et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Nouvelles normes comptables publiées récemment mais non encore appliquées

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a complété IFRS 9, *Instruments financiers*. Ce projet en trois parties visait à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, avec une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur. La norme comprend des exigences pour la comptabilisation et l'évaluation, la perte de valeur, la décomptabilisation et la comptabilité de couverture. Le 30 avril 2018, nous appliquerons IFRS 9 de manière rétrospective sans redresser l'information comparative, exception faite de la composante de couverture, qui sera appliquée prospectivement.

La première exigence, qui concerne la comptabilisation et l'évaluation, requiert un nouveau classement des actifs et passifs financiers selon IFRS 9 qui conserve en grande partie les exigences d'IAS 39. Par conséquent, il n'y aura pas d'incidence importante sur nos états financiers consolidés. La deuxième exigence, qui a trait à la perte de valeur, remplace le modèle reposant sur « les pertes encourues » d'IAS 39 par un modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues ». Le nouveau modèle de perte de valeur s'appliquera aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Cette exigence n'aura aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés. La troisième exigence, qui concerne la comptabilité de couverture, nous oblige à veiller à ce que les relations de comptabilité de couverture soient conformes à nos objectifs et à nos stratégies en matière de gestion du risque et

à appliquer une approche plus qualitative et prospective dans l'évaluation de l'efficacité de notre couverture. Nous continuons d'évaluer l'incidence de cette exigence sur nos conventions de comptabilité de couverture.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. Le 30 avril 2018, nous appliquerons IFRS 15 en utilisant "l'approche rétrospective modifiée".

Au cours de l'exercice 2018, nous avons analysé l'incidence de cette adoption sur le chiffre d'affaires actuel en comparant la convention comptable actuelle aux nouvelles directives et nous avons relevé des différences potentielles découlant de l'application des nouvelles exigences à l'égard de nos contrats. Aux termes de la convention comptable actuelle, nous constatons des frais de franchise initiaux lorsque nous remplaçons toutes nos obligations et assurons l'ensemble des services d'importance, soit généralement à l'ouverture du magasin franchisé. Conformément aux nouvelles directives, nous reporterons les frais initiaux et constaterons les résultats sur la durée estimée du contrat de franchise en question. Par conséquent, nous prévoyons un ajustement sur les revenus tirés des frais de franchise initiaux d'environ 4,0 millions \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices d'environ 2,0 million \$), ce qui entraînera un ajustement à l'ouverture des bénéfices non répartis à l'adoption.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17, *Contrats de location*. La nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 29 avril 2019, et son adoption anticipée est permise. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrire au bilan, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités.

Puisque nous sommes assujettis à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple conformément à IAS 17, nous prévoyons que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant la présentation des charges associées aux contrats de location, et, dans une moindre mesure, le moment de la comptabilisation.

Le tableau suivant présente les principaux éléments qui seront touchés par l'adoption d'IFRS 16 :

Aspects de la société touchés	Analyse	Incidence
Présentation de l'information financière	L'analyse vise à déterminer les contrats qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme ainsi que les options offertes par celle-ci, telles que l'adoption anticipée, les deux exemptions de comptabilisation et d'évaluation et la nécessité de l'appliquer de manière rétrospective intégrale aux termes d'IAS 8 ou la possibilité d'appliquer une « approche rétrospective modifiée ».	Nous analysons actuellement l'incidence complète de l'adoption d'IFRS 16 sur nos bilans consolidés et nos états des résultats consolidés et du résultat global consolidés. Au 29 avril 2018, nous prévoyons adopter IFRS 16 pour l'exercice se terminant le 26 avril 2020 en utilisant « l'approche rétrospective modifiée » et employer les exemptions pour les contrats de location à court terme et les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur.
Systèmes informatiques	Nous analysons présentement la nécessité d'apporter des changements à nos systèmes informatiques afin d'optimiser la gestion de plus de 9 000 contrats de location qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme.	Nous avons évalué différentes solutions informatiques aux fins de la comptabilisation et de l'évaluation éventuelles des contrats de location qui entrent dans le champ d'application. Une solution informatique a été choisie au cours de l'exercice terminé le 29 avril 2018 et est en cours de mise en œuvre.
Contrôles internes	Nous réaliserons une analyse des changements à apporter à l'environnement de contrôle par suite de l'adoption d'IFRS 16.	Nous évaluons présentement l'incidence d'IFRS 16 sur l'environnement de contrôle.
Parties prenantes	Nous réaliserons une analyse de l'incidence sur la communication de l'information à nos parties prenantes par suite de l'adoption d'IFRS 16.	Nous avons commencé à discuter de l'incidence d'IFRS 16 sur nos parties prenantes internes et externes.

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le 30 avril 2018, nous appliquerons les modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, qui précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications seront appliquées de façon prospective et n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes pour nous. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue et mettons en place de nombreuses activités, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section afin d'en amoindrir les impacts financiers.

Changements dans le comportement de la clientèle. Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accommmodation, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier et les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme. Une baisse de la clientèle potentielle de nos stations-service et de nos magasins d'accommmodation en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans les dépenses discrétionnaires des consommateurs ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Par ailleurs, les développements en matière de changements climatiques et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit, en relation avec les impacts environnementaux, et le mouvement vert pourraient affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, ce qui affecterait l'attitude du public par rapport à notre carburant, et pourrait donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient voir décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Carburant pour le transport routier. Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2018, nos ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 72,0 % de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 42,0 % de notre marge brute totale.

Produits du tabac. Les ventes de produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2018, le chiffre d'affaires relatif aux les produits du tabac ont représenté environ 38,0 % et 19,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, une hausse des taxes sur les produits du tabac, ainsi que le durcissement législatif et les campagnes dissuasives nationales et locales actuelles ou futures aux États-Unis, au Canada et en Europe, pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison de la concurrence dans nos marchés et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

De plus, puisque nous vendons des marques de cigarettes fabriquées à des fins de vente exclusive par Couche-Tard, nous pourrions faire l'objet de poursuites liées à des problèmes de santé découlant de l'usage du tabac. En effet, diverses actions en justice, poursuites et réclamations liées à des problèmes de santé découlant de la vente, de la distribution, de la fabrication, de la conception, de la promotion et de la commercialisation de cigarettes, ont été intentées contre des marchands de produits du tabac. Tout jugement défavorable pour nous dans des poursuites liées à des problèmes de santé pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Conformément avec les normes comptables, nous n'avons pas constitué de réserves pour des dépenses ou des résultats défavorables résultant de poursuites éventuelles liées à des problèmes de santé.

Exigences législatives et réglementaires. Comme il en est question à la rubrique « Lois et règlements environnementaux », nos activités sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale. De surcroît, les activités de nos magasins d'accommmodation sont astreintes à de nombreux règlements, dont les règlements relatifs à la vente d'alcool et des produits du tabac, à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments et la qualité des produits, aux lois sur le salaire minimum ainsi qu'à la législation et à la réglementation fiscales. Les règlements portant sur la rémunération des employés, les avantages sociaux et autres programmes, y compris les augmentations du salaire minimum, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels applicables à nos activités, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité et à l'environnement. Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer. Il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos coûts d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Lois et règlements environnementaux. Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocombustibles ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination à nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais juridiques, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur le changement climatique et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons des activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, au forage et au transport du pétrole brut ainsi qu'au raffinage et au transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur le carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute associée.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables et des véhicules écoénergétiques et à propulsion alternative plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Modes de paiements électroniques. Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2018, une variation de 10 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0.07 \$ sur le résultat net par action sur une base diluée.

Systèmes de technologie de l'information. Nous dépendons de systèmes de technologie de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI ou la désuétude de ces derniers pourrait limiter notre capacité à gérer et exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption suite à une panne électrique, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et desquelles nous ne pourrons pas nécessairement nous affranchir. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur nos résultats d'exploitation.

Information sensible et protection des données. Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous obtenons un nombre important de données personnelles, telles que les informations de crédit ou de débit de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature délicate concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenions des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait voir délivrer sans autorisation des données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous voir soumis à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

Par ailleurs, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne en vigueur depuis mai 2018 impose des sanctions pouvant atteindre jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel en cas d'infraction au règlement. Une situation de non-conformité aux lois sur la protection des données pourrait nous exposer à des enquêtes réglementaires pouvant entraîner des amendes et des sanctions.

Concurrence. Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

Lois et passifs fiscaux. Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts sur le capital, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des intérêts et à des pénalités.

Acquisitions. Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'intérieur de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptions tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficiencies opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des coûts d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers. Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Tout événement causant des perturbations de l'une des chaînes

d'approvisionnement ou des raffineries de nos principaux fournisseurs pourrait avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés destinés à la revente et pourrait donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

Poursuites. Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accommodation et autres commerces du secteur alimentaire peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou d'autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accommodation. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décision défavorable à ce sujet. Par ailleurs, peu importe l'issue de ces poursuites, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos restaurants à service rapide en vertu de contrats de franchisage.

Image de marque et réputation. Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnité (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

Recrutement et rétention d'employés hautement qualifiés. Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction solide. Si, pour une raison ou une autre, nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de gens compétents, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir.

Caractère saisonnier et catastrophes naturelles. Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients accroissent leurs opérations et achètent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

Dangers et risques associés au carburant. Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d'entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l'équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d'entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations de carburant ou d'autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d'accident des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d'accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d'activités et/ou la contamination de biens, d'équipements et de l'environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l'environnement. De plus, nous pourrions faire l'objet de poursuites, de demandes d'indemnisation, d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d'autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Endettement. À l'heure actuelle, nous avons 6,2 milliards \$ d'obligations à un taux moyen 3,176 % arrivant à une échéance le plus tard le 26 juillet 2047. Ce niveau d'endettement pourrait avoir d'importantes conséquences, comme l'affectation d'une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d'autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d'autres fins. Cette situation pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l'existence d'autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d'affaires particulières ou d'initier certaines démarches.

Taux de change. La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines et européennes sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient,

le montant de notre investissement net dans nos activités américaines et européennes pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l’occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes également exposés au risque de change lié à une partie de notre dette à long terme libellée en dollars américains ainsi que sur certains prêts internes. Au 29 avril 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain, de la couronne norvégienne et de l’euro par rapport au dollar canadien aurait eu un impact net d’approximativement 58,0 millions \$ sur le résultat global. Nous n’utilisons actuellement pas d’instruments dérivés pour mitiger ce risque.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l’évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l’avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes et européennes et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises, chaque fois que l’une de nos filiales conclut un contrat générant des revenus en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d’exploitation.

Risque de crédit. Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de nos swaps sur rendement total intégré et de nos swaps de devises lorsque ces swaps entraînent des sommes à recevoir d’institutions financières. Nous n’utilisons actuellement pas d’instruments dérivés pour mitiger ce risque.

Taux d’intérêt. Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d’intérêt associés aux variations de taux d’intérêt à court terme. Les emprunts en vertu de nos facilités de crédit portent intérêts à des taux variables et d’autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêts à des taux variables. En date du 29 avril 2018, notre dette à taux variable s’élevait à environ 2,6 milliards \$. En se basant sur le solde de nos dettes à taux variable en date du 29 avril 2018, une augmentation d’un point de pourcentage des taux d’intérêt entraînerait une diminution de notre résultat net par action sur une base diluée d’environ 0,03 \$. Si les taux d’intérêt sur le marché augmentaient, la dette à taux variable entraînerait une augmentation de nos obligations au titre du service de la dette, ce qui pourrait nuire à nos flux de trésorerie. Nous n’utilisons actuellement pas d’instruments dérivés pour mitiger ce risque. Nous sommes aussi exposés au risque de variation des flux de trésorerie découlant des taux d’intérêt dont seront assorties les futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, nous avons conclu des accords de fixation de taux d’intérêt afin de couvrir les taux d’intérêt des titres de créance que nous prévoyons émettre.

Liquidité. Il s’agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos engagements locatifs. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de notre swap sur rendement total intégré, de nos swaps de taux d’intérêt multidevises, de nos accords de fixation de taux d’intérêt, de nos comptes fournisseurs et charges à payer et de nos contrats de location. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d’exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit renouvelables.

Débiteurs. Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l’exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 29 avril 2018, nous avions des comptes débiteurs impayés totalisant 2,0 milliards \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d’autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l’exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d’exploitation.

Assurance. La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l’incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d’assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d’activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l’obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d’actes de terrorisme ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu’ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

Conjoncture économique. Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir des fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales et de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

Depuis plusieurs années, les marchés mondiaux des capitaux et du crédit ainsi que l'économie mondiale ont connu une incertitude importante, caractérisée par la faillite, l'échec, l'effondrement ou la vente de diverses institutions financières, la crise de la dette souveraine européenne et un niveau considérable d'intervention des gouvernements à travers le monde. Ces conditions peuvent particulièrement perturber la demande pour nos produits. À mesure que la contraction des marchés mondiaux des capitaux du crédit s'est propagée dans l'économie en général, les principaux marchés du monde ont connu une croissance économique très faible ou négative. Bien qu'il y ait des signes de reprise économique, les marchés restent fragiles et pourraient de nouveau traverser des périodes de ralentissement économique. Rien ne garantit que nos activités ne soient pas touchées par d'éventuels bouleversements économiques mondiaux.

Activités mondiales. Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les inefficacités fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle du change et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Actes de guerre ou de terrorisme. Les actes de guerre ou de terrorisme pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur l'offre et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Perspective

Pour l'exercice 2019, nous continuerons de mettre l'accent sur l'intégration de nos récentes acquisitions au sein de notre réseau et sur le repérage et la réalisation de synergies pouvant en découler. Nous poursuivrons l'implantation de certains de nos concepts Circle K dans ces magasins et continuerons nos efforts visant à y accroître l'achalandage tout en protégeant nos marges et en réduisant nos coûts.

Nous allons également poursuivre le déploiement de notre nouvelle marque mondiale, Circle K, à travers l'Amérique du Nord, l'Europe ainsi que dans l'ensemble de notre réseau international de magasins licenciés. Nous entreprenons un périple visant à rendre simple, pour nos clients actuels et futurs, le choix de Circle K comme marque préférée pour l'achat de carburant et de marchandises dans plus de pays que jamais, avec une nouvelle identité visuelle, une nouvelle expérience client et des produits encore mieux adaptés pour les gens pressés, toujours combinés à un service rapide et chaleureux en tout temps.

Le 9 juillet 2018

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 9 juillet 2018

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président
et chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction de Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 29 avril 2018. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)*, qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et de la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Le 22 décembre 2017, la société a acquis Holiday Stationstores, LLC et certaines sociétés affiliées (« Holiday »). La direction a exclu de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Holiday. Les résultats de Holiday depuis la date d'acquisition sont inclus dans les états financiers consolidés de la société et représentent environ 8,3 % du total des actifs consolidés au 29 avril 2018, environ 2,4 % du chiffre d'affaires consolidé et 1,7 % du bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires pour l'exercice terminé à cette date. Voir la note 4 afférente aux états financiers consolidés pour une analyse de cette acquisition. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 29 avril 2018.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 29 avril 2018 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 9 juillet 2018

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président
et chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Alimentation Couche-Tard inc.

Le 9 juillet 2018

Nous avons effectué l'audit intégré des états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales pour les exercices clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 29 avril 2018. Nos opinions, qui s'appuient sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017 et les états consolidés des résultats, du résultat global, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017 ainsi que des résultats de leur exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 29 avril 2018.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de celui-ci, qui est incluse dans le *Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière* ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de nos audits, une opinion sur la question de savoir si la société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Nos audits ont été réalisés conformément à la norme énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Comme il est indiqué dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint, l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière par la direction et les conclusions de celle-ci à cet égard ne comprenaient pas les contrôles internes de Holiday Stationstores, LLC et certaines compagnies affiliées (collectivement « Holiday »), qui fait partie des états financiers consolidés de 2018 de Alimentation Couche-Tard inc. et qui représentait environ 8,3 % du total de l'actif au 29 avril 2018, environ 2,4 % du chiffre d'affaires et environ 1,7 % du bénéfice net pour l'exercice clos le 29 avril 2018. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. ne comprend pas non plus l'évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Holiday.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité comprend les politiques et les procédures qui (1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actif de l'entité; (2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et (3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actif de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation et que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 29 avril 2018, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le COSO.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada

¹ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action)

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Chiffre d'affaires	\$	\$
Coût des ventes (note 8)	51 394,4	37 904,5
Marge brute	43 282,9	31 422,7
	8 111,5	6 481,8
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 125,4	4 100,5
Frais de restructuration (note 23)	56,9	8,1
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(17,7)	11,8
Gain de compression (note 28)	(0,6)	(3,9)
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	906,4	667,6
Frais d'exploitation totaux (note 8)	6 070,4	4 784,1
Bénéfice d'exploitation	2 041,1	1 697,7
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (note 7)	32,0	30,4
Frais financiers	295,8	132,8
Revenus financiers	(8,9)	(6,4)
Perte de change	48,4	9,6
Frais financiers nets (note 10)	335,3	136,0
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	1 737,8	1 592,1
Impôts sur les bénéfices (note 11)	57,3	383,2
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	1 680,5	1 208,9
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (note 5)	(6,9)	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	1 673,6	1 208,9
Bénéfice net par action (note 12)		
De base	2,96	2,13
Dilué	2,95	2,12

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2))

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	1 680,5	1 208,9
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui peuvent être reclassés subséquemment aux résultats		
Conversion de devises		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises ⁽¹⁾	137,3	9,6
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères ⁽²⁾ (note 21)	84,2	(112,0)
Éléments de couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers ⁽²⁾ (note 29)	(11,9)	(5,4)
Reclassement aux résultats de la perte (du gain) réalisé(e) sur des instruments financiers ⁽²⁾ (note 29)	5,0	(4,7)
Placement disponible à la vente		
Variation de la juste valeur d'un placement disponible à la vente ⁽²⁾	1,1	21,5
Gain réalisé sur un placement disponible à la vente reclassé aux résultats ⁽²⁾ (note 4)	(8,8)	-
Éléments qui ne seront jamais reclassés aux résultats		
Gain (perte) actuairel(lé) net(te) ⁽³⁾ (note 28)	25,1	(13,9)
Autres éléments du résultat global	232,0	(104,9)
Résultat global incluant les participations ne donnant pas le contrôle	1 912,5	1 104,0
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(6,9)	-
Résultat global attribuable aux actionnaires de la société	1 905,6	1 104,0

(1) Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, ces montants incluent des gains de 70,1 \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 11,1 \$) et des pertes de 36,4 \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 5,8 \$), respectivement. Ces gains et ces pertes découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères.

(2) Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, ces montants sont présentés réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3,8 \$ et 0,2 \$, respectivement.

(3) Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, ces montants sont présentés réduction faite d'impôts sur les bénéfices de 7,6 \$ et 6,5 \$, respectivement.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2))

	Attribuable aux actionnaires de la société						2018 (52 semaines)
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au début de l'exercice	708,7	15,7	6 083,5	(798,3)	6 009,6	-	6 009,6
Acquisition du contrôle de CAPL (note 4)	-	-	-	-	-	370,6	370,6
Résultat global :							
Bénéfice net	-	-	1 673,6	-	1 673,6	6,9	1 680,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	232,0	232,0	-	232,0
Résultat global					1 905,6	6,9	1 912,5
Dividendes déclarés	-	-	(162,4)	-	(162,4)	-	(162,4)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle (note 5)	-	-	-	-	-	(50,5)	(50,5)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 26)	-	3,6	-	-	3,6	-	3,6
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	1,6	(1,6)	-	-	-	-	-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Rachat et annulation d'actions (note 25)	(6,4)	-	(186,7)	-	(193,1)	-	(193,1)
Solde à la fin de l'exercice	704,0	17,7	7 408,0	(566,3)	7 563,4	327,0	7 890,4

	Attribuable aux actionnaires de la société						2017 (53 semaines)
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au début de l'exercice	699,8	14,8	5 019,9	(693,4)	5 041,1	-	5 041,1
Résultat global :							
Bénéfice net	-	-	1 208,9	-	1 208,9	-	1 208,9
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(104,9)	(104,9)	-	(104,9)
Résultat global					1 104,0	-	1 104,0
Dividendes déclarés	-	-	(145,3)	-	(145,3)	-	(145,3)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 26)	-	6,5	-	-	6,5	-	6,5
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	5,6	(5,6)	-	-	-	-	-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	3,3	-	-	-	3,3	-	3,3
Solde à la fin de l'exercice	708,7	15,7	6 083,5	(798,3)	6 009,6	-	6 009,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2))

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	1 680,5	1 208,9
Ajustements afin de concilier le bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation		
Amortissements et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs, et amortissement des frais de financement, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	878,8	654,9
Impôts différés (note 11)	(208,6)	47,2
Crédits reportés	51,3	18,6
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des dividendes reçus (note 7)	(11,5)	(14,4)
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(8,9)	11,8
Gain réalisé sur un placement disponible à la vente reclassé aux résultats (note 4)	(8,8)	-
Autres	(3,0)	(17,8)
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 13)	(206,7)	16,3
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	2 163,1	1 925,5
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(5 380,9)	(1 331,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 169,3)	(994,1)
Produits tirés de la cession d'actifs de CST détenus en vue de la vente (note 4)	895,5	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	132,1	95,0
Produits tirés de la vente d'un placement disponible à la vente (note 4)	91,6	-
Trésorerie soumise à restrictions	(13,5)	(4,4)
Dépôt pour acquisition d'entreprise	-	18,6
Produits tirés de la vente d'une entreprise associée disponible à la vente (note 4)	-	137,1
Investissement dans une entreprise associée disponible à la vente (note 4)	-	(308,1)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(5 444,5)	(2 387,5)
Activités de financement		
Émission de billets de premier rang non garantis, déduction faite des frais de financement (notes 13 et 20)	3 935,9	851,8
Remboursements d'emprunts pris en charge à l'acquisition de CST (notes 4 et 13)	(1 075,9)	-
Augmentation (diminution) nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti (notes 13 et 20)	702,9	(176,6)
Augmentation (diminution) nette de la facilité d'acquisition, déduction faite des frais de financement (notes 13 et 20)	412,1	(3,0)
Remboursement de billets de premier rang non garantis (note 13)	(232,5)	-
Rachat d'actions	(193,1)	-
Dividendes versés en trésorerie	(162,4)	(145,3)
Règlement d'instruments financiers dérivés (note 13)	(81,3)	(5,8)
Diminution nette des autres dettes (notes 13 et 20)	(42,9)	(26,0)
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (notes 13 et 20)	64,5	-
Distributions de CAPL versées aux participations ne donnant pas le contrôle (note 5)	(50,5)	-
Levée d'options d'achat d'actions	0,2	3,3
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement	3 277,0	498,4
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	33,0	1,8
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	28,6	38,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	637,6	599,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	666,2	637,6
Informations supplémentaires :		
Intérêts versés	233,5	102,2
Intérêts et dividendes reçus	36,7	21,3
Impôts sur les bénéfices versés	277,5	360,4
Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Encaisse et dépôts à vue	665,5	592,7
Placements liquides	0,7	44,9
	666,2	637,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2))

	2018	2017 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	666,2	637,6
Trésorerie soumise à restrictions	19,6	6,1
Débiteurs (note 14)	2 006,4	1 494,2
Stocks (note 15)	1 369,0	865,0
Frais payés d'avance	106,5	60,3
Actifs détenus en vue de la vente (note 6)	73,8	-
Autres actifs financiers à court terme (note 21)	1,8	7,6
Impôts sur les bénéfices à recevoir	233,8	102,1
	4 477,1	3 172,9
Immobilisations corporelles (note 16)	11 088,6	7 511,4
Goodwill (note 17)	6 056,7	2 370,2
Immobilisations incorporelles (note 17)	1 034,3	670,1
Autres actifs (note 18)	303,1	313,4
Participation dans des coentreprises et des entreprises associées (note 7)	123,3	107,9
Impôts différés (note 11)	57,5	39,7
	23 140,6	14 185,6
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 19)	3 812,8	2 704,3
Provisions (note 23)	179,4	130,5
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	5,8	-
Autres passifs financiers à court terme (notes 21 et 22)	-	88,6
Impôts sur les bénéfices à payer	147,1	75,3
Portion à court terme de la dette à long terme (note 20)	42,9	253,2
	4 188,0	3 251,9
Dette à long terme (note 20)	8 844,0	3 101,7
Provisions (note 23)	610,4	489,4
Passif au titre des prestations constituées (note 28)	100,0	94,6
Autres passifs financiers à long terme (note 21)	173,5	223,1
Impôts sur les bénéfices à payer	58,9	-
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 24)	347,5	267,2
Impôts différés (note 11)	927,9	748,1
	15 250,2	8 176,0
Capitaux propres		
Capital-actions (note 25)	704,0	708,7
Surplus d'apport	17,7	15,7
Bénéfices non répartis	7 408,0	6 083,5
Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)	(566,3)	(798,3)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	7 563,4	6 009,6
Participations ne donnant pas le contrôle (note 5)	327,0	-
	7 890,4	6 009,6
	23 140,6	14 185,6

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Administrateur

/s/ Alain Bouchard

Alain Bouchard
Administrateur

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 29 avril 2018, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 12 740 magasins d'acmodation en Amérique du Nord, en Irlande, en Scandinavie (Norvège, Suède et Danemark), en Pologne, dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et en Russie, dont 9 718 sont exploités par la société, et génère des revenus principalement de la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de boissons, de produits frais, y compris des produits de la restauration rapide, de services de lave-auto, d'autres produits et services au détail et de carburant pour le transport routier. De plus, par l'entremise de CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), la société fournit du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis.

Également, en vertu des contrats de licence, plus de 2 000 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 14 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Chine, Costa Rica, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Macao, Malaisie, Mexique, Philippines et Vietnam), ce qui porte à plus de 16 000 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2018 » et « 2017 » désignent les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017. L'exercice terminé le 29 avril 2018 comportait 52 semaines (53 semaines en 2017).

Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 9 juillet 2018 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

Chiffres correspondants

Au cours de l'exercice 2018, la société a apporté des ajustements et a finalisé son appréciation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Dansk Fuel A/S. En conséquence, les modifications suivantes ont été apportées au bilan consolidé au 30 avril 2017 : les stocks ont diminué de 0,7 \$, les immobilisations corporelles ont augmenté de 21,3 \$, les immobilisations incorporelles ont augmenté de 0,6 \$, les créateurs et charges à payer ont augmenté de 0,3 \$, la portion à court terme de la dette à long terme a augmenté de 0,8 \$, la dette à long terme a augmenté de 5,9 \$, les provisions ont augmenté de 6,7 \$ et les crédits reportés et autres éléments de passif ont augmenté de 0,7 \$. Conséquemment, le goodwill a diminué de 6,8 \$. Ces changements n'ont entraîné aucun changement à l'état des résultats consolidé pour l'exercice terminé le 30 avril 2017.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Changement de convention comptable

Tableau des flux de trésorerie

La société a appliqué les modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui prévoit des précisions à l'IAS 7 pour améliorer l'information liée aux activités de financement d'une entité. Afin de satisfaire aux nouvelles exigences, un rapprochement des passifs totaux découlant des activités de financement a été ajouté. Voir la note 13 pour les détails concernant l'information supplémentaire publiée aux termes de ces changements.

Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révise périodiquement ses estimations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les contrats de location, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur et les regroupements d'entreprises.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise un passif pour des questions d'audits fiscaux lorsqu'elle estime que des impôts supplémentaires seront dus. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. Voir la note 5 pour les détails concernant le traitement comptable de CAPL.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière, et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au marchandisage et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis et diverses autres monnaies européennes pour les opérations en Europe.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actif et de passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidé ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle ou un changement à la participation dans la société associée ou la coentreprise, respectivement.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions des catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions des catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

Constatation des produits

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise généralement le produit au point de vente pour les activités d'accommodation. Pour les activités de vente en gros, la société comptabilise généralement le produit tiré du carburant pour le transport routier lors de la livraison à ses clients. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines, de boissons, de bière, de vin et de produits frais, y compris des produits de la restauration rapide. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir des centres de distribution de la société, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Les revenus provenant des services comprennent des commissions sur la vente de billets de loterie et l'émission de mandats-poste, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appel et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques, les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus ainsi que les revenus tirés des lave-autos. Ces produits sont constatés au moment de la transaction. Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, ainsi que les commissions des agents, et les royalties des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Les autres revenus comprennent les ventes d'énergie stationnaire, de carburant pour le secteur maritime et de carburant pour l'aviation, qui sont généralement reconnus à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Coût des ventes et rabais fournisseurs

Le coût des ventes comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente.

La société constate les montants reçus en vertu d'ententes avec des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présements en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes aux états des résultats et aux bilans consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés dans les crédits reportés.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation nets, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les commissions aux exploitants et aux agents et les frais généraux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions comprend des dépôts en fidéicommis pour des acquisitions à venir.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Immobilisations corporelles, amortissements et perte de valeur

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-financement	Moindre de la durée du bail et de la durée d'utilité

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Les composantes de bâtisse comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les améliorations locatives et les immobilisations corporelles sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchise, de relations clients, de contrats d'approvisionnement en carburant, de logiciels, de contrats de location favorables et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont des durées de vie indéterminées puisqu'elles ne font pas l'objet d'expiration sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise et les marques de commerce qui ont des durées de vie déterminées sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les contrats de location favorables représentent des contrats de location dont les termes sont favorables en comparaison aux termes disponibles sur le marché et ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les relations clients, les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 à 15 ans.

Frais reportés

Les frais reportés sont principalement composés des frais encourus dans le cadre de l'étude et de la signature des crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis de la société et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat correspondant. Les frais reportés comprennent aussi les frais encourus dans le cadre de l'étude et de la conclusion de contrats de location simple qui sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Contrats de location

Déterminer si un accord contient un contrat de location

Au commencement de l'accord, la société évalue si un accord est ou contient un contrat de location en déterminant si :

- l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiés; et
- l'accord confère le droit d'utiliser l'actif ou les actifs.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des accords de location implicites et, par conséquent, comptabilise une partie de ces accords comme des contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'utiliser un actif spécifique pour une période de temps. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas d'actifs spécifiques uniques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un actif spécifique ne sont pas considérés comme des contrats de location à des fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, la détermination de la nature d'un contrat de location n'est pas évidente et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété à la société. Le jugement est nécessaire sur différents aspects qui comprennent, mais ne sont pas limités à, la juste valeur de l'actif loué, la durée de vie économique de l'actif loué, le fait d'inclure ou non des options de renouvellement dans la durée du bail ainsi que la détermination d'un taux d'actualisation approprié pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux. Les activités de la société impliquent un nombre considérable de contrats de location, dont la plupart sont jugés comme étant des contrats de location simple. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés dans les immobilisations corporelles aux bilans consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile de l'actif.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont constatés dans les résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif; ou
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

Contrats de location pour lesquels la société est le bailleur

Les contrats de location pour lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif à une tierce partie sont classés en tant que contrats de location-financement. La société comptabilise les paiements de loyer à recevoir dans les bilans consolidés et les présente comme des débiteurs. Les loyers reçus au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre les revenus financiers et la réduction de la créance.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété à une tierce partie sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate le revenu locatif selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise la différence entre le revenu locatif et le montant reçu selon le contrat comme loyer à recevoir.

Frais de financement

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport, compte tenu du nombre d'octrois qui devraient ultimement être acquis. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives (les « AF ») et le passif y afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de catégorie B et tout ajustement des extinctions prévues.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
 - La date de modification ou de réduction du régime;
 - La date à laquelle la société comptabilise les frais de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation concernée.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales aura une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience avec les entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- l'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- les principaux sites affectés;
- les détails relatifs aux salariés affectés;
- l'échéancier de la restructuration; et
- les charges qui devront être engagées.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements	Placements disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés	Actifs financiers ou passifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures d'investissement net	Instruments de couverture efficaces	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures de la juste valeur	Instruments de couverture efficaces	Juste valeur	Bénéfice net
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs financiers	Coût après amortissement	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers	Coût après amortissement	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

Couverture et instruments financiers dérivés

Swap sur rendement total intégré

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des AF et des unités d'actions différées (« UAD ») octroyées par la société, cette dernière utilise un contrat d'investissement qui inclut un swap sur rendement total intégré. Le swap sur rendement total intégré est comptabilisé à la juste valeur dans les autres actifs aux bilans consolidés.

La société a documenté et désigné le swap sur rendement total intégré comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF et des UAD octroyées. La société a déterminé que le swap sur rendement total intégré représente une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du swap sur rendement total intégré. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont subseqüemment reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Swaps sur carburant

La société a recours à des swaps sur carburant pour gérer le risque lié aux prix du carburant pour le transport routier. La variation de la juste valeur de ces swaps est comptabilisée à titre de frais financiers dans les états des résultats consolidés.

De plus, la société emploie de temps à autre des swaps sur carburant pour gérer le risque de prix associé à une transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente d'un important volume de carburant. La société documente et désigne les swaps sur carburant comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente de carburant. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les swaps sur carburant, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont ensuite reclassés dans les coûts des ventes sur la même période que la réalisation de la transaction couverte.

Dette à long terme libellée en devises étrangères désignée

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en euros et en couronnes danoises. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, et dans ses opérations en euros et en couronnes danoises.

Swaps de taux d'intérêt multidevises

La société désigne des swaps multidevises à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme

Occasionnellement, la société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

Swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable

La société utilise des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour gérer le risque de taux d'intérêt associé aux dettes à taux d'intérêt fixe. La société a désigné ces swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable à titre d'instruments de couverture de la juste valeur de la dette à taux d'intérêt fixe émise (« l'élément couvert »). Ainsi, l'élément couvert est réévalué afin de refléter les changements de la juste valeur découlant des changements du risque couvert, et ces réévaluations sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers. Ceci est contrebalancé par les gains et les pertes découlant de la réévaluation de la valeur du swap, qui sont également comptabilisés dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers.

Accords de fixation de taux d'intérêt

La société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés à la dette émise ultimement. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les accords de fixation de taux d'intérêt, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront reclassés dans la charge d'intérêts sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Nouvelles normes comptables publiées récemment mais non encore appliquées

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a complété IFRS 9, *Instruments financiers*. Ce projet en trois volets vise à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, avec une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur. La norme comprend des exigences pour la comptabilisation et l'évaluation, la perte de valeur et la comptabilité de couverture générale. Le 30 avril 2018, la société appliquera IFRS 9 de manière rétrospective sans redresser l'information comparative, exception faite de la composante de couverture, qui sera appliquée prospectivement.

La première exigence, qui concerne la comptabilisation et l'évaluation, requiert un nouveau classement des actifs et passifs financiers selon IFRS 9, qui conserve en grande partie les exigences d'IAS 39. Par conséquent, il n'y aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société. La deuxième exigence, qui a trait à la perte de valeur, remplace le modèle reposant sur les « pertes encourues » d'IAS 39 par un modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues ». Le nouveau modèle de perte de valeur s'appliquera aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Cette exigence n'aura aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la société. La troisième exigence, qui concerne la comptabilité de couverture, oblige la société à veiller à ce que les relations de comptabilité de couverture soient conformes à ses objectifs et à ses stratégies en matière de

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

gestion du risque et à appliquer une approche plus qualitative et prospective dans l'évaluation de l'efficacité de sa couverture. La société continue d'évaluer l'incidence de cette exigence sur ses conventions de comptabilité de couverture.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. Le 30 avril 2018, la société appliquera IFRS 15 en utilisant « l'approche rétrospective modifiée ».

Au cours de l'exercice 2018, la société a analysé l'incidence de cette adoption sur son chiffre d'affaires actuel en comparant la convention comptable actuelle aux nouvelles directives et a relevé les différences découlant de l'application des nouvelles exigences à l'égard de ses contrats. Aux termes de la convention comptable actuelle, la société constate des frais de franchise initiaux lorsqu'elle remplit toutes ses obligations et assure l'ensemble des services d'importance, soit généralement à l'ouverture du magasin franchisé. Conformément aux nouvelles directives, la société reportera les frais initiaux et constatera les résultats sur la durée estimée du contrat de franchise en question. Par conséquent, la société prévoit un ajustement sur les revenus tirés des frais de franchise initiaux d'environ 4,0 \$ (réduction faite d'impôts sur les bénéfices d'environ 2,0 \$), ce qui entraînera un ajustement rétroactif des bénéfices non répartis.

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le 30 avril 2018, la société appliquera les modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, qui précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications seront appliquées de façon prospective et n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17, *Contrats de location*. La nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts de la société à compter du 29 avril 2019, et son adoption anticipée est permise. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive au bilan, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités.

Puisque la société est assujettie à d'importantes obligations contractuelles comptabilisées comme des contrats de location simple conformément à IAS 17, la société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant la présentation des charges associées aux contrats de location, et, dans une moindre mesure, le moment de la comptabilisation.

Le tableau suivant présente les principaux éléments qui seront touchés par l'adoption d'IFRS 16 :

Aspects de la société touchés	Analyse	Incidence
Présentation de l'information financière	L'analyse vise à déterminer les contrats qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme ainsi que les options offertes par celle-ci, telles que l'adoption anticipée, les deux exemptions de comptabilisation et d'évaluation et la nécessité de l'appliquer de manière rétrospective intégrale aux termes d'IAS 8 ou la possibilité d'appliquer une « approche rétrospective modifiée ».	La société analyse actuellement l'incidence complète de l'adoption d'IFRS 16 sur ses bilans consolidés et ses états des résultats consolidés et du résultat global consolidés. Au 29 avril 2018, la société prévoit adopter IFRS 16 pour l'exercice se terminant le 26 avril 2020 en utilisant « l'approche rétrospective modifiée » et employer les exemptions pour les contrats de location à court terme et les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur.
Systèmes informatiques	La société analyse présentement la nécessité d'apporter des changements à ses systèmes informatiques afin d'optimiser la gestion de plus de 9 000 contrats de location qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme.	La société a évalué différentes solutions informatiques aux fins de la comptabilisation et de l'évaluation éventuelles des contrats de location qui entrent dans le champ d'application. Une solution informatique a été choisie au cours de l'exercice terminé le 29 avril 2018 et est en cours de mise en œuvre.
Contrôles internes	La société réalisera une analyse des changements à apporter à l'environnement de contrôle par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La société évalue présentement l'incidence d'IFRS 16 sur son environnement de contrôle.
Parties prenantes	La société réalisera une analyse de l'incidence sur la communication de l'information à ses parties prenantes par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La société a commencé à discuter de l'incidence d'IFRS 16 à ses parties prenantes internes et externes.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a fait les acquisitions d'entreprises suivantes :

2018

Acquisition de CST Brands, Inc.

Le 28 juin 2017, la société a conclu l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de CST Brands, Inc. (« CST ») dans le cadre d'une transaction en espèces évaluée à 48,53 \$ par action, représentant une valeur d'entreprise totale approximative de 4,4 milliards \$, incluant la dette nette prise en charge. CST est basée à San Antonio, au Texas, et, avant la clôture de l'acquisition, employait plus de 14 000 personnes dans plus de 2 000 emplacements dans le sud-ouest des États-Unis, dont une présence importante au Texas, dans le sud-est des États-Unis, dans l'État de New York et dans l'est du Canada.

Par l'entremise de l'acquisition de CST, la société a aussi acquis le commandité de CAPL, possède 100 % des droits de distribution incitatifs de CAPL et, au 29 avril 2018, détenait 21,4 % de son capital (20,5 % au 28 juin 2017). CAPL fournit du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis (voir la note 5 pour plus de détails).

Le même jour, la société a vendu à Parkland Fuel Corporation une large portion des actifs canadiens de CST pour un montant d'environ 986,0 \$ CA (752,5 \$). Les actifs cédés se composaient principalement du réseau de détaillants indépendants et d'agents à commission de CST, de ses activités de vente de mazout, de 159 sites corporatifs ainsi que de son siège social montréalais. Conséquemment, la société a conservé 157 sites corporatifs de CST au Canada. De plus, le 6 septembre 2017, conformément aux exigences de la Federal Trade Commission des États-Unis, la société a vendu 70 sites corporatifs de CST U.S. à Empire Petroleum Partners, LLC pour une contrepartie totale de 143,0 \$. Aucun gain ou perte n'a été comptabilisé à l'égard de ces transactions de ventes. Les actifs cédés et les passifs associés sont présentés comme détenus en vue de la vente dans la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et ils sont comptabilisés à leur juste valeur respective diminuée des frais de vente.

Pour l'exercice terminé le 29 avril 2018, des frais d'acquisition de 5,8 \$ ont été comptabilisés au poste frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Le tableau qui suit présente les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de CST :

	Appréciation finale \$
Actif	
Actif à court terme	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	215,8
Débiteurs ^(a)	120,8
Stocks	180,3
Frais payés d'avance	13,1
Actifs détenus en vue de la vente	<u>1 111,3</u>
	1 641,3
Immobilisations corporelles	2 445,5
Immobilisations incorporelles identifiables	345,7
Autres actifs	30,2
	<u>4 462,7</u>
Passif	
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	402,9
Provisions	8,6
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	215,8
Impôts sur les bénéfices à payer	20,5
Portion à court terme de la dette à long terme	76,4
	724,2
Dette à long terme	1 483,4
Provisions	80,5
Crédits reportés et autres éléments de passif	100,6
Impôts différés	358,6
	<u>2 747,3</u>
Actif net identifiable	1 715,4
Participations ne donnant pas le contrôle	(370,6)
Goodwill	2 340,4
Contrepartie totale payée en trésorerie	3 685,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	215,8
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	<u>3 469,4</u>

(a) La juste valeur des débiteurs acquis représente le montant contractuel brut à recevoir de 121,2 \$, déduction faite d'un montant non recouvrable estimé à 0,4 \$.

Aucun goodwill n'était déductible aux fins fiscales au regard de cette transaction.

Le 28 juin 2017, la société a remboursé la totalité des emprunts de CST en vertu de ses facilités de crédit renouvelables pour un montant de 498,8 \$. De plus, le 28 juillet 2017, la société a remboursé la totalité des billets de premier rang en circulation de CST pour un montant de 577,1 \$ au moyen de sa facilité d'acquisition.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Avant l'acquisition de CST, la société détenait un placement disponible à la vente dans CST et les gains et pertes qui en découlaient ont été reconnus au cumul des autres éléments du résultat global. Le 28 juin 2017, la société a cédé ce placement pour un produit de disposition total de 91,6 \$. En conséquence, un gain de 8,8 \$ a été réalisé et transféré du poste Cumul des autres éléments du résultat global aux résultats.

La société a effectué l'acquisition de CST avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite, et elle a financé l'acquisition de CST à même ses liquidités disponibles, ses facilités de crédit existantes et sa nouvelle facilité d'acquisition (note 20). Cette acquisition a généré un goodwill du principalement à une présence importante dans le sud-ouest des États-Unis. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société relatifs à cette acquisition ont été respectivement de 7 776,7 \$ et de 77,9 \$.

Acquisition de Holiday Stationstores, LLC

Le 22 décembre 2017, la société a acquis la totalité de la participation de Holiday Stationstores, LLC et de certaines sociétés affiliées (« Holiday ») pour une contrepartie en espèces totale d'environ 1,6 milliard \$. La juste valeur de la contrepartie éventuelle, qui est fondée sur des résultats spécifiques atteints sur une période de trois ans, a été estimée à 25,0 \$, selon la meilleure évaluation de la société à la date d'acquisition. Holiday est un important joueur dans l'industrie de l'accommodation et du carburant dans la région du Midwest américain. À la clôture de la transaction, son réseau comptait 516 magasins, dont 373 étaient exploités par Holiday et 143 étaient exploités par des franchisés, en plus de 27 contrats d'approvisionnement. Holiday exploite également un solide réseau de lave-autos avec 234 sites à la date de clôture, 2 installations de préparation alimentaire et un terminal de carburant situé à Newport, au Minnesota. Les magasins sont situés au Minnesota, au Wisconsin, dans l'État de Washington, en Idaho, au Montana, au Wyoming, au Dakota du Nord, au Dakota du Sud, au Michigan et en Alaska.

La société n'a pas encore terminé son évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill. Par conséquent, une partie des ajustements de juste valeur liés à cette acquisition, principalement relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles, sont inclus dans le goodwill dans l'appreciation préliminaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. Concernant les immobilisations incorporelles, le travail préliminaire de la société a identifié les éléments suivants qui n'ont pas encore été évalués dans cette appréciation préliminaire de la juste valeur : marques de commerce, logiciels et contrats d'approvisionnement en carburant. La société n'a également pas encore terminé l'évaluation de la juste valeur des baux favorables et défavorables et des contrats de franchise. L'appreciation préliminaire pourrait donc faire l'objet d'ajustements aux justes valeurs des actifs, des passifs et du goodwill jusqu'à ce que le processus soit terminé. Pour l'exercice terminé le 29 avril 2018, des frais d'acquisition de 4,1 \$ ont été comptabilisés au poste frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Holiday basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible en date de publication des présents états financiers consolidés annuels :

	Appréciation initiale \$
Actifs corporels acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13,6
Débiteurs ^(a)	64,3
Stocks	69,5
Frais payés d'avance	4,2
Immobilisations corporelles	459,2
Autres actifs	15,4
Participation dans des coentreprises et des entreprises associées	2,9
Actifs corporels totaux	629,1
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	194,9
Provisions	28,5
Dette à long terme	3,2
Crédits reportés et autres éléments de passif	1,0
Passifs totaux	227,6
Actifs corporels nets acquis	401,5
Immobilisations incorporelles	60,8
Goodwill	1 195,9
Contrepartie totale	1 658,2
Contrepartie à recevoir	(4,4)
Contrepartie conditionnelle payable	25,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	13,6
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	1 624,0

(a) La juste valeur des débiteurs acquis représente le montant contractuel brut à recevoir de 65,3 \$, déduction faite d'un montant non recouvrable estimé à 1,0 \$.

La société estime que tout le goodwill relatif à cette transaction sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué l'acquisition de Holiday avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite, et elle a financé l'acquisition à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société relatifs à cette acquisition ont été respectivement de 1 224,8 \$ et de 28,0 \$.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Sur une base pro forma, en prenant l'hypothèse que la société avait conclu l'acquisition de CST et celle de Holiday au début de son exercice, les revenus et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société auraient été respectivement de 55 436,7 \$ et de 1 730,5 \$.

Autres acquisitions

- Le 30 mai 2017, la société a acquis 53 sites corporatifs situés en Louisiane, aux États-Unis, auprès d'American General Investments, LLC et de North American Financial Group, LLC. Les magasins sont présentement exploités sous la bannière *Cracker Barrel*. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 47 sites et assume les baux pour les 6 autres sites. À la même date, la société a fermé sept sites parmi ceux-ci.
- Le 7 juillet 2017, la société a acquis, auprès d'Empire Petroleum Partners, LLC, 53 contrats d'approvisionnement en carburant avec des exploitants indépendants situés dans la région métropolitaine d'Atlanta en Géorgie. Dans le cadre de cette transaction, la société a également acquis les biens immobiliers pour deux sites.
- Le 28 novembre 2017, la société a procédé à l'acquisition de certains actifs de Jet Pep, Inc., y compris un terminal de carburant, l'équipement de camionnage connexe ainsi que 18 magasins corporatifs situés en Alabama. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 17 sites et assume le bail pour le site restant.

De plus, dans le cadre d'une transaction distincte, CAPL a acheté d'autres actifs de Jet Pep, Inc., soit 101 sites exploités à commission, y compris 92 sites détenus, 5 sites loués et 4 comptes indépendants à commission.

- Au cours de l'exercice 2018, la société a également fait l'acquisition de 11 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour huit sites, loue le terrain et est propriétaire de la bâtisse pour deux sites et loue le terrain et la bâtisse pour le site restant.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 289,7 \$ financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes. Puisque la société n'a pas encore terminé son évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill pour toutes les transactions, l'appréciation préliminaire pourrait faire l'objet d'ajustements aux justes valeurs des actifs, des passifs et du goodwill jusqu'à ce que le processus soit terminé. Pour l'exercice terminé le 29 avril 2018, des frais d'acquisition de 1,9 \$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge des autres acquisitions basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible en date de publication des présents états financiers consolidés annuels :

	\$
Actifs corporels acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,2
Débiteurs	0,8
Stocks	25,6
Frais payés d'avance	0,2
Impôts sur les bénéfices à recevoir	0,3
Immobilisations corporelles	185,7
Autres actifs	0,3
Actifs détenus en vue de la vente	2,0
Actifs corporels totaux	<u>217,1</u>
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	6,8
Provisions	4,8
Dette à long terme	0,8
Crédits reportés et autres éléments de passif	3,9
Impôts différés	7,7
Passifs totaux	<u>24,0</u>
Actifs corporels nets acquis	<u>193,1</u>
Immobilisations incorporelles	30,1
Goodwill	69,3
Goodwill négatif	(2,8)
Contrepartie totale payée en trésorerie	289,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	2,2
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	<u>287,5</u>

La société estime que presque tout le goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Ces acquisitions ont généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique de certains magasins acquis.

Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 530,9 \$ et de 6,8 \$. Étant donné la taille et la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

2017

Acquisition de certains actifs canadiens d'Imperial Oil Limited

La société a acquis 278 sites auprès d'Imperial Oil Limited (« Imperial Oil »), dont 228 sont situés en Ontario, principalement dans la région métropolitaine de Toronto, et 50 sont situés dans la région métropolitaine de Montréal. L'accord comprenait également 13 lots vacants, 1 site opéré par un exploitant indépendant ainsi qu'une entente d'approvisionnement à long terme en carburant de marque Esso. L'intégration des sites a débuté le 12 septembre 2016 et s'est achevée le 27 octobre 2016. Sur les 278 sites, la société loue le terrain et la bâtisse pour 1 site, loue le terrain et possède la bâtisse pour 40 sites et possède ces deux actifs pour les 237 autres sites. À la clôture de la transaction, tous les sites fonctionnaient selon un modèle d'agent à commission, en vertu duquel un tiers exploite le site alors que la société exerce les activités liées au carburant pour le transport routier.

Cette transaction a été effectuée pour une contrepartie totale d'environ 1,3 milliard \$ et a été financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes de la société.

Pour l'exercice terminé le 30 avril 2017, des frais d'acquisition de 12,2 \$ ont été comptabilisés au poste frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Le tableau qui suit présente les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour cette acquisition :

	Appréciation finale
	\$
Actif	
Actif à court terme	
Stocks	13,8
	13,8
Immobilisations corporelles	742,9
Immobilisations incorporelles identifiables	6,6
Autres actifs	4,1
	<u>767,4</u>
Passif	
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	1,2
Provisions	19,5
	20,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	7,7
Impôts différés	18,9
	<u>47,3</u>
Actif net identifiable	<u>720,1</u>
Goodwill	565,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	<u>1 285,7</u>

Tout le goodwill relatif à cette transaction était déductible aux fins fiscales.

La société a effectué cette acquisition avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Cette acquisition a généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis.

Autres acquisitions

- Le 1^{er} mai 2016, la société a complété l'acquisition de toutes les actions de Dansk Fuel A/S (« Dansk Fuel ») auprès d'A/S Dansk Shell, incluant un réseau de 315 stations-service, des activités de vente de carburant commercial et de vente de carburant pour l'aviation, tous situés au Danemark, pour une contrepartie totale de 308,1 \$. Voir la note 2 pour plus de détails sur les ajustements apportés aux comptes du bilan consolidés au 30 avril 2017.

En vertu des exigences de la Commission européenne, la société a :

- été autorisée à conserver 127 sites de Dansk Fuel, dont 86 à titre de propriétaires et 41 étant loués à de tierces parties;
- dû céder les activités restantes de Dansk Fuel, en plus de 24 de ses sites actuels au Danemark; et
- continué d'opérer de façon distincte de Dansk Fuel jusqu'au transfert des sites conservés à sa filiale danoise.

Puisque la société ne contrôlait pas les opérations de Dansk Fuel, ses actions ont été comptabilisées comme un investissement dans une société associée selon la méthode de la mise en équivalence.

Entre le 20 juin 2016 et le 11 septembre 2016, la société a obtenu progressivement le contrôle des opérations des sites conservés lorsqu'ils étaient transférés de Dansk Fuel à sa filiale au Danemark et depuis, les actifs et résultats relatifs à ces sites sont inclus à son bilan consolidé et à ses résultats consolidés. Parmi les 127 sites conservés, 72 sont des stations-service avec magasins d'accommodation, 49 sont des stations-service automatisées et 6 sont des haltes routières pour les camionneurs, tous étant des opérateurs indépendants à la date du transfert. Tous les sites ont été convertis en sites corporatifs au cours de l'exercice 2017.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le 31 octobre 2016, comme toutes les exigences de la Commission européenne avaient été respectées, la société a vendu toutes ses actions de Dansk Fuel à DCC Holding A/S, une filiale de DCC plc, pour une contrepartie totale en espèces de 71,5 \$. Préalablement à cette transaction de vente, une réduction de capital d'un montant de 65,6 \$ a été reçue de Dansk Fuel.

La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

- Le 15 novembre 2016, la société a complété l'acquisition de 23 sites corporatifs, situés en Estonie, auprès de Sevenoil Est OÜ et ses affiliés, incluant 11 stations-service avec magasins d'accommodation et 12 stations-service automatisées sans employés. La société loue le terrain et est propriétaire de la bâtie pour trois sites et est propriétaire de ces actifs pour les autres sites. La société a financé cette transaction à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.
- Au cours de l'exercice 2017, la société a également fait l'acquisition de 13 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtie pour ces sites. La société a financé ces transactions à même ses liquidités disponibles et ses facilités de crédit existantes.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 223,5 \$. Pour l'exercice terminé le 30 avril 2017, des frais d'acquisition de 8,8 \$ ont été comptabilisés au poste des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Le tableau qui suit présente les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour les autres acquisitions :

	Appréciation initiale \$	Ajustements \$	Appréciation finale \$
Actifs corporels acquis			
Stocks	12,8	(0,7)	12,1
Immobilisations corporelles	130,0	21,7	151,7
Autres actifs	3,9	-	3,9
<u>Actifs corporels totaux</u>	<u>146,7</u>	<u>21,0</u>	<u>167,7</u>
Passifs pris en charge			
Créditeurs et charges à payer	2,4	0,3	2,7
Provisions	4,3	6,7	11,0
Dette à long terme	-	6,8	6,8
Crédits reportés et autres éléments de passif	7,2	0,7	7,9
<u>Passifs totaux</u>	<u>13,9</u>	<u>14,5</u>	<u>28,4</u>
Actifs corporels nets acquis	132,8	6,5	139,3
Immobilisations incorporelles	-	0,6	0,6
Goodwill	90,7	(7,1)	83,6
Contrepartie totale	223,5	-	223,5
Contrepartie présumée pour le transfert de 127 sites de Dansk Fuel	177,6	-	177,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	45,9	-	45,9

Tout le goodwill relatif à ces transactions était déductible aux fins fiscales.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché, de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Ces acquisitions ont généré un goodwill du principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis.

5. CROSSAMERICA PARTNERS LP

Au 29 avril 2018, la société détient 100 % des titres de participation de l'unique membre du commandité, 100 % de ses droits de distribution incitatifs et 21,4 % des parts ordinaires en circulation de CAPL. À la suite de l'évaluation par la société de sa relation avec CAPL, la société a conclu qu'elle contrôle les opérations et les activités de la société en commandité même si elle ne détient pas la majorité des parts en circulation de CAPL. Par conséquent, la société consolide pleinement CAPL dans ses états financiers consolidés.

Les périodes comptables de CAPL ne coïncident pas avec celles de la société. Les états des résultats consolidés, du résultat global consolidés, de la variation des capitaux propres consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé le 29 avril 2018 comprennent ceux de CAPL pour la période du 28 juin 2017 au 31 mars 2018, ajustés pour tenir compte des transactions importantes, le cas échéant. Le bilan consolidé au 29 avril 2018 comprend le bilan de CAPL au 31 mars 2018, ajusté en fonction des appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et des transactions importantes, le cas échéant.

Toutes les transactions entre la société et CAPL sont éliminées des états financiers consolidés de la société. Ces transactions comprennent l'achat et la vente de carburant entre la société et CAPL, la charge de loyer facturée à la société par CAPL, les bénéfices découlant de la participation de CAPL au capital-actions de CST Fuel Supply, une filiale de la société, la quote-part de la société dans les distributions de parts ordinaires de CAPL et la quote-part de la société des revenus des droits de distribution incitatifs de CAPL. De plus, la société fournit à CAPL des services de gestion et des services de support corporatif et facture à CAPL des frais de gestion conformément aux modalités de l'« Amended and Restated Omnibus Agreement », en plus d'une allocation de certains éléments de rémunération incitative. Environ 78,3 % des résultats d'exploitation de CAPL sont attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice terminé le 29 avril 2018. Par conséquent, les actionnaires de la société n'ont pas les droits sur une partie importante des résultats d'exploitation de CAPL. Le bénéfice attribuable aux autres détenteurs de parts de CAPL est présenté à titre de participation ne donnant pas le contrôle.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

CAPL est une société en commandite du Delaware cotée en bourse et ses parts ordinaires sont inscrites à la Bourse de New York sous le symbole « CAPL ». Par conséquent, CAPL doit déposer ses rapports auprès de la « Securities and Exchange Commission » (« SEC ») des États-Unis, où l'on peut trouver des renseignements supplémentaires sur ses résultats d'exploitation préparés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, lesquels devraient être lus conjointement avec le tableau ci-dessous, qui résume les résultats d'exploitation et certaines données opérationnelles depuis la date d'acquisition et qui est compris dans les présents états financiers consolidés, qui ont été établis selon les IFRS :

État des résultats pour la période du 28 juin 2017 au 31 mars 2018 ajustés pour tenir compte des transactions importantes, le cas échéant

	\$
Chiffre d'affaires	1 671,8
Marge brute	135,8
Frais d'exploitation totaux (excluant l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs)	75,1
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et des autres actifs	61,1
Frais financiers nets	19,4
Perte avant impôts sur les bénéfices	(19,8)
Recouvrement de l'impôt sur les bénéfices	(28,6)
Bénéfice net	<u><u>8,8</u></u>

État des flux de trésorerie pour la période du 28 juin 2017 au 31 mars 2018 ajustés pour tenir compte des transactions importantes, le cas échéant

	\$
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	30,4
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement, y compris 75,6 \$ pour des acquisitions d'entreprises	(52,8)
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de financement, y compris 50,5 \$ pour des distributions à la société	13,5

Bilan au 29 avril 2018

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,7
Actif à court terme (excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie)	68,0
Actif à long terme	1 224,9
Passif à court terme	64,9
Passif à long terme	665,2

6. CESSION D'ACTIVITÉS

Le 27 novembre 2017, la société a conclu une entente pour la vente de 100 % de ses actions de Statoil Fuel & Retail Marine AS à St1 Norge AS. La transaction est assujettie aux approbations réglementaires et aux conditions de clôture usuelles et devrait se clôturer au cours de l'année civile 2018.

Par conséquent, au 29 avril 2018, les critères de sa classification à titre d'actifs détenus en vue de la vente avaient été atteints. La contribution des activités de vente de carburant pour le secteur maritime de la société à chacun des postes de son bilan consolidé a été regroupée aux postes « Actifs détenus en vue de la vente » et « Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente » et correspond au montant le moins élevé entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

7. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	2018	2017
	\$	\$
Participation dans des coentreprises	121,9	106,4
Participation dans des entreprises associées	1,4	1,5
	<u><u>123,3</u></u>	<u><u>107,9</u></u>

Le placement de la société dans ses coentreprises et entreprises associées, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global de ses coentreprises et entreprises associées :

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
	\$	\$
Bénéfice net et résultat global des coentreprises	31,9	32,6
Bénéfice (perte) net(te) et résultat global des entreprises associées	0,1	(2,2)
	<u><u>32,0</u></u>	<u><u>30,4</u></u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

8. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Coût des ventes	\$ 43 282,9	\$ 31 422,7
Frais de vente	5 156,1	4 052,7
Frais d'administration	805,4	623,5
Autres frais d'exploitation	108,9	107,9
Frais d'exploitation totaux	<u>6 070,4</u>	<u>4 784,1</u>

Les dépenses présentées ci-dessus comprennent des frais de location de 412,8 \$ (385,5 \$ en 2017), déduction faite des revenus de sous-location de 25,8 \$ (23,1 \$ en 2017).

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Dépenses au titre des avantages du personnel		
Salaires	1 991,7	1 544,3
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	260,6	190,5
Avantages sociaux futurs (note 28)	107,7	98,4
Primes de départ	4,9	6,5
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 26)	8,5	10,6
Gain de compression sur l'obligation au titre de régimes de retraite à prestations définies (note 28)	(0,6)	(3,9)
	<u>2 372,8</u>	<u>1 846,4</u>

9. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Salaires et autres avantages à court terme	\$ 12,7	\$ 9,3
Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions	7,0	8,7
Avantages sociaux futurs (note 28)	2,8	2,4
	<u>22,5</u>	<u>20,4</u>

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et de la haute direction.

10. FRAIS FINANCIERS NETS

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Frais financiers		
Dépenses d'intérêts		
Intérêts sur la dette à long terme	214,9	85,1
Intérêts sur les obligations découlant des contrats de location-financement	28,2	23,6
Intérêts sur les découverts et les emprunts bancaires	19,1	1,5
Charge de désactualisation des provisions (note 23)	17,1	14,5
Intérêts nets sur les régimes à prestations définies (note 28)	2,4	1,5
Perte liée aux instruments dérivés désignés à titre de couverture de la juste valeur	1,7	-
Autres charges financières	12,4	6,6
	<u>295,8</u>	<u>132,8</u>
Revenus financiers		
Intérêts sur les dépôts bancaires	(5,0)	(3,3)
Autres revenus financiers	(3,9)	(3,1)
	<u>(8,9)</u>	<u>(6,4)</u>
Perte de change	48,4	9,6
Frais financiers nets	<u>335,3</u>	<u>136,0</u>

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Impôts sur les bénéfices exigibles	\$ 265,9	\$ 336,0
(Recouvrement) charge d'impôts différés	(208,9)	47,2
	<u>57,3</u>	<u>383,2</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2018	2017
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	26,77	26,83
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	0,31	(1,55)
Incidence des variations des taux d'imposition	(22,73)	0,02
Autres écarts permanents	(1,05)	(1,23)
Taux d'imposition effectif	<u>3,30</u>	<u>24,07</u>

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Le 22 décembre 2017, les États-Unis ont adopté la loi intitulée « U.S. Tax Cuts and Jobs Act », mieux connue comme la réforme fiscale des États-Unis, qui a fait réduire le taux d'imposition fédéral à 21,0 % par rapport au taux précédent de 35,0 % à compter du 1^{er} janvier 2018.

La société a comptabilisé une réduction d'impôts nette de 288,3 \$ pour l'exercice terminé le 29 avril 2018, découlant principalement de la réévaluation des soldes d'impôts différés de la société résultant du nouveau taux d'imposition statutaire fédéral américain, en partie compensée par la « Deemed Repatriation Transition Tax » (« impôt de transition »). Cette réduction est fondée sur l'analyse initiale de la société du « U.S. Tax Cuts and Jobs Act ».

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

	Solde au 30 avril 2017	Comptabilisé en résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises (note 4)	Solde au 29 avril 2018
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	21,1	(19,9)	-	-	1,2
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	16,5	(18,5)	-	-	(2,0)
Immobilisations incorporelles	-	25,0	-	-	25,0
Goodwill	(4,0)	4,0	-	-	-
Frais reportés	3,7	14,9	0,3	-	18,9
Attributs fiscaux	-	1,4	2,0	-	3,4
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1,8	(0,6)	-	-	1,2
Crédits reportés	(7,3)	2,7	-	-	(4,6)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	-	0,2	(0,2)	-	-
Perte (gain) de change non réalisé(e)	1,8	14,6	(2,0)	-	14,4
Autres	6,1	(22,9)	16,8	-	-
	39,7	0,9	16,9	-	57,5
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans les 12 mois					0,3
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans plus de 12 mois					57,2
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	742,1	(166,4)	8,4	258,3	842,4
Goodwill	94,2	79,8	-	0,4	174,4
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(130,2)	109,7	(0,1)	6,4	(14,2)
Immobilisations incorporelles	81,7	(39,0)	2,5	9,2	54,4
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(63,5)	15,8	(0,3)	(10,2)	(58,2)
Attributs fiscaux	(34,0)	(13,6)	5,7	(9,1)	(51,0)
Frais reportés	(2,7)	(125,4)	0,1	71,7	(56,3)
Crédits reportés	(17,7)	(12,4)	0,1	(16,8)	(46,8)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	69,0	(69,0)	-	-	-
Investissement	-	(20,9)	(1,4)	60,3	38,0
Perte de change non réalisée	15,8	18,4	3,0	-	37,2
Autres	(6,6)	15,3	3,2	(3,9)	8,0
	748,1	(207,7)	21,2	366,3	927,9
Passifs d'impôts différés à recouvrer dans les 12 mois					(52,6)
Passifs d'impôts différés à recouvrer dans plus de 12 mois					980,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

	2017				
	Solde au 24 avril 2016	Comptabilisé en résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Transfert des impôts à payer	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises (note 4)
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	17,2	3,9	-	-	-
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	18,2	(1,2)	(0,5)	-	-
Goodwill	(6,7)	2,7	-	-	-
Frais reportés	9,9	(5,0)	(1,2)	-	-
Attributs fiscaux	13,7	(13,7)	-	-	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	4,2	(2,4)	-	-	-
Crédits reportés	(2,8)	(5,0)	0,5	-	-
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	-	1,2	(1,2)	-	-
(Gain) perte de change non réalisé(e)	(11,3)	15,5	(2,4)	-	-
Autres	3,9	3,6	(1,4)	-	-
	46,3	(0,4)	(6,2)	-	39,7
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans les 12 mois					2,0
Actifs d'impôts différés à recouvrer dans plus de 12 mois					37,7
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	672,9	58,7	(13,2)	-	23,7
Goodwill	76,8	17,2	0,2	-	-
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(121,3)	(7,6)	(0,4)	-	(0,9)
Immobilisations incorporelles	96,6	(16,6)	1,7	-	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(57,1)	(8,6)	2,2	-	-
Attributs fiscaux	(26,9)	(20,3)	(2,6)	15,8	-
Frais reportés	(9,6)	9,8	0,4	-	(3,3)
Crédits reportés	(13,4)	(3,8)	0,1	-	(0,6)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	77,9	(8,9)	-	-	-
Perte (gain) de change non réalisé(e)	-	16,2	(0,4)	-	-
Autres	(3,6)	10,7	(13,7)	-	-
	692,3	46,8	(25,7)	15,8	18,9
Passifs d'impôts différés à recouvrer dans les 12 mois					(80,0)
Passifs d'impôts différés à recouvrer dans plus de 12 mois					828,1

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables advenant un rapatriement des bénéfices non répartis de certaines filiales étrangères n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 2 177,7 \$ (1 122,2 \$ en 2017).

12. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
	\$	\$
Bénéfice net disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	1 673,6	1 208,9
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	566 090	567 864
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en milliers)	788	1 429
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en milliers)	566 878	569 293
Bénéfice net de base par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	2,96	2,13
Bénéfice net dilué par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	2,95	2,12

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2018, 315 938 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilatif (357 969 options d'achat d'actions exclues en 2017).

Au cours de l'exercice 2018, le conseil a déclaré des dividendes totalisant 37,00 ¢ CA par action (34,75 ¢ CA par action en 2017).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

13. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations du fonds de roulement hors caisse

	2018 (52 semaines)	2017 (53 semaines)
Débiteurs	\$ (299,7)	\$ (178,2)
Stocks	(204,5)	(40,6)
Frais payés d'avance	(14,4)	3,4
Créditeurs et charges à payer	343,9	255,9
Impôts sur les bénéfices à payer	(32,0)	(24,2)
	<u>(206,7)</u>	<u>16,3</u>

Changement en lien avec la dette nette découlant des activités de financement

	2018 (52 semaines)			
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Obligations en vertu de contrats de location-financement et autres dettes	Dette à long terme, excluant les obligations en vertu de contrats de location-financement et les autres dettes	Dette nette
Solde au début de l'exercice	\$ 637,6	\$ 304,7	\$ 3 050,2	\$ 2 717,3
Flux de trésorerie				
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4,4)	-	-	4,4
(Diminution) augmentation nette des dettes à long terme	-	(42,9)	4 882,9	4 840,0
Remboursement d'emprunts pris en charge à l'acquisition de CST (note 4)	-	-	(1 075,9)	(1 075,9)
Variations des éléments hors trésorerie				
Nouvelles obligations en vertu de contrats de location-financement, déduction faite des cessions	-	29,2	-	29,2
Acquisitions d'entreprises	-	43,4	1 520,4	1 563,8
Variation de la juste valeur de swaps connexes	-	-	(6,8)	(6,8)
Amortissement des frais de financement	-	-	6,9	6,9
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente	-	(0,7)	-	(0,7)
Effet des fluctuations du taux de change	33,0	18,7	156,8	142,5
Solde à la fin de l'exercice	<u>666,2</u>	<u>352,4</u>	<u>8 534,5</u>	<u>8 220,7</u>

Variation des autres passifs financiers nets découlant des activités de financement

	2018 (52 semaines)
	Total des autres passifs financiers nets
Solde au début de l'exercice	\$ 304,1
Flux de trésorerie	
Règlement d'instruments financiers dérivés	(81,3)
Variations des éléments hors trésorerie	
Variation de la juste valeur	(51,1)
Solde à la fin de l'exercice	<u>171,7</u>

14. DÉBITEURS

	2018	2017
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir ^(a)	\$ 989,7	\$ 677,6
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit ^(a)	784,4	651,5
Provision pour créances douteuses	(31,0)	(25,7)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	1 743,1	1 303,4
Autres débiteurs	264,0	192,5
Provision pour créances douteuses	(0,7)	(1,7)
	<u>2 006,4</u>	<u>1 494,2</u>

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 313,4 \$ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer en raison d'accords de compensation (209,2 \$ au 30 avril 2017).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente l'âge des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir non dépréciés :

	2018	2017
	\$	\$
Courants	1 554,6	1 209,6
En souffrance depuis 1-30 jours	128,8	64,7
En souffrance depuis 31-60 jours	16,0	10,5
En souffrance depuis 61-90 jours	21,2	9,4
En souffrance depuis 91 jours et plus	22,5	9,2
	1 743,1	1 303,4

Le mouvement de la provision pour créances douteuses s'établit comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	27,4	28,5
Provision pour créances douteuses, déduction faite du solde de début inutilisé	9,7	7,2
Créances radiées au cours de l'exercice	(7,7)	(7,7)
Effet des fluctuations du taux de change	2,3	(0,6)
	31,7	27,4

15. STOCKS

	2018	2017
	\$	\$
Marchandises	762,0	549,0
Carburant pour le transport routier	594,3	315,0
Autres	12,7	1,0
	1 369,0	865,0

Les montants du coût des ventes présentés dans les états consolidés des résultats sont presque entièrement composés des stocks comptabilisés à titre de frais.

16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et composantes de bâtisse	Équipements	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 29 avril 2018					
Valeur comptable nette au début	2 619,5	2 060,8	2 574,3	256,8	7 511,4
Additions	33,9	141,0	1 024,6	9,0	1 208,5
Acquisitions d'entreprises (note 4)	1 118,9	1 108,8	815,7	47,0	3 090,4
Dispositions	(41,1)	(53,5)	(59,9)	(1,4)	(155,9)
Dépense d'amortissement	(9,8)	(276,4)	(446,6)	(57,6)	(790,4)
Reclassements	5,7	157,7	(199,8)	36,4	-
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente	-	(2,9)	(17,5)	-	(20,4)
Effet des fluctuations du taux de change	94,0	73,8	72,6	4,6	245,0
Valeur comptable nette à la fin^(a)	3 821,1	3 209,3	3 763,4	294,8	11 088,6
Au 29 avril 2018					
Coût	3 848,5	4 292,0	5 988,8	726,4	14 855,7
Amortissements et perte de valeur cumulés	(27,4)	(1 082,7)	(2 225,4)	(431,6)	(3 767,1)
Valeur comptable nette^(a)	3 821,1	3 209,3	3 763,4	294,8	11 088,6
Portion relative aux contrats de location-financement	132,9	115,3	60,1	-	308,3
Exercice terminé le 30 avril 2017 (ajusté, note 2)					
Valeur comptable nette au début	1 997,8	1 937,8	2 204,4	231,5	6 371,5
Additions	105,5	180,7	764,3	62,0	1 112,5
Acquisitions d'entreprises (note 4)	608,8	150,1	135,8	-	894,7
Dispositions	(43,3)	(29,1)	(60,6)	(2,6)	(135,6)
Dépense d'amortissement	(10,0)	(169,8)	(348,8)	(53,3)	(581,9)
Perte de valeur	(0,2)	(0,3)	(0,5)	-	(1,0)
Reclassements	11,5	36,3	(71,2)	23,4	-
Effet des fluctuations du taux de change	(50,6)	(44,9)	(49,1)	(4,2)	(148,8)
Valeur comptable nette à la fin^(a)	2 619,5	2 060,8	2 574,3	256,8	7 511,4
Au 30 avril 2017 (ajusté, note 2)					
Coût	2 634,9	2 896,0	4 463,0	639,7	10 633,6
Amortissements et perte de valeur cumulés	(15,4)	(835,2)	(1 888,7)	(382,9)	(3 122,2)
Valeur comptable nette^(a)	2 619,5	2 060,8	2 574,3	256,8	7 511,4
Portion relative aux contrats de location-financement	140,5	113,7	54,9	-	309,1

(a) La valeur comptable nette au 29 avril 2018 inclut un montant de 677,5 \$ relatif aux constructions en cours (516,2 \$ au 30 avril 2017).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

17. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

	2018	2017 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Coût au début de l'exercice	2 370,2	1 773,2
Acquisitions d'entreprises (note 4)	3 605,6	649,2
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente	(4,4)	-
Effet des fluctuations du taux de change	85,3	(52,2)
Coût à la fin de l'exercice	6 056,7	2 370,2

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Relations client	Contrats d'approvisionnement en carburant	Contrats de location favorables	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 29 avril 2018								
Valeur comptable nette au début	284,4	38,8	160,4	55,7	9,4	93,8	27,6	670,1
Additions	-	0,1	31,4	-	-	-	0,4	31,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	9,3	56,3	11,0	1,2	305,2	43,7	9,9	436,6
Dispositions	(1,5)	-	(0,5)	(0,1)	(2,8)	(1,6)	-	(6,5)
Loyer et dépense d'amortissement	(40,1)	(10,1)	(33,1)	(6,4)	(23,7)	(15,8)	(1,7)	(130,9)
Effet des fluctuations du taux de change	8,6	2,1	8,5	8,4	-	5,5	-	33,1
Valeur comptable nette à la fin	260,7	87,2	177,7	58,8	288,1	125,6	36,2	1 034,3
Au 29 avril 2018								
Coût	289,2	169,7	315,6	169,0	354,4	158,8	42,0	1 498,7
Amortissements cumulés	(28,5)	(82,5)	(137,9)	(110,2)	(66,3)	(33,2)	(5,8)	(464,4)
Valeur comptable nette	260,7	87,2	177,7	58,8	288,1	125,6	36,2	1 034,3
Exercice terminé le 30 avril 2017 (ajusté, note 2)								
Valeur comptable nette au début	327,0	55,1	169,1	62,8	11,1	102,0	28,8	755,9
Additions	4,4	0,1	25,3	-	-	-	0,8	30,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	-	-	0,1	-	-	7,1	-	7,2
Dispositions	(3,9)	-	(0,6)	-	(0,5)	(3,8)	(0,1)	(8,9)
Loyer et dépense d'amortissement	(37,9)	(14,5)	(27,8)	(5,4)	(1,2)	(9,7)	(1,9)	(98,4)
Effet des fluctuations du taux de change	(5,2)	(1,9)	(5,7)	(1,7)	-	(1,8)	-	(16,3)
Valeur comptable nette à la fin	284,4	38,8	160,4	55,7	9,4	93,8	27,6	670,1
Au 30 avril 2017 (ajusté, note 2)								
Coût	389,8	107,9	263,1	152,4	54,8	108,6	31,5	1 108,1
Amortissements cumulés	(105,4)	(69,1)	(102,7)	(96,7)	(45,4)	(14,8)	(3,9)	(438,0)
Valeur comptable nette	284,4	38,8	160,4	55,7	9,4	93,8	27,6	670,1

(a) La valeur comptable nette au 29 avril 2018 comprend 13,7 \$ relatifs aux logiciels en cours (24,6 \$ au 30 avril 2017).

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017 est la suivante :

UGT	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	2018		2017	
		\$	\$	\$	\$
Canada	-	829,1	-	692,0	-
États-Unis	185,2	4 531,6	179,8	1 139,0	-
CAPL	-	128,5	-	-	-
Scandinavie	64,7	482,4	61,3	461,2	-
Europe centrale et Europe de l'Est	28,4	12,6	25,8	12,4	-
Irlande	-	72,5	-	65,6	-
	278,3	6 056,7	266,9	2 370,2	

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

de l'Est est le logo de la gouttelette. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Russie.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT est déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur le BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements) de sociétés comparables pour déterminer ces valeurs et, pour CAPL, une approche basée sur sa capitalisation boursière.

18. AUTRES ACTIFS

	2018	2017
	\$	\$
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 23)	77,9	77,5
Actifs au titre des prestations définies (note 28)	46,1	16,3
Actifs de rémunération différée	40,9	34,1
Paiements incitatifs différés	34,5	27,5
Swap sur rendement total intégré inclus dans un contrat d'investissement (note 29)	29,9	25,1
Dépôts	18,3	16,3
Autres	55,5	116,6
	303,1	313,4

19. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2018	2017 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer ^(a)	2 461,6	1 666,0
Taxes à payer	748,4	638,1
Salaires et avantages afférents	259,8	186,2
Autres	343,0	214,0
	3 812,8	2 704,3

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 229,8 \$ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et de 83,6 \$ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir en raison d'accords de compensation (185,2 \$ et 24,0 \$, respectivement, au 30 avril 2017).

20. DETTE À LONG TERME

	2018	2017 (ajusté, note 2)
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains ^(b)	3 373,6	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens ^(b)	1 857,3	1 461,9
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains, échéant en décembre 2022 ^(c)	1 397,4	694,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026 ^(d)	900,7	815,1
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains de CAPL, sans recours contre la société, échéant en avril 2020 ^(e)	509,5	-
Facilité d'acquisition ^(a)	412,1	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026 ^(f)	83,9	78,7
Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement, au taux moyen de 8,728 %, remboursables à différentes dates jusqu'en 2070, et autres dettes	352,4	304,7
Portion à court terme de la dette à long terme	8 886,9	3 354,9
	42,9	253,2
	8 844,0	3 101,7

(a) Facilité d'acquisition

Le 27 juin 2017, la société a conclu une nouvelle entente de crédit lui donnant accès à une facilité de crédit d'acquisition non renouvelable non garantie d'un montant maximal total de 4,3 milliards \$ (la « facilité d'acquisition »), répartie en trois tranches comme suit :

	Capital	Échéance
Tranche A	2,0 milliards \$	27 juin 2018
Tranche B	1,0 milliard \$	27 juin 2019
Tranche C	1,3 milliard \$	27 juin 2020

La facilité d'acquisition était disponible exclusivement pour financer, directement ou indirectement, l'acquisition de CST, les frais d'acquisition afférents, de même que le remboursement de toute dette de CST et de ses filiales. Les montants pouvaient être prélevés jusqu'à 90 jours après le premier prélèvement et peuvent être remboursés en tout temps. La facilité d'acquisition était disponible en dollars américains par le biais de prêts portant intérêt au taux de base américain ou au taux LIBOR, majoré d'une marge variable.

Au 29 avril 2018, les tranches A et B avaient été repayées en totalité. À pareille date, le taux d'intérêt effectif était de 3,358 % et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

(b) Billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens et en dollars américains

Au 29 avril 2018, la société avait des billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens totalisant 2,4 milliards \$ CA ainsi que des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 3,4 milliards \$, répartis comme suit :

	Montant nominal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 29 avril 2018	Dates de paiement des intérêts
Tranche 2 – Émission du 1 ^{er} novembre 2012	450,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2019	3,319 %	3,404 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Tranche 3 – Émission du 1 ^{er} novembre 2012	250,0 \$ CA	1 ^{er} novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1 ^{er} mai et 1 ^{er} novembre
Tranche 4 – Émission du 21 août 2013	300,0 \$ CA	21 août 2020	4,214 %	4,317 %	21 août et 21 février
Tranche 5 – Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre
Tranche 6 – Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2022	2,700 %	2,819 %	26 juillet et 26 janvier
Tranche 7 – Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %	26 juillet et 26 janvier
Tranche 8 – Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %	26 juillet et 26 janvier
Tranche 9 – Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %	26 juillet et 26 janvier
Tranche 10 – Émission du 14 décembre 2017	600,0 \$	13 décembre 2019	2,350 %	2,557 %	13 juin et 13 décembre
Tranche 11 – Émission du 14 décembre 2017	300,0 \$	13 décembre 2019	Taux LIBOR trois mois majoré de 0,500 %	2,791 %	13 juin, 13 septembre, 13 décembre et 13 mars

Les billets libellés en dollars canadiens émis le 1^{er} novembre 2012, le 2 juin 2015 et le 26 juillet 2017 sont liés à des swaps de taux d'intérêt multidevises, et les billets à taux d'intérêt fixe libellés en dollars américains émis le 14 décembre 2017 sont assujettis à des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable (note 21). En outre, une partie des billets libellés en dollars américains émis le 26 juillet 2017 étaient assujettis à des accords de fixation de taux en prévision de leur émission (note 22).

Le produit net des émissions du 26 juillet 2017, qui a totalisé environ 3,0 milliards \$, a principalement été utilisé pour rembourser une partie de la facilité d'acquisition de la société et de son crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti.

Le produit net des émissions du 14 décembre 2017, qui a totalisé 893,8 \$, a principalement été utilisé pour rembourser une partie de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti de la société et de sa facilité d'acquisition.

(c) Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti

Au 29 avril 2018, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 \$. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) en euros, iv) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et v) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 150,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR ou EURIBOR plus une marge variable; et
- Une marge de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon la cote de crédit de la société, étaient appliqués sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées étaient établis en fonction de la cote de crédit de la société également. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Le 24 novembre 2017, l'échéance de cette ligne de crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en décembre 2022.

Au 29 avril 2018, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 3,236 % (2,000 % au 30 avril 2017). Au 29 avril 2018, la société avait emprunté 27,0 \$ sur la marge de crédit disponible et au 30 avril 2017, la ligne de crédit disponible était inutilisée. La société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

(d) Billets de premier rang non garantis, libellés en euros

Au 29 avril 2018, la société avait des billets de premier rang non garantis, libellés en euros, pour un montant total de 750,0 €, dont le taux de coupon est de 1,875 % et échéant le 6 mai 2026. L'intérêt est payable annuellement le 6 mai et le taux effectif est de 1,944 %.

(e) Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains de CAPL, sans recours contre la société

Au 29 avril 2018, CAPL avait une convention de crédit sous la forme d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains d'un montant maximal de 650,0 \$ venant à échéance le 25 avril 2020 en vertu de laquelle des crédits de sécurité pouvaient faire l'objet de prélèvements pouvant atteindre 25,0 \$ et des lettres de garantie pouvaient être émises jusqu'à un montant total de 45,0 \$. Cette facilité est sans recours contre la société.

Au 29 avril 2018, le taux d'intérêt effectif était de 4,740 % et CAPL était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

(f) Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes

Au 29 avril 2018, la société avait des billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, pour un montant total de 675,0 NOK, dont le taux de coupon est de 3,850 % et échéant le 18 février 2026. L'intérêt est payable semestriellement les 20 avril et 20 octobre de chaque année et le taux effectif est de 3,927 %.

Crédit d'exploitation F à terme renouvelable non garanti

Au 29 avril 2018, la société avait une entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 25,0 € venant à échéance le 30 janvier 2020. La facilité de crédit était disponible sous la forme d'un crédit d'exploitation renouvelable non garanti, disponible en euros. Les sommes empruntées portent intérêts à des taux variables fondés sur le coût des fonds ou le taux EURIBOR plus une marge fixe de 1,5 %.

Des frais d'attente de 0,7 % sont applicables sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017, le crédit d'exploitation F était inutilisé.

Facilités de découvert bancaire

La société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 165,4 \$ au 29 avril 2018 (282,0 \$ au 30 avril 2017). Au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017, elles étaient inutilisées.

Lettres de garantie

Au 29 avril 2018, la société disposait de lettres de garantie en circulation liées à ses propres activités de 97,9 \$ (80,9 \$ au 30 avril 2017), dont 16,1 \$ (9,2 \$ au 30 avril 2017) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti.

21. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt multidevises lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains une portion de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens.

Reçoit – Nominal	Reçoit – Taux	Paie – Nominal	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au 29 avril 2018	Juste valeur au 30 avril 2017
2 100,0 \$ CA	De 3,056 % à 3,899 %	1 829,3 \$ US	De 2,733 % à 3,870 %	Du 1 ^{er} novembre 2019 au 2 juin 2025	166,7	223,1
300,0 \$ CA	2,861 %	300,7 \$ US	2,034 %	1 ^{er} novembre 2017	-	79,4
Portion à court terme des passifs financiers					166,7	302,5
Autres passifs financiers à long terme					-	79,4
					166,7	223,1

Ces ententes sont désignées à titre d'instrument de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis.

En plus des ententes présentées dans le tableau ci-dessus, la société a conclu des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme. Au 29 avril 2018, ces ententes avaient une juste valeur de 1,8 \$ (7,6 \$ au 30 avril 2017), constatée dans les autres actifs financiers à court terme. Elles sont assorties de taux et d'échéances variables et sont prolongées jusqu'au 11 mai 2018.

En outre, la société a conclu des ententes de swap de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de convertir synthétiquement ses nouveaux billets de premier rang non garantis à taux d'intérêt fixe libellés en dollars américains en billets à taux d'intérêt variable. Ces ententes sont entrées en vigueur le 14 décembre 2017 et elles viennent toutes à échéance le 13 décembre 2019.

Montant nominal	Reçoit – Taux	Paie – Taux	Juste valeur au 29 avril 2018 (note 29)
\$ 600,0	Taux LIBOR trois mois majoré de taux se situant entre 0,350 % et 0,355 %	2,350 %	6,8

Ces ententes sont désignées à titre d'instrument de couverture de la juste valeur des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains de la société émis le 14 décembre 2017.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

22. ACCORDS DE FIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT

Au cours de l'exercice 2018, la société a prolongé ses accords de fixation de taux d'intérêt en vigueur durant l'exercice terminé le 30 avril 2017, et a conclu de nouveaux accords de fixation de taux d'intérêt, selon les modalités suivantes :

Montant nominal	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
\$			
250,0	5 ans	De 1,951 % à 1,955 %	28 juillet 2017
250,0	10 ans	De 2,392 % à 2,393 %	28 juillet 2017

Les instruments ont permis à la société de couvrir la variabilité de ses intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient donc désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés au risque de taux d'intérêt de la société. Par conséquent, pendant l'exercice 2018, une perte de 6,1 \$ a été comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat global afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt.

Le 20 juillet 2017, avant leur échéance, la société a réglé l'ensemble de ses accords de fixation de taux d'intérêt. À la même date, le montant cumulatif total des pertes depuis que la société a initialement conclu des accords de fixation de taux d'intérêt était de 14,7 \$. Cette perte a été comptabilisée au cumul des autres éléments du résultat global et est amortie sur la durée des billets correspondants de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 26 juillet 2017 comme un ajustement des dépenses d'intérêts connexes. La juste valeur de 9,2 \$ au 30 avril 2017 a été enregistrée dans les autres passifs financiers à court terme.

23. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ^(a)	Provision pour coûts environnementaux ^(b)	Provision pour restructuration ^(c)	Provision pour indemnités d'accidents de travail ^(d)	Obligation relative à la responsabilité civile ^(d)		Autres	Total
					\$	\$		
2018								
Solde au début de l'exercice	368,1	159,2	12,5	35,3	35,4	9,4	619,9	
Acquisitions d'entreprises (note 4)	75,5	29,9	-	4,9	3,3	33,8	147,4	
Passif engagé	3,1	9,1	56,9	26,0	19,5	4,6	119,2	
Passif réglé	(7,3)	(10,1)	(49,7)	(21,7)	(18,0)	(4,4)	(111,2)	
Charge de désactualisation	15,8	0,8	-	0,5	0,1	-	17,2	
Renversement de provisions	(6,0)	(7,7)	-	-	(0,1)	(0,6)	(14,4)	
Révision d'estimations	3,3	(4,3)	-	(1,2)	(4,2)	-	(6,4)	
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente	(0,6)	-	-	-	-	-	(0,6)	
Effet des fluctuations du taux de change	13,7	3,2	0,7	0,3	-	0,8	18,7	
Solde à la fin de l'exercice	465,6	180,1	20,4	44,1	36,0	43,6	789,8	
Portion à court terme	80,9	45,5	17,6	20,1	12,1	3,2	179,4	
Portion à long terme	384,7	134,6	2,8	24,0	23,9	40,4	610,4	
2017 (ajusté, note 2)								
Solde au début de l'exercice	314,9	159,0	11,9	39,8	31,3	23,1	580,0	
Acquisitions d'entreprises (note 4)	14,8	15,7	-	-	-	-	30,5	
Passif engagé	1,6	14,4	8,1	14,6	22,7	0,3	61,7	
Passif réglé	(13,3)	(18,6)	(6,7)	(20,7)	(18,6)	(8,9)	(86,8)	
Charge de désactualisation	13,3	0,5	-	0,6	0,1	-	14,5	
Renversement de provisions	(4,2)	(6,6)	(0,4)	-	-	(4,5)	(15,7)	
Révision d'estimations	50,1	(2,4)	-	1,0	(0,1)	-	48,6	
Effet des fluctuations du taux de change	(9,1)	(2,8)	(0,4)	-	-	(0,6)	(12,9)	
Solde à la fin de l'exercice	368,1	159,2	12,5	35,3	35,4	9,4	619,9	
Portion à court terme	59,7	32,6	8,8	18,1	10,8	0,5	130,5	
Portion à long terme	308,4	126,6	3,7	17,2	24,6	8,9	489,4	

(a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 829,0 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.

(b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.

(c) Les frais de restructuration devraient être déboursés au cours des deux prochaines années.

(d) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Floride, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 180,1 \$ au 29 avril 2018 (159,2 \$ au 30 avril 2017). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 87,0 \$ au 29 avril 2018 (82,8 \$ au 30 avril 2017), dont un montant de 9,1 \$ (5,3 \$ au 30 avril 2017) est inclus dans les débiteurs, le solde restant étant inclus dans les autres actifs.

24. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2018	2017 (ajusté, note 2)
Contrats de location défavorables	\$ 127,1	68,5
Passifs de rémunération différée	63,7	56,3
Dépense de location reportée	60,3	69,9
Dépôts	36,9	22,9
Crédits reportés	19,2	14,4
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	16,1	16,4
Autres passifs	24,2	18,8
	<u>347,5</u>	<u>267,2</u>

25. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les priviléges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne de catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple de catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple de catégorie A ne peut être émise.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, convertibles automatiquement au moment où certains événements se produisent en une action à droit de vote multiple de catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne de catégorie B.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B et actions à droit de vote multiple de catégorie A, de rang égal.

Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2018	2017
Actions à droit de vote multiple de catégorie A		
Solde au début de l'exercice	147 766 540	147 766 540
Conversion en actions de catégorie B ^(a)	(15 742 667)	-
Solde à la fin de l'exercice	<u>132 023 873</u>	<u>147 766 540</u>
Actions à droit de vote subalterne de catégorie B		
Solde au début de l'exercice	420 683 538	419 823 571
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	15 742 667	-
Actions rachetées et annulées ^(a)	(4 372 923)	-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions	140 743	859 829
Émission aux fins d'une acquisition antérieure	-	138
Solde à la fin de l'exercice	<u>432 194 025</u>	<u>420 683 538</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

(a) Rachat et conversion d'actions

Le 11 octobre 2017, la société a conclu un accord en vue de procéder au rachat de 4 372 923 actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues par Les Placements Metro Canada inc., une filiale à part entière de Metro inc., pour un montant net de 193,1 \$. Les actions de catégorie A détenues par Les Placements Metro Canada inc. ont été converties en un nombre équivalent d'actions de catégorie B préalablement au rachat. La transaction a été conclue le 17 octobre 2017 et toutes les actions rachetées ont été annulées. Le dividende réputé avoir été payé à Les Placements Metro Canada inc. suite à ce rachat est un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada* ainsi que de la *Loi sur les impôts du Québec*.

26. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 50 676 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions d'une durée maximale de 10 ans sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux détenteurs de lever leurs options sans décaissement, le régime leur permet de recevoir un nombre d'actions à droit de vote subalterne égal à la différence entre le nombre total d'actions à droit de vote subalterne sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions à droit de vote subalterne suffisant pour régler le prix de levée des options.

Un sommaire de la situation au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017 du régime de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 715 070	28,27	2 474 205	19,00
Émises	161 682	61,43	154 256	58,87
Levées	(150 270)	5,43	(913 391)	8,32
En circulation à la fin de l'exercice	1 726 482	33,36	1 715 070	28,27
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	1 290 792	27,08	1 204 825	20,81

Pour les options levées au cours de l'exercice 2018, le prix moyen pondéré à la date d'exercice est de 62,86 \$ CA (60,00 \$ CA en 2017).

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 29 avril 2018 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation		Options pouvant être levées		
	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 29 avril 2018	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 29 avril 2018	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ CA			\$ CA		\$ CA
4 – 16	545 300	2,02	7,48	545 300	7,48
16 – 35	661 531	6,41	34,39	529 225	34,39
35 – 65	519 651	8,23	59,24	216 267	58,64
	1 726 482			1 290 792	

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'octroi au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2018	2017
Dividendes prévus (par action)	0,36 \$ CA	0,31 \$ CA
Volatilité prévue	25,00 %	28,00 %
Taux d'intérêt sans risque	1,77 %	1,01 %
Durée prévue	8 ans	8 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées était de 17,55 \$ CA en 2018 (18,57 \$ CA en 2017).

Pour 2018, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 2,2 \$ (3,4 \$ en 2017).

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'UAD à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action de catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
 (en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de catégorie B. Au 29 avril 2018, la société avait un total de 260 374 UAD en circulation (244 363 au 30 avril 2017) et un passif lié à ce régime d'attribution d'actions fictives de 11,5 \$ (11,2 \$ au 30 avril 2017) était comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs. L'exposition au risque de prix des actions de la société est gérée au moyen d'un swap sur rendement total intégré (note 29). Pour 2018, le recouvrement net de la rémunération a été de 0,5 \$ (coût de rémunération net de 0,9 \$ en 2017).

Régime d'attribution d'actions fictives

La société a un régime d'attribution d'actions fictives (« AF ») permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une AF est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société (« actions de catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des points de référence internes et externes. Les AF sont antidiilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 29 avril 2018 et au 30 avril 2017 du régime d'AF de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

	2018	2017
En circulation au début de l'exercice	727 331	765 601
Émises	311 541	227 342
Payées	(297 712)	(244 691)
Annulées	(15 508)	(20 921)
En circulation à la fin de l'exercice	<u>725 652</u>	<u>727 331</u>

Au 29 avril 2018, un passif relié à ce régime d'attribution d'AF de 4,1 \$ a été comptabilisé dans les créateurs et charges à payer (10,7 \$ au 30 avril 2017) et un passif de 7,3 \$ a été comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs (7,1 \$ au 30 avril 2017). Le risque de prix de ce passif est également géré à l'aide du swap sur rendement total intégré (note 29). Pour 2018, le coût de rémunération a été de 6,8 \$ (6,3 \$ pour 2017).

27. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Au 29 avril 2018

	Attribuable aux actionnaires de la société				
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats			Ne sera jamais reclassé aux résultats	
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverte de l'investissement net	Couverte de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes	Cumul des autres éléments du résultat global
\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde, avant impôts sur les bénéfices	(287,4)	(266,4)	(14,0)	(3,1)	(570,9)
Moins : Impôts sur les bénéfices	-	(2,7)	(0,5)	(1,4)	(4,6)
Solde, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(287,4)	(263,7)	(13,5)	(1,7)	(566,3)

Au 30 avril 2017

	Attribuable aux actionnaires de la société				
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats			Ne sera jamais reclassé aux résultats	
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverte de l'investissement net	Placement disponible à la vente	Couverte de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes
\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde, avant impôts sur les bénéfices	(424,7)	(348,6)	9,3	(6,9)	(35,8)
Moins : Impôts sur les bénéfices	-	(0,7)	1,6	(0,3)	(9,0)
Solde, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(424,7)	(347,9)	7,7	(6,6)	(26,8)
					(798,3)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

28. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède et en Irlande. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2017 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2018.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombe aux comités de régime de retraite et à la société.

Au cours de l'exercice 2017, certains des régimes d'invalidité existants en Norvège ont été fermés, ce qui a entraîné un gain de compression de 3,9 \$ avant impôts, tandis que la contrepartie a été comptabilisée en diminution de l'obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies au bilan consolidé. En outre, la majorité des régimes de retraite à prestations définies existants au Canada et aux États-Unis ont été convertis en régimes à cotisations déterminées de façon prospective. Cette décision n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la société puisque les employés ont conservé leurs droits accumulés à la date de conversion.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2018	2017
	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	(124,9)	(129,6)
Juste valeur des actifs des régimes	<u>172,2</u>	144,9
Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net	47,3	15,3
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	(101,2)	(93,6)
Passif net au titre des prestations définies	<u>(53,9)</u>	(78,3)

L'actif au titre des prestations définies de 46,1 \$ (16,3 \$ au 30 avril 2017) est inclus dans les autres actifs et le passif au titre des prestations définies de 100,0 \$ (94,6 \$ au 30 avril 2017) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays :

	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2018						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(59,6)	(14,1)	(40,4)	(102,7)	(9,3)	(226,1)
Juste valeur des actifs des régimes	22,0	-	2,0	148,2	-	172,2
Situation de capitalisation – (déficit) surplus	<u>(37,6)</u>	<u>(14,1)</u>	<u>(38,4)</u>	<u>45,5</u>	<u>(9,3)</u>	<u>(53,9)</u>
2017						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(58,3)	(13,1)	(38,2)	(104,9)	(8,7)	(223,2)
Juste valeur des actifs des régimes	21,7	-	2,9	120,3	-	144,9
Situation de capitalisation – (déficit) surplus	<u>(36,6)</u>	<u>(13,1)</u>	<u>(35,3)</u>	<u>15,4</u>	<u>(8,7)</u>	<u>(78,3)</u>

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2018			2017			
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total	%
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,1	-	0,1	0,1	0,1	-	0,1
Instruments de capitaux propres	92,8	-	92,8	53,9	76,1	-	76,1
Titres de créance de gouvernements	68,2	-	68,2	39,6	57,4	-	57,4
de sociétés	4,8	-	4,8	2,8	4,9	-	4,9
Immobilier	-	0,9	0,9	0,5	-	1,6	1,1
Autres actifs	5,4	-	5,4	3,1	4,7	0,1	4,8
Total	<u>171,3</u>	<u>0,9</u>	<u>172,2</u>	<u>100,0</u>	<u>143,2</u>	<u>1,7</u>	<u>144,9</u>
							100,0

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	3,6	4,2
Frais d'administration	0,1	0,1
Charge de retraite de l'exercice	<u>3,7</u>	<u>4,3</u>
Charge d'intérêts nets	2,4	1,5
Gain de compression	(0,6)	(3,9)
Montant total imputé aux résultats au cours de l'exercice	<u>5,5</u>	<u>1,9</u>

Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice est déterminé comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
(Gains) pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	(1,9)	17,7
Gains liés à l'expérience	(4,5)	(0,8)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	<u>(26,3)</u>	<u>3,5</u>
Montant comptabilisé aux autres éléments du résultat global	<u>(32,7)</u>	<u>20,4</u>

La société prévoit verser une cotisation de 5,7 \$ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2018					2017				
	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	3,65	4,25	2,50	2,75	1,50	3,30	4,30	2,50	2,75	1,60
Taux de croissance de la rémunération	3,71	4,00	2,50	2,75	-	3,70	4,00	2,50	2,75	-
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	2,00	2,00	0,10	1,75	1,60	2,00	2,00	0,10	1,75	1,40
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base (G-amount)	-	-	2,25	2,75	-	-	-	-	2,25	2,75

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaires propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (G-amount) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 20 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèses	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,50 %	Réduction de 9,3 %	Augmentation de 10,8 %
Taux de croissance de la rémunération	0,50 %	Augmentation de 3,2 %	Réduction de 2,3 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,50 %	Augmentation de 7,8 %	Réduction de 7,7 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 3,3 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, ce qui n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

Par l'intermédiaire de ses régimes de retraite à prestations définies, la société est exposée aux risques suivants :

Rendement des actifs : La valeur de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux des obligations de sociétés. Dans l'éventualité où le rendement des actifs serait inférieur au rendement des obligations de sociétés, les régimes devraient assumer un déficit. Pour tous les régimes capitalisés, une portion significative des actifs est investie dans des instruments de capitaux propres. Ces instruments ont généralement des rendements plus élevés que les obligations de sociétés sur un horizon à long terme. De plus, un suivi rigoureux de la rentabilité des actifs est effectué afin de s'assurer que le rendement des actifs respecte les attentes. Afin de contrer les risques liés au rendement des actifs, les politiques de placement prévoient une diversification qui répartit le risque à travers divers types d'instruments.

Variation des taux des obligations de sociétés : Une baisse des taux des obligations de sociétés entraînerait une hausse de l'obligation au titre des prestations définies. Toutefois, cette même baisse entraînerait une augmentation de la valeur des obligations détenues par les différents régimes.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Variation des hypothèses démographiques : Une variation des hypothèses démographiques (croissance de la rémunération et des prestations de retraite, changement dans les taux de mortalité prévus) entraînerait une augmentation ou une diminution de l'obligation.

Pour les régimes capitalisés, les différents régimes ont des politiques d'investissement qui prévoient que la durée moyenne des investissements s'apparie à la durée moyenne prévue de l'obligation et les paiements prévus de prestations. La société et les gestionnaires des régimes s'assurent constamment que les durées et les rendements prévus coïncident avec les sorties de fonds prévues pour le paiement des prestations. De plus, afin de gérer les risques, les investissements sont diversifiés, tel que démontré plus haut. La société n'utilise pas de dérivé afin de contrer ce risque et n'a pas changé son processus depuis le dernier exercice financier.

En Europe, il incombe à la société de cotiser ou non à ses régimes capitalisés. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2018 s'élève à 104,1 \$ (94,2 \$ pour 2017).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 44,4 \$ au 29 avril 2018 (37,9 \$ au 30 avril 2017) et sont incluses dans les crédits reportés et autres éléments de passif.

29. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des contrats de change afin de couvrir son exposition à certains risques, principalement son risque de change et de prix, ainsi qu'un swap de taux d'intérêt multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. La société utilise également des accords de fixation de taux d'intérêt afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre ainsi que des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de couvrir les taux d'intérêt associés à ses titres de créance à taux d'intérêt fixe.

Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Au 29 avril 2018, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain, de la couronne norvégienne et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu un impact net de 57,7 \$ sur les autres éléments du résultat global. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts sont compensés par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens au dollar américain.

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Pour atténuer une partie de ce risque, la société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour couvrir partiellement le risque de juste valeur des taux d'intérêt lié aux titres de créance à taux d'intérêt fixe.

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt. Au 29 avril 2018, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur ses frais financiers. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables et synthétiquement variables au 29 avril 2018, l'impact annuel sur les frais financiers nets de l'exercice d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêt aurait été de 31,9 \$ (6,9 \$ basé sur les soldes au 30 avril 2017).

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société conclut de temps à autre des accords de fixation de taux d'intérêt pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. Les cotes de crédit internes reflètent l'évaluation du risque de crédit des contreparties de la société. La société établit des limites de crédit pour chaque contrepartie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations d'accommodation est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 29 avril 2018, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 29 avril 2018, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Circle K / MasterCard et Holiday décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats par l'utilisation d'une carte de crédit combinée Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les créances douteuses, sont partagés entre la société et les banques externes. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 29 avril 2018 consiste en des créances de 162,6 \$, dont une portion de 73,8 \$ porte intérêts. Ces créances ne sont pas comptabilisées dans les bilans consolidés de la société. Pour l'exercice 2018, les pertes enregistrées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises et d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les crédits ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés, réglés et comptabilisés sur une base mensuelle.

La société est exposée au risque de crédit provenant de l'instrument financier comprenant son swap sur rendement total intégré et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces contrats d'instruments dérivés avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et à des engagements de location. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer et de ses contrats de location. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 29 avril 2018 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés⁽¹⁾						
Créditeurs et charges à payer ⁽²⁾	3 011,8	3 011,8	3 011,8	-	-	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	3 373,6	4 564,3	106,9	1 004,9	1 241,5	2 211,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 857,3	2 203,3	65,1	414,5	563,1	1 160,6
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains	1 397,4	1 557,9	44,3	44,3	1 469,3	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	900,7	1 058,1	17,0	17,0	50,9	973,2
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL, sans recours contre la société	509,5	535,3	22,7	512,6	-	-
Facilité d'acquisition	412,1	442,1	13,2	13,2	415,7	-
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	83,9	109,6	3,2	3,2	9,7	93,5
Obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement et autres dettes	352,4	511,7	67,4	82,5	144,4	217,4
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer ⁽¹⁾	164,9	351,3	61,4	61,2	146,6	82,1
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir ⁽¹⁾		(315,9)	(55,6)	(55,3)	(131,2)	(73,8)
Swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable à payer ⁽¹⁾	6,8	1,0	0,5	0,5	-	-
	12 070,4	14 030,5	3 357,9	2 098,6	3 910,0	4 664,0

(1) Basé sur les taux du marché, au 29 avril 2018, pour les soldes en dollars canadiens, en couronnes norvégiennes, en euros, et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créateurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie stationnaire, représentent une part significative de sa marge brute. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur la marge brute des ventes de ces produits. De temps à autre, la société conclut des dérivés financiers liés aux marchandises afin d'atténuer une partie de ce risque lié à ses ventes et ses achats de carburant pour le transport routier. Au 29 avril 2018, la valeur nominale de ces dérivés financiers n'était pas significative.

La société est exposée à une forme de risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'AF ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu une entente financière avec une institution financière de première qualité qui inclut un swap sur rendement total intégré avec un indice sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les autres actifs aux bilans consolidés. L'entente est ajustée, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et les règlements sur les AF ou UAD. Au 29 avril 2018, l'impact sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significatif.

Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des créditeurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée. La juste valeur des obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement est comparable à leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt implicites sont généralement comparables aux taux d'intérêt du marché pour des obligations similaires. Les valeurs comptables de la facilité d'acquisition, du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti et de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang se rapprochent de leurs justes valeurs étant donné que leurs écarts de taux sont comparables à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions semblables à la date du bilan.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer et la hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- La juste valeur du contrat d'investissement incluant un swap sur rendement total intégré est principalement fondée sur la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et qui s'est établi à 36,3 \$ au 29 avril 2018 (44,4 \$ au 30 avril 2017) (niveau 2);
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt multidevises est basée sur des prix de marché et s'est établie à 164,9 \$ au 29 avril 2018 (294,9 \$ au 30 avril 2017) (niveau 2). Ils sont présentés dans les autres actifs financiers à court terme pour un montant de 1,8 \$ et dans les autres passifs financiers aux bilans consolidés pour un montant de 166,7 \$;
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable est basée sur des prix de marché et s'est établie à 6,8 \$ au 29 avril 2018 (niveau 2). Ils sont présentés dans les autres passifs financiers au bilan consolidé.
- La juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt est basée sur des prix de marché obtenus d'institutions financières de la société pour des instruments financiers similaires et s'est établie à 9,2 \$ au 30 avril 2017 (niveau 2). Ils sont présentés dans les autres passifs financiers à court terme au bilan consolidé.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui est basée sur des données observables sur le marché (niveau 2), et la valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	2018	2017
	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	3 373,6	3 279,4
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 857,3	1 873,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	900,7	925,9
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	83,9	90,5

Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêts. La dette nette portant intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 20 et 25).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'AF et d'UAD (note 26). Occasionnellement, la société utilise des régimes de rachat d'actions pour atteindre ses objectifs de gestion du capital.

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotations de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. Cette mesure est présentée comme si la participation de la société dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car la société croit qu'elle permet une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent. De plus, aux fins de ce calcul, la dette à long terme de CAPL est exclue, car il s'agit d'une dette sans recours contre la société. En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2018	2017
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme	40,0	253,2
Dette à long terme	8 310,1	3 101,7
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie soumise à des restrictions	684,1	643,7
Dette nette portant intérêts	<u>7 666,0</u>	<u>2 711,2</u>
Capitaux propres	7 563,4	6 009,6
Dette nette portant intérêts	<u>7 666,0</u>	<u>2 711,2</u>
Capitalisation totale	<u>15 229,4</u>	<u>8 720,8</u>
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	<u>50,3 %</u>	<u>31,1 %</u>

En vertu de ses crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis et de sa facilité d'acquisition, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée, en excluant CAPL :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette à long terme totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA, qui ne constitue pas une mesure de la performance reconnue selon les IFRS, des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017
(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 29 avril 2018 et 30 avril 2017.

La société n'est soumise à aucune exigence externe significative concernant son capital.

30. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements minimaux exigibles

Au 29 avril 2018, la société s'est engagée d'après des contrats de location simple à verser une somme totale de 2 569,1 \$ pour la location d'espaces commerciaux, d'équipements et d'entrepôts. Plusieurs de ces contrats de location contiennent des clauses de renouvellement et certains espaces commerciaux sont sous-loués à des tierces parties. Les paiements minimaux exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

	\$
Moins de un an	464,2
Un à cinq ans	1 278,7
Plus de cinq ans	826,2

Au 29 avril 2018, le montant total des paiements minimaux futurs au titre de la sous-location que la société s'attend à recevoir dans le cadre de contrats de sous-location en vertu de ces contrats de location simple est de 81,9 \$.

Engagements d'achats

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Dans le passé, la société a généralement excédé ces exigences minimales et prévoit faire de même dans l'avenir prévisible. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus.

31. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prévoir avec certitude, la société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Garanties

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 29 avril 2018, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 5,3 \$ et leur juste valeur est non significative. Jusqu'ici, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnisations.

La société a également émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximums futurs non actualisés totalisant 15,1 \$. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées à des lave-autos, aux inventaires en magasin, en plus des garanties offertes aux fournisseurs d'électricité et de chauffage. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés aux bilans consolidés au 29 avril 2018 étaient non significatives.

32. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe et au Canada. Elle exerce ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Circle K, Corner Store, Couche-Tard, Holiday, Ingo, Mac's, Re.Store et Topaz. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars américains (note 2), sauf les montants par action et les options d'achat d'actions)

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2018 (52 semaines)				2017 (53 semaines) (ajusté, note 2)			
	États-Unis	Europe	Canada	Total	États-Unis	Europe	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus tirés de clients externes^(a)								
Marchandises et services	9 508,6	1 413,9	2 053,5	12 976,0	7 669,8	1 205,8	1 848,5	10 724,1
Carburant pour le transport routier	24 612,5	7 684,1	4 819,9	37 116,5	16 492,0	6 473,4	3 089,0	26 054,4
Autres	56,6	1 217,7	27,6	1 301,9	14,0	1 098,4	13,6	1 126,0
	34 177,7	10 315,7	6 901,0	51 394,4	24 175,8	8 777,6	4 951,1	37 904,5
Marge brute								
Marchandises et services	3 158,7	602,3	707,7	4 468,7	2 545,0	511,4	625,2	3 681,6
Carburant pour le transport routier	1 937,7	1 024,2	424,9	3 386,8	1 407,6	917,5	262,0	2 587,1
Autres	54,7	173,7	27,6	256,0	14,0	185,5	13,6	213,1
	5 151,1	1 800,2	1 160,2	8 111,5	3 966,6	1 614,4	900,8	6 481,8
Total de l'actif à long terme^(b)	12 568,9	3 726,7	2 234,5	18 530,1	5 475,3	3 640,3	1 816,0	10 931,6

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.

(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

33. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Dividendes

Lors de sa réunion du 9 juillet 2018, le conseil d'administration de la société a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 10,0 ¢ CA par action aux actionnaires inscrits le 18 juillet 2018 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2018, payable le 1 août 2018. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Conseil d'administration

En date du 29 avril 2018

Alain Bouchard

Fondateur et président exécutif du conseil

Nathalie Bourque⁽¹⁾

Eric Boyko⁽²⁾

Jacques D'Amours

Cofondateur

Jean A. Élie⁽²⁾

Président du comité d'audit

Richard Fortin

Cofondateur

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Mélanie Kau⁽¹⁾

Administratrice principale et présidente du comité des ressources humaines et de la gouvernance

Monique F. Leroux⁽²⁾

Réal Plourde

Cofondateur

Daniel Rabinowicz⁽¹⁾

(1) Membre du Comité des ressources humaines et de la gouvernance

(2) Membre du comité de vérification

Équipe de direction

En date du 29 avril 2018

Alain Bouchard

Fondateur et président exécutif du conseil

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Claude Tessier

Chef de la direction financière

Kathleen K. Cunningham

Vice-présidente principale, Services partagés globaux

Darrell Davis

Vice-président principal, Opérations

Deborah Hall Lefevre

Chef de la direction informatique

Geoffrey C. Haxel

Vice-président principal, Opérations

Hans-Olav Høidahl

Vice-président principal, Scandinavie

Kevin Lewis

Chef de la direction du marketing

Jørn Madsen

Vice-président principal, Irlande, Europe centrale et orientale

Timothy Alexander Miller

Vice-président principal, Opérations et Carburants globaux

Jacob Schram

Président Groupe, Opérations européennes

Ina Strand

Chef de la direction des ressources humaines

Dennis Tewell

Vice-président principal, Opérations

Stéphane Trudel

Vice-président principal, Opérations

Informations générales

Siège social

4204, boul. Industriel
Laval, Québec, H7L 0E3 Canada

Inscription des titres

Bourse de Toronto
Symboles : ATD.A et ATD.B;
La Société fait partie de l'indice TSX 60.

Agent de transfert

La Société de fiducie AST (Canada), 2001, boul. Robert-Bourassa
Bureau 1600, Montréal, Québec, H3A 2A6 Canada

Auditeur indépendant

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boul. René-Lévesque Ouest,
Bureau 2500, Montréal, Québec, H3B 4Y1 Canada

Relations investisseurs

Mathieu Descheneaux, Vice-président, Finances
investor.relations@couche-tard.com
1-450-662-6632, poste 4407

Secrétaire

François Ramsay, Vice-président, Conseiller juridique principal
et Secrétaire
francois.ramsay@couche-tard.com
1-450-662-6632, poste 4549

Relations médias

Marie-Noëlle Cano, Directrice principale, Communications globales
communication@couche-tard.com
1-450-662-6632, poste 6611

Assemblée annuelle des actionnaires

20 septembre 2018 à Laval, Québec, Canada

Des renseignements supplémentaires au sujet d'Alimentation Couche-Tard et les communiqués de presse sont disponibles sur le site web de l'entreprise : www.corpo.couche-tard.com



www.corpo.couche-tard.com

